

Conseil du Contentieux des Etrangers

Sélection d'arrêts
de 01/05/2024 à 31/05/2024

CCE arrêt 307596 du 31/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Sénégal

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Droit d'être entendu

" en ce que la requête semble reprocher à la partie défenderesse de n'avoir pas entendu le requérant dans le cadre de sa demande ultérieure, le Conseil considère que ce grief est dénué de fondements juridique et factuel suffisants. A cet égard, le Conseil relève tout d'abord que le requérant a été entendu par la partie défenderesse le 10 mars 2015, pendant plus de deux heures, à l'occasion de sa première demande de protection internationale puis a été invité par les services de l'Office des étrangers à exposer l'ensemble des éléments qui fondent sa demande ultérieure dans le cadre de sa *Déclaration écrite demande multiple*. Le Conseil constate par ailleurs que si le requérant déplore l'absence d'entretien personnel effectué par la partie défenderesse dans le cadre de sa demande ultérieure, il n'apporte toutefois pas en termes de requête d'information consistante et pertinente qu'il n'aurait pas eu l'occasion de développer dans sa *Déclaration écrite demande multiple* et qui aurait pu, le cas échéant, modifier l'analyse de la partie défenderesse quant aux éléments qu'il invoque à l'appui de cette nouvelle demande.

Ensuite, le Conseil rappelle qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'impose à la partie défenderesse d'entendre elle-même le demandeur de protection internationale qui introduit une demande ultérieure.

L'article 57/5 ter, § 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 se lit comme suit:

« § 2. L'entretien personnel visé au paragraphe 1^{er} n'a pas lieu lorsque :

[...]

3° dans le cas de l'article 57/6/2, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides estime qu'il peut prendre une décision sur la base d'un examen exhaustif des éléments fournis au ministre ou à son délégué par le demandeur, comme le détermine l'article 51/8 ».

Cette disposition n'ouvre pas à la partie défenderesse une simple faculté de ne pas procéder à l'entretien personnel : en effet, lorsque l'hypothèse visée est rencontrée, cet entretien personnel « n'a pas lieu ».

En tout état de cause, l'introduction, comme en l'espèce, d'un recours de plein contentieux devant le Conseil, offre au requérant l'opportunité de faire valoir, devant le Conseil, tous ses arguments et toutes ses remarques et critiques concrètes à l'égard des motifs de la décision qu'il conteste."

DU irrecevable - Considérants adaptés

" *In casu*, il n'est pas contesté que la présente demande de protection internationale constitue une demande ultérieure au sens de l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

Après un examen attentif du dossier, le Conseil considère, comme la Commissaire adjointe, qu'en l'espèce, le requérant ne présente, à l'appui de sa demande ultérieure, aucun nouvel élément ou fait qui augmente de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

Ainsi, le Conseil relève tout d'abord que les quatre témoignages que le requérant a produits (...) n'ont qu'une très faible force probante et qu'ils n'augmentent pas significativement la probabilité qu'il puisse prétendre à une protection internationale.

(...)

S'agissant de l'examen de la protection subsidiaire sous l'angle de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande de la qualité de réfugié, que les éléments présentés par le requérant ne permettent pas d'augmenter de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil estime que ces mêmes éléments ne permettent pas davantage d'augmenter de manière significative la probabilité que le requérant puisse prétendre à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.

D'autre part, le requérant ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation dans son pays d'origine correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif ou dans le dossier de la procédure, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'il serait exposé, en cas de retour au Sénégal, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article. La requête ne développe d'ailleurs aucune argumentation spécifique sur ce point.

Enfin, concernant l'invocation, en termes de requête, de la violation de l'article 3 de la CEDH, le Conseil rappelle que, dans le cadre de sa compétence de pleine juridiction qu'il tient de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, il est compétent pour statuer sur les recours introduits, comme en l'espèce, à l'encontre des décisions de la Commissaire générale. En l'espèce, sa compétence consiste à examiner si le requérant a présenté des nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi et non à se prononcer sur la légalité d'une mesure d'éloignement du territoire. Le Conseil n'étant pas saisi d'un recours contre une telle mesure, il n'est dès lors pas compétent pour statuer sur une éventuelle violation de l'article 3 de la CEDH. Par conséquent, le moyen est irrecevable en ce qu'il invoque la violation de cette disposition légale.

En conclusion, il découle de ce qui précède que le requérant ne présente, à l'appui de sa demande ultérieure, aucun nouvel élément ou fait qui augmente de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à l'octroi du statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

Le Conseil ayant estimé que le requérant ne présente aucun nouvel élément qui augmente de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la qualité de réfugié et qu'il puisse bénéficier de la protection subsidiaire, aucune mesure d'instruction complémentaire ne s'impose, de sorte que la demande du requérant d'annuler la décision attaquée doit être rejetée."

CCE arrêt 307577 du 31/05/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

9bis irrecevable

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

MUST READ - 9bis onontv. + B13 - vernietiging (9bis) - verwerping (B13) - moeder met vijf minderjarige kinderen - 1) exceptie onontvankelijkheid - wettelijke vertegenwoordiging kinderen - moeder is alleenstaand - in VZS wordt uiteengezet dat vader gezinswoning heeft verlaten en dat moeder niet weet waar hij zich bevindt - moeder en kinderen worden als rechtsadressaten vermeld in beide beslissingen - in BGV wordt gesteld dat de kinderen de administratieve toestand van moeder volgen - schending artikel 8 EVRM en hoger belang van het kind opgeworpen in beroep - het al dan niet aannemen van de exceptie heeft in casu geen weerslag op onderzoek van het beroep - 2) buitengewone omstandigheden - één kind heeft laag IQ en volgt bijzonder onderwijs - meerdere stavingsstukken hiervan voorgelegd - in bestreden beslissing stelt verweerder dat er niet wordt aangetoond dat er geen aangepaste school voor kind in Marokko bestaat - moeder wijst er nog op dat hun moedertaal Berbers is en dat het schoolaanbod in die taal in Marokko beperkt is - zij stipt ook aan dat het moeilijk is om negatief bewijs te leveren - schending zorgvuldigheidsbeginsel in licht van artikel 8 EVRM, dat onder meer inhoudt dat bij de belangenafweging voldoende gewicht moet worden toegekend aan hoger belang van het kind - 3) BGV - er wordt enkel aangevoerd dat indien 9bis wordt vernietigd, het BGV ook moet worden vernietigd - rechtspraak RvS: geen automatische vernietiging van het bestreden bevel - verwerping

1)

In casu wordt niet betwist dat verzoekster in eigen naam en als wettelijk vertegenwoordiger van haar vijf minderjarige kinderen optreedt. Er wordt aangevoerd in het verzoekschrift dat de vader van de kinderen de gezinswoning heeft verlaten en verzoekster niet weet waar hij zich ophoudt. De Raad stelt vast dat verzoekster en haar vijf minderjarige kinderen als rechtsadressaten op de beide bestreden beslissingen worden vermeld. Verder blijkt uit de tweede bestreden beslissing dat de gemachtigde onder "*het hoger belang van het kind*" motiveert dat de kinderen de administratieve situatie van de moeder volgen. De bestreden beslissingen raken ook onmiskenbaar aan de rechten die aan de persoon van de kinderen zijn verbonden.

Verder blijkt dat een schending van artikel 8 van het EVRM en het hoger belang van het kind wordt aangevoerd.

[...]

Hieruit blijkt dat de Raad, wat betreft de tweede bestreden beslissing, zijnde een bevel om het grondgebied te verlaten of terugkeerbesluit, zelfs al zou hij er moeten van uitgaan dat het beroep enkel op ontvankelijke wijze is ingesteld voor verzoekster zelf, hoe dan ook moet onderzoeken of het hoger belang van verzoekster haar kinderen werd geschonden.

Wat betreft de eerste bestreden beslissing, kan niet dienstig verwezen worden naar de rechtspraak van het Hof van Justitie aangezien artikel 9bis van de Vreemdelingenwet geen omzetting vormt van het Unierecht, doch moet de Raad vaststellen dat het Grondwettelijk Hof heeft geoordeeld dat in het licht van beslissingen gestoeld op artikel 9bis van de Vreemdelingenwet, artikel 8 van het EVRM eveneens moet gerespecteerd worden (GwH 26 juni 2008, nr. 95/2008, B.6) en volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (hierna: het EHRM) moet in het kader van een belangenafweging in het licht van artikel 8 van het EVRM het hoger belang van het kind worden onderzocht (EHRM 3 oktober 2014, nr. 12738/10, Jeunesse t. Nederland, § 118-120).

Bijkomend stelt de Raad vast dat ook verweerder in de nota, ondanks de opgeworpen exceptie, uitgebreid verweer voert aangaande artikel 8 van het EVRM en het hoger belang van het kind. Het al dan niet aannemen van de exceptie heeft in casu dan ook geen weerslag op het onderzoek van het beroep waartoe de Raad gehouden is.

2)

De Raad stelt vast dat verzoekster in de aanvraag gewezen heeft op haar vijf kinderen, waarvan het kind I. aangewezen is op buitengewoon onderwijs omdat zij een laag IQ heeft. [...] Alhoewel verweerder in de nota kan gevolgd worden dat verzoekster in de aanvraag eerder summier de problematiek van het laag IQ van dochter I. heeft aangehaald, stelt de

Raad vast dat verzoekster aangaande die problematiek vele documenten heeft voorgelegd. [...]

Hieruit bleek inderdaad dat I. een "zeer lage totale intelligentie van 68" behaalde in vergelijking met haar leeftijdsgenoten. Er wordt verder ook gepreciseerd in deze analyse onder "3.4. externe factoren" dat thuis Spaans en Berbers wordt gesproken. In punt 6 worden vervolgens ook de "onderwijs- opvoedings- en ondersteuningsbehoeften" gedefinieerd waarbij een negental onderwijsbehoeften van I. worden vermeld.

[...]

Uit het betoog van verzoekster blijkt dat ze van oordeel is dat er niet voldoende gewicht is gehecht aan het hoger belang van haar kinderen, en in bijzonder het kind I., nu dit kind gespecialiseerde scholing behoeft.

Dienaangaande leest de Raad in de bestreden beslissing dat de verplichting om de aanvraag in te dienen bij de bevoegde diplomatieke of consulaire post enkel een eventuele tijdelijke scheiding impliceert wat geen ernstig en moeilijk te herstellen nadeel met zich meebrengt. De beslissing heeft enkel tot gevolg dat betrokkene tijdelijk het land dient te verlaten met de mogelijkheid terug te keren op het ogenblik dat zij voldoet aan de in de Vreemdelingenwet bepaalde vereisten. De gemachtigde stelt verder dat niet concreet is verduidelijkt dat een terugkeer naar het herkomstland het belang van de kinderen schaadt en dat onder meer het aangehaalde artikel 24 van het Handvest niet kan weerhouden worden aangezien hier dezelfde redenering geldt als voor artikel 3 van het IVRK, waarvan de gemachtigde stelt dat het geen directe werking heeft. Wat betreft de scholing, motiveert de gemachtigde dat die niet als een buitengewone omstandigheid kan aangehaald worden, omdat niet is aangetoond dat die niet in het herkomstland kan verkregen worden. Er wordt aangestipt dat voor vier van de vijf kinderen geen gespecialiseerd onderwijs nodig is. Wat betreft het kind I. erkent de gemachtigde dat voor haar wordt aangehaald dat zij aangewezen is op buitengewoon onderwijs omdat zij een laag IQ heeft, dat een attest met analyse van haar cognitieve vaardigheden is voorgelegd en ze wordt doorverwezen naar het buitengewoon onderwijs. Dienaangaande stelt de gemachtigde louter dat verzoekster niet aantoont dat er geen aangepaste school voor haar bestaat in Marokko en dat van de schoolvakantie gebruik kan gemaakt worden om de nodige stappen te zetten om een verblijfsmachtiging tot verblijf aan te vragen in het herkomstland.

De Raad kan niet aannemen dat deze motivering op afdoende zorgvuldige wijze heeft rekening gehouden met de praktische haalbaarheid en proportionaliteit van de door de gemachtigde genomen beslissing of dat voldoende gewicht is toegekend aan het hogere belang van kind I. [...] Het louter stellen dat verzoekster niet heeft aangetoond dat er geen aangepaste school voor I. bestaat, is geen afdoende motivering in het licht van de specifieke voorgelegde stukken aangaande het kind I., des te meer omdat, zoals verzoekster terecht aanhaalt, het leveren van negatief bewijs dat aangepast onderwijs in Marokko niet, niet evident is. Bijkomend stipt verzoekster aan dat de moedertaal van I. "Berbers" is en het schoolaanbod in die taal in Marokko heel beperkt is. Anders dan verweerder in de nota aanvoert, blijkt dat uit de stukken die verzoekster heeft gevoegd bij de aanvraag wel werd aangestipt dat er thuis Spaans en Berbers wordt gesproken, hetgeen geen te verwaarlozen element is nu tevens uit de gevoegde stukken blijkt dat het kind I. bijzondere moeilijkheden heeft met taal (woordenschat, lezen, schrijven). Anders dan voor de normaal begaafde kinderen, die ook nog jonger zijn en waarvan dus, zoals de hoger geciteerde rechtspraak van het EHRM stelt, redelijkerwijs kan aangenomen worden dat zij zich zonder disproportionele moeite kunnen aanpassen aan een andere omgeving, heeft de gemachtigde in casu niet op afdoende wijze rekening gehouden met het specifieke profiel van het kind I.

[...]

Een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel in het licht van artikel 8 van het EVRM, dat onder meer inhoudt dat bij de belangenafweging voldoende gewicht moet toegekend worden aan het hoger belang van het kind, kan aangenomen worden.

3)

Met betrekking tot de tweede bestreden beslissing, het bevel om het grondgebied te verlaten, voert verzoekster enkel aan dat "nu de "beslissing ten gronde" moet vernietigd worden, (...) het bevel minstens voorbarig (werd) genomen; zodat het derhalve tevens moet vernietigd worden."

De Raad moet vaststellen dat de Raad van State niet volgt dat uit de vernietiging van de eerste bestreden beslissing automatisch de vernietiging van het bestreden bevel volgt (RvS 28 maart 2017, nr. 237.806 en mutatis mutandis RvS 27 november 2020, nr. 249.085).

CCE arrêt 307602 du 31/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Jordanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Brief inzake het betalen van de federale bijdrage bij het indienen van een verblijfsaanvraag – verwerping – geen aanvechtbare rechtshandeling

Verzoeker dient op 10 juli 2023 bij de stad Antwerpen een aanvraag tot verblijfsmachtiging in met toepassing van artikel 9bis Vw.

Op 26 september 2023 wordt door de stad Antwerpen aan verzoeker een schrijven verzonden waarin hij wordt gevraagd de federale bijdrage bij het indienen van een verblijfsaanvraag, te weten 363 euro, te betalen. Dit is de bestreden beslissing, die luidt als volgt:

"Betalen federale bijdrage bij indienen verblijfsaanvraag. [...]"

Zonder betalingsbewijs wordt uw aanvraag niet verder behandeld. [...]"

Op basis van de informatie die u aan ons doorgaf, moet u 363,00 euro betalen. [...]"

De Raad merkt op dat, om ontvankelijk te zijn, een beroep gericht moet zijn tegen een uitvoerbare beslissing. Als uitvoerbare beslissing dient te worden beschouwd de handeling waarbij rechtsgevolgen in het leven worden geroepen of worden belet tot stand te komen, met andere woorden waarbij wijzigingen in een bestaande rechtsregeling of rechtstoestand worden aangebracht, dan wel zodanige wijzigingen worden belet. Het schrijven van de stad Antwerpen waarbij verzoeker wordt verzocht een federale bijdrage te betalen, is evenwel geen aanvechtbare rechtshandeling. Verweerder moet worden gevolgd waar hij repliceert dat de brief van 26 september 2023 geenszins een antwoord betreft op de door verzoeker ingediende aanvraag tot verblijfsmachtiging. Door toedoen van het schrijven van 26 september 2023 is er inderdaad geen beslissing betreffende verzoekers aanvraag getroffen door verweerder. De brief kan niet worden beschouwd als een afzonderlijke beslissing met specifieke rechtsgevolgen of een beslissing die de rechtstoestand van verzoeker wijzigt (cf. RvS 16 oktober 2006, nr. 163.605 en RvS 6 september 1995, nr. 55.041).

Het beroep is dan ook onontvankelijk.

CCE arrêt 307610 du 31/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Érythrée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Volgend VIB - ontvankelijk verklaard door CGVS - ten grond beoordeling

Bestreden beslissing: verzoekers verklaringen werpen geen ander licht op de motieven uiteengezet in de eerste beslissing van de commissaris-generaal van (...) en het arrest van de Raad dat verzoeker nergens naar voor komt als een ernstige, en zichtbare opposant van het regime in Eritrea en hierdoor een vrees zou koesteren bij terugkeer.

De commissaris-generaal meent dat uit de aan het administratief dossier toegevoegde informatie blijkt dat heden na een legaal vertrek uit Eritrea geen risico bestaat op bestraffing. Er wordt gemotiveerd dat gezien zijn verklaringen over zijn beweerd illegaal vertrek uit Eritrea niet geloofwaardig zijn bevonden, dit impliceert dat verzoeker Eritrea op legale wijze heeft verlaten en aangezien het vrijgesteld zijn van de nationale dienstplicht in het algemeen een voorwaarde is om toestemming te verkrijgen om het land op legale wijze te verlaten, verzoeker geen vrees dient te koesteren voor **verplichte rekrutering** in de Eritrese nationale context. Verwijzing naar COI Focus "ERITREA. Mobilisatie in het kader van de oorlog in het noorden van Ethiopië" van 18 augustus 2023.

Verzoeker betwist de stelling van de commissaris-generaal en betoogt onder meer dat het risico voor verzoeker bij terugkeer onvoldoende zorgvuldig is onderzocht en verwijst daarbij naar een rapport van Human Rights Watch van 2024 waarin onder meer wordt gesteld dat Eritreeërs die gedwongen worden teruggestuurd naar Eritrea een ernstig risico lopen op vervolging of andere mensenrechtenschendingen.

Bespreking **landeninformatie** ivm gedwongen rekrutering/mobilisatie. (...)

De vraag blijft of zonder meer kan aangenomen worden dat personen die voorheen niet langer dienstplichtig waren omdat ze vrijgesteld of ontslagen werden of omdat ze niet in aanmerking komen voor dienst, actueel niet meer het risico lopen gedwongen gerekruteerd of gemobiliseerd te worden. De blijvende aanwezigheid van het Eritrese leger vandaag in Tigray betekent dat de situatie in Eritrea in elk geval niet dezelfde is als diegene die bestond voor het uitbreken van de oorlog in Tigray. Zo uit het voorgaande blijkt dat op het hoogtepunt van de oorlog in Tigray, er een massale mobilisatie plaatsvond zonder weerga qua omvang omdat er een constante nood was aan nieuwe soldaten in Tigray, betekent de blijvende aanwezigheid van het Eritrese leger in wat nog steeds een onstabiele regio is, minstens dat het aantal militairen in Tigray op peil moet worden gehouden en dat bij een heropflakking van het conflict er allicht snel nieuwe rekruten zullen nodig zijn.

In de beschikbare landeninformatie wordt **onvoldoende duidelijkheid** geschept over het huidige beleid in Eritrea en het risico dat personen die in het verleden zouden zijn vrijgesteld van de nationale dienstplicht en het land legaal zouden hebben verlaten, in geval van terugkeer lopen om opnieuw gedwongen te worden gerekruteerd. Daarbij dient ook terdege rekening te worden gehouden met het gegeven dat uit de beschikbare landeninformatie verder blijkt dat personen die (opnieuw) gedwongen National Service dienen te verrichten in Eritrea onderworpen kunnen worden aan onmenselijke en vernederende behandeling en foltering. De beschikbare landeninformatie laat de Raad niet toe, het risico voor verzoeker om aan vervolgingsdaden te worden onderworpen in geval van terugkeer naar Eritrea op voldoende nauwkeurige wijze in te schatten en is van oordeel dat verder onderzoek noodzakelijk is.

CCE arrêt 307494 du 30/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 48

composition du siège

1 juge

Annexe 48 – Demande de Permis unique – 1) Fait : le 8 mars 2023, la PR introduit sa demande de permis unique ; le 13 septembre 2023, le SPR Bruxelles lui délivre son autorisation de travail; le 18 septembre 2023, la PD prend l'acte attaqué qui lui refuse le séjour ; en parallèle, la PR a introduit une demande de RF –

2) AA : art. 61/25-5, §1^{er}, 3° ; la PR n'était pas déjà admis ou autorisé au séjour pour une période n'excédant pas 90 jours ou pour une période de plus de 90 jours au moment de l'introduction de sa demande ; attestation immatriculation délivrée lors de l'introduction de sa demande RF n'est pas un titre de séjour l'admettant ou l'autorisant au séjour conformément au Chapitre II ou Chapitre III titre I de la Loi –

3) Mémoire de synthèse : Conseil déclare irrecevable l'argumentation complémentaire développée par la PR dans le mémoire de synthèse (le reste du mémoire est recevable) -

4) Fond : A) Conseil rappelle le contenu de l'article 61/25-5 de la Loi + travaux préparatoire ; Conseil rappelle qu'il ressort de l'accord de coopération du 2 février 2018 et de la transposition de la directive 2011/98/UE qu' « un ressortissant de pays tiers qui introduit une demande en vue de l'obtention d'un permis unique aux fins de travail en Belgique pour une période de plus de 90 jours, doit l'introduire par le biais de son employeur, auprès de l'autorité régionale territorialement compétente » + si demande à partir de la Belgique, PR doit démontrer être en séjour légal – Conseil relève que l'AI obtenue lors de l'introduction de sa demande RF l'a été dans le cadre du Chapitre Ibis du Titre II de la Loi et non du Chapitre II ou du Chapitre III du Titre I => permet à la PR de séjourner dans l'attente de sa demande RF – Alors que l'art. 61/25-5 vise : les étranger admis ou autorisés au séjour de 3 mois max ou ayant sollicité une autorisation/admission de plus de 3 mois sur la base des art. 9, 9bis, 9ter ou 10 et l'ayant obtenue suite à une décision définitive – B) PR prétend avoir été autorisé à séjourner 3 mois maximum en application de l'art. 9 du règlement UE 2018/1806 – Conseil considère que le délai de 90 jour étant dépassé au moment de sa demande de permis unique, l'argument manque en fait - **Rejet**

« 4.2.1. L'article 61/25-5 de la même loi prévoit notamment ce qui suit, dans son paragraphe 1er :

« Le ressortissant de pays tiers visé à l'article 61/25-4, est autorisé à entrer et à séjourner plus de nonante jours sur le territoire du Royaume afin d'y travailler, ou son autorisation de séjour est renouvelée, pour autant que : [...]

3° lorsque le ressortissant de pays tiers séjourne sur le territoire du Royaume lors de l'introduction de la demande visée à l'article 61/25-1, il est déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours conformément au titre I, chapitre II, ou pour une période de plus de nonante jours conformément au titre I, chapitre III. [...] »

Les travaux préparatoires indiquent ce qui suit :

« L'article 61/25-5 détermine les conditions et la procédure relative au volet séjour dans une demande de permis unique. (...) »

Enfin, le troisièmement précise que le ressortissant de pays tiers qui souhaite introduire sa demande, alors qu'il est déjà présent sur le territoire, doit être admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour trois mois au maximum conformément au Titre I, Chapitre II de la LLE, ou pour plus de trois mois (être titulaire d'une autorisation de long séjour) conformément au Titre I, chapitre III, tel que cela est prévu à l'article 25/2, 1°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. (...) »

4.2.2. Il ressort de l'accord de coopération du 2 février 2018, et de la transposition de la Directive 2011/98/UE dans la loi belge, qu'un ressortissant de pays tiers qui introduit une demande en vue de l'obtention d'un permis unique aux fins de travail en Belgique pour une période de plus de 90 jours, doit l'introduire par le biais de son employeur, auprès de l'autorité régionale territorialement compétente, dans tous les cas, qu'il se trouve en Belgique ou pas.

Toutefois si la demande est formulée à partir de la Belgique, l'intéressé doit démontrer être en séjour légal sur le territoire du Royaume, au moment de l'introduction de la demande.

4.3.1. Sur la première branche du reste du moyen, la partie défenderesse a refusé la demande de permis unique pour les motifs suivants :

- « L'intéressé n'était pas déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours [conformément au titre I, chapitre II], ou pour une période de plus de nonante jours [conformément au titre I, chapitre III], au moment de l'introduction de sa demande sur le territoire du Royaume »,

« En effet, l'attestation d'immatriculation délivrée dans le cadre de sa demande de regroupement familial, ne peut être considérée comme un titre de séjour, l'admettant ou l'autorisant au séjour en Belgique conformément au titre I, chapitre II ou conformément au titre I, chapitre III, et, lui permettant d'introduire sa demande de permis unique en Belgique ».

Cette motivation se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas valablement contestée par la partie requérante.

4.3.2. Lors de l'introduction de sa demande de permis unique, le requérant n'était pas « admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours conformément au titre I, chapitre II, ou pour une période de plus de nonante jours conformément au titre I, chapitre III », au sens de l'article 61/25-5, § 1^{er}, 3^o de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, l'attestation d'immatriculation, obtenue suite à l'introduction de sa demande de carte de séjour en qualité « d'autre membre » de la famille d'un citoyen de l'Union, l'a été - dans le cadre du Chapitre Ibis du Titre II de la loi du 15 décembre 1980, relatif aux « Dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers », - et non dans le cadre du Chapitre II, relatif à l'« Accès au territoire, court séjour et séjour illégal » ou Chapitre III, relatif au « Séjour de plus de trois mois », du Titre I de la loi du 15 décembre 1980, comme prévu par l'article 61/25-5, § 1^{er}, 3^o de la même loi.

L'attestation d'immatriculation a été délivrée, dans le cadre de la demande de carte de séjour, susmentionnée, et permettait au requérant de séjourner sur le territoire belge dans l'attente de l'issue de cette demande.

Cette situation n'est pas celle visée par l'article 61/25-5, § 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980, qui concernent explicitement les étrangers

- admis ou autorisés au séjour de 3 mois maximum sur le territoire,
- ou ayant sollicité une autorisation ou une admission de séjour de plus de 3 mois, conformément aux dispositions figurant dans le Titre I, Chapitre III, de la loi du 15 décembre 1980 (articles 9, 9bis, 9ter, 10), et l'ayant obtenue suite à une décision définitive de la partie défenderesse.

Au vu de ce qui précède, l'argumentation de la partie requérante manque en droit.

4.3.3. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait référence à la jurisprudence du Conseil d'Etat, selon laquelle :

« une attestation d'immatriculation, délivrée sur la base de l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 17 mai 2007 fixant les modalités d'exécution de la loi du 15 septembre 2006, tel que remplacé par l'arrêté royal du 24 janvier 2011, ne constate nullement que son détenteur est admis au séjour ou autorisé à séjourner plus de trois mois; qu'une telle attestation indique seulement que l'étranger est provisoirement inscrit au registre des étrangers en attente d'une décision quant à la demande de séjour qu'il a introduite ; qu'en outre, les termes « admis ou autorisé au séjour » qui figurent à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980 renvoient à la situation bien précise de l'étranger qui a fait l'objet d'une décision de l'autorité compétente pour l'admettre au séjour ou l'y autoriser; que tel n'est pas le cas de l'étranger qui, détenteur d'une attestation d'immatriculation, se trouve toujours en attente d'une telle décision qui peut s'avérer favorable ou défavorable ».

A cet égard, la partie requérante estime que la partie défenderesse « se borne à déformer les propos du Conseil d'Etat en les limitant à l'objectif qu'elle souhaite atteindre et en niant la portée obligatoire des arrêts de cette juridiction ».

Or, les arrêts du Conseil d'Etat auxquels elle se réfère, relevaient uniquement que la délivrance d'une attestation d'immatriculation

- concrétise une autorisation de séjour provisoire ou précaire,
- ou est incompatible avec un ordre de quitter le territoire. Outre le fait que la seconde jurisprudence n'est plus applicable depuis l'entrée en vigueur de l'article 1/3 de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante reste en défaut de démontrer que les jurisprudences visées contredisaient ou contredisent l'enseignement de l'arrêt du Conseil d'Etat, cité dans la note d'observations.

4.3.4. Dès lors, la partie défenderesse a adéquatement et formellement motivé l'acte attaqué sur la base des constats susmentionnés.

4.4. Sur la seconde branche du reste du moyen, la partie requérante reproche à la partie défenderesse de n'avoir effectué aucune analyse de la situation personnelle du requérant et de ne pas avoir motivé l'acte attaqué à cet égard, en abstenant d'opérer une analyse des documents versés au dossier, dont son passeport national.

Toutefois, elle ne démontre pas qu'au moment de sa demande, le requérant était autorisé au séjour de 3 mois maximum, en application de l'article 9 du règlement (UE) 2018/1806.

En particulier, elle ne prétend pas que le requérant séjournait toujours dans le délai de 90 jours suivant son arrivée en Belgique.

Au contraire, le dossier administratif montre que le requérant est arrivé sur le territoire belge en novembre 2019, et rien n'indique qu'il a entre-temps quitté le territoire belge.

Le délai de 90 jours étant dès lors dépassé, l'argument de la partie requérante, selon lequel il était autorisé au séjour de 3 mois maximum, au moment de sa demande de permis unique, manque en fait.

4.5. Au vu de ce qui précède, la partie défenderesse a fait une correcte application de l'article 61/25-5, § 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, et motivé adéquatement, tant en fait qu'en droit, l'acte attaqué ».

CCE arrêt 307549 du 30/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

"Dans le cadre de sa première demande de protection internationale, la partie défenderesse avait fait application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980 pour déclarer la demande irrecevable au motif que le requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne et qu'il n'a pas démontré que la protection qui lui a été accordée dans ce pays ne serait plus effective ou qu'il serait exposé, en cas de retour dans ce pays, à des conditions de vie pouvant être considérées comme inhumaines et dégradantes au sens de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après « la CEDH »).

Cette décision a été confirmée par l'arrêt du Conseil n° 282 462 du 22 décembre 2022.

En l'espèce, le Conseil est saisi d'un recours qui vise à contester une décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure de protection internationale prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides en application de l'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980.

La particularité de la présente affaire réside donc dans le fait que la partie défenderesse a fait le choix de déclarer la deuxième demande de protection internationale du requérant irrecevable après avoir constaté l'absence « de nouveaux éléments ou faits [...] qui augmentent de manière significative la probabilité que [le requérant] puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 » alors que sa première l'avait déjà été sur la base d'un autre motif, en l'occurrence le fait que requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Dans ce cas de figure bien particulier, le Practical Guide on Subsequent Applications de l'agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA, anciennement EASO) indique :

« If the previous application was rejected because another Member State has granted international protection (under Article 33(2)(a) APD), the assessment of the new application will focus on whether the applicant submits new elements that significantly add to the likelihood that the inadmissibility of the previous application is not relevant to the new application. The new elements have to be related to the applicant's situation in the Member State that has already granted international protection. For example, that Member State has revoked, ended or refused to renew the international protection by means of a final decision, or the applicant is facing difficult personal circumstances due to their particular vulnerability and/or to inadequate living conditions available to the beneficiaries of international protection amounting to inhuman or degrading treatment (78). If the new application is found admissible because of significant changes in the protection situation of the Member State that first granted protection, any elements related to the applicant's country of origin will need to be examined on the merits, as the risk of persecution and serious harm in the country of origin has not been assessed before by the determining authority. » (voir EASO, Practical Guide on Subsequent Applications, EASO Practical Guide Series, décembre 2021, p. 39, point 3.3.1).

Autrement dit, lorsqu'une demande de protection internationale antérieure a été rejetée en Belgique parce qu'un autre Etat membre de l'Union européenne a déjà accordé le statut de protection internationale au demandeur, les nouveaux éléments ou faits invoqués dans la cadre d'une demande ultérieure doivent se rapporter à la situation du demandeur dans cet Etat membre qui a déjà accordé la protection internationale ; dans ce cas, la question en débat consiste à examiner si de nouveaux éléments ou faits augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de la demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980 parce que le requérant bénéficie déjà d'un statut de protection internationale en Italie, peut être levée.

Parmi ces nouveaux éléments, il peut par exemple se trouver des situations où l'Etat membre a retiré la protection internationale, y a mis fin ou a refusé de la renouveler par une décision définitive, ou encore des situations où le demandeur est confronté à des circonstances personnelles difficiles en raison de sa vulnérabilité particulière et/ou en raison de conditions de vie inadéquates pour les bénéficiaires d'une protection internationale qui s'apparentent à un traitement inhumain ou dégradant.

(...) le Conseil observe que la première demande de protection internationale du requérant s'est clôturée par l'arrêt du Conseil n° 282 462 du 22 décembre 2022 qui a été rendu après que le Conseil ait constaté qu'aucune des parties n'avait demandé à être entendue suite à l'envoi d'une ordonnance, prise en application de l'article 39/73, §§ 1er et 2 de la loi du 15 décembre 1980, qui se proposait, pour différents motifs, de rejeter la requête selon une procédure purement écrite.

Or, cet arrêt, et la décision dont il avait à connaître, ont été rendus à une période où la manière d'évaluer la recevabilité des demandes introduites par des personnes bénéficiaires d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne était différente de celle appliquée aujourd'hui, notamment depuis les évolutions jurisprudentielles dictées par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en ce qui concerne les principes liés notamment au devoir de coopération et à la charge de la preuve.

A cet égard, par l'arrêt n° 300 951 prononcé en date du 2 février 2024 dans le cadre de la présente demande de protection internationale, la réouverture des débats a été ordonnée afin que soient soumis au débat contradictoire les enseignements des arrêts n° 299 299 du 21 décembre 2023 et n° 300 341, 300 342 et 300 343 du 22 janvier 2024, rendus par les chambres réunies du Conseil, par lesquels il a notamment précisé la portée de devoir de coopération qui incombe à la partie défenderesse dans le cadre de l'examen de la recevabilité d'une demande de protection internationale au regard de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980, afin de la mettre en conformité avec les évolutions jurisprudentielles qui découlent d'une succession d'arrêts de la CJUE.

Ainsi, dans la lignée de ces arrêts, le Conseil estime désormais que, face aux éléments personnels qu'un demandeur met en avant au sujet de ses conditions de vie dans l'Etat membre de l'Union européenne qui lui a octroyé la protection internationale, la partie défenderesse se doit d'analyser concrètement, d'initiative et au préalable à la prise de l'acte attaqué, l'existence du risque invoqué par le demandeur à l'aune d'informations objectives, fiables, précises et dûment actualisées concernant la situation des bénéficiaires de protection internationale dans cet Etat membre et les mauvais traitements auxquels ils risquent d'être exposés en cas de renvoi vers ce pays.

(...) la partie requérante fait tout d'abord valoir, au titre d'élément nouveau lié à sa situation personnelle et susceptible d'augmenter de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de sa précédente demande de protection internationale, décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980, puisse être levée, l'expiration de son titre de séjour en Italie.

Ainsi, elle indique en substance que la validité du titre de séjour du requérant, lié au statut de réfugié qui lui a été accordé le 18 janvier 2016 en Italie, a expiré et que le renouvellement de ce titre de séjour sera rendu très difficile en cas de retour, hypothéquant l'exercice de ses droits en tant que bénéficiaire d'une protection internationale sur place.

(...) D'une manière générale, à la lecture de la décision attaquée et des développements repris dans la note complémentaire du 8 mars 2024, il apparaît que la partie défenderesse s'en tient à des considérations très générales sans toutefois se livrer à une analyse *in concreto* de la situation personnelle du requérant en cas de retour en Italie, à l'aune des informations dont elle dispose, ce qui la place en porte-à-faux par rapport au devoir de coopération qui lui incombe et dont la portée a été revue par les arrêts du Conseil précités, rendue en chambres réunies.

Ensuite, il ressort des éléments du dossier de la procédure que le requérant présente un potentiel état de vulnérabilité qui pourrait, lui aussi, le cas échéant, augmenter de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de sa précédente demande de protection internationale, décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980, puisse être levée.

(...)

A cet égard, le Conseil estime désormais qu'au plus la situation des bénéficiaires d'une protection internationale dans un Etat membre est jugée problématique au terme d'une analyse réalisée sur la base de sources objectives, fiables, précises et dûment mises à jour, au moins il pourra être exigé du demandeur qu'il présente des éléments spécifiques démontrant, dans son chef, une « vulnérabilité particulière » au sens de la jurisprudence de la Cour.

En l'espèce, en l'état actuel de l'instruction qui a été menée, tant de le cadre de la première demande de protection internationale du requérant que dans le cadre de sa deuxième, caractérisée par l'absence d'entretien personnel au Commissariat général au réfugiés et aux apatrides, le Conseil estime qu'il ne dispose pas des éléments suffisants pour appréhender le degré de vulnérabilité actuel du requérant et ainsi évaluer si cette vulnérabilité particulière, à la supposer établie, l'exposerait, en cas de retour en Italie, à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH et à l'article 4 de la Charte.

(...) le Conseil rappelle que dans son arrêt Addis (CJUE, arrêt du 16 juillet 2020, affaire C-517/17, *Milkiyas Addis* contre

Bundesrepublik Deutschland, points 52 à 54), la Cour insiste sur l'importance de l'entretien personnel portant sur la recevabilité d'une demande de protection internationale afin de permettre à un demandeur de faire valoir tous les éléments, notamment d'ordre personnel, susceptibles de démontrer l'existence d'un risque de traitements contraires à l'article 4 de la Charte en cas de renvoi dans l'Etat membre où il bénéficie déjà d'une protection internationale, les autorités d'un Etat membre, lorsque de tels éléments sont produits, étant tenues d'évaluer ce risque sur la base d'informations pertinentes."

CCE arrêt 307543 du 30/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil ne peut pas davantage se rallier aux motifs de la décision entreprise considérant les maltraitances subies par le requérant dans son enfance comme non crédibles. En effet, l'instruction menée par la partie défenderesse à cet égard s'avère insuffisante, de même que son analyse des déclarations du requérant se révèle en l'espèce déraisonnable à la lumière du profil du requérant et de son jeune âge au moment des faits. Partant, le Conseil considère que les maltraitances subies par le requérant du fait de son beau-père sont établies.

Le Conseil considère toutefois que ces éléments ne suffisent pas à établir le besoin de protection internationale du requérant. En l'espèce, dès lors que les maltraitances subies par le requérant, telles qu'alléguées, sont établies et qu'elles atteignent un degré de gravité, en l'espèce, permettant de les considérer comme des persécutions ou des atteintes graves, il convient de faire application de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980. Celui-ci dispose que « le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ».

Or, le Conseil estime que de tels éléments, à savoir de bonnes raisons de croire que ces maltraitances ne se reproduiront pas, existent en l'espèce.

Ainsi que le relève adéquatement la partie défenderesse, le requérant ne s'avère pas convaincant quant au caractère actuel de sa crainte. Il s'est notamment contredit à cet égard, affirmant d'une part que son beau-père a dit à un ami qu'il souhaitait encore s'en prendre au requérant, et, d'autre part, que ledit ami n'ose pas demander des nouvelles au beau-père. Le requérant n'a fourni aucune explication convaincante, se contentant de nier ses premiers propos. Le Conseil relève en outre le caractère intrinsèquement incohérent du récit du requérant à ce sujet : il affirme en effet que son beau-père voulait le chasser du domicile et, dans le même temps, qu'il ne pourra pas lui échapper car il veut le tuer. Dès lors, si les maltraitances passées subies par le requérant sont établies, sa crainte d'être encore pourchassé par son beau-père actuellement, elle, ne l'est pas.

Le Conseil relève également, à la suite de la partie défenderesse, que le requérant est désormais adulte, que les faits subis remontent à plus de dix ans, qu'il n'a plus revu son beau-père depuis et que ce dernier n'a jamais essayé de le contacter.

Dans sa requête, la partie requérante se contente de faire état du profil vulnérable du requérant et de la fonction militaire de son beau-père, qui pourrait le retrouver partout en Guinée. Il ressort des éléments développés supra que la volonté actuelle de son beau-père de le retrouver afin de lui faire du tort n'est pas établie, la circonstance que celui-ci est militaire ne modifie en rien ce constat. Quant au profil vulnérable du requérant, le Conseil rappelle que le seul état de vulnérabilité, qu'il soit dû ou non à des persécutions ou atteintes graves passées, ne suffit pas à établir un besoin de protection internationale. En l'espèce, la seule circonstance que le requérant a eu une enfance difficile, empreinte de maltraitances et de privations, et qu'il n'a pas bénéficié d'une scolarité complète ne suffit pas à considérer que ces éléments sont susceptibles de l'exposer à des persécutions ou atteintes graves en cas de retour dans son pays, étant donné qu'il existe par ailleurs, ainsi qu'il vient d'être démontré, de bonnes raisons de penser que les maltraitances subies par le passé ne se reproduiront pas.

Invité à s'exprimer à ces égards lors de l'audience du 11 avril 2024, le requérant n'a apporté aucun éclairage satisfaisant, se contentant de réitérer de manière vague et peu convaincante que son beau-père veut le tuer car il n'est pas son fils.

La partie requérante fait également état, dans sa requête, de l'aspect subjectif de la crainte du requérant. Elle affirme, en substance, que le requérant ne se sent plus en sécurité en Guinée, de sorte qu'il lui est psychologiquement impossible d'y retourner. Le Conseil comprend ces assertions comme étant, en substance, l'invocation de raisons impérieuses dans le chef du requérant. La partie requérante ne développe toutefois pas davantage son argumentation, pas plus qu'elle ne l'étaye de documents probants. Le Conseil estime, pour sa part, que la seule circonstance que le requérant a subi les

maltraitements allégués dans son enfance ne suffit pas à étayer, en l'espèce, l'existence de raisons impérieuses tenant à ces maltraitements antérieurs pour refuser de se réclamer de la protection de ses autorités.

Enfin, quant à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme invoquée par la partie requérante dans sa requête, le Conseil estime qu'elle n'est pas susceptible d'apporter un éclairage différent en l'espèce. En effet, il résulte des affaires citées que, face à un certificat médical constituant une forte indication que le requérant a subi des traitements contraires à l'article 3 CEDH dans son pays d'origine, les instances d'asile sont tenues de dissiper tout doute quant à l'origine des séquelles constatées. Elles sont par ailleurs tenues d'évaluer le risque de nouveaux mauvais traitements en cas de retour dans le pays d'origine. L'origine des séquelles constatées ne fait l'objet d'aucun doute en l'espèce, puisque le Conseil estime que le récit du requérant quant aux maltraitements allégués, lesquelles sont corroborées par le certificat médical déposé, est établi. Quant au risque de nouveaux mauvais traitements en cas de retour, le Conseil, d'une part, a déjà relevé qu'il existe de bonnes raisons de croire que les maltraitements subies par le requérant durant son enfance ne se reproduiront pas et estime, d'autre part, au vu des déclarations non contestées du requérant, des pièces déposées, de son profil individuel ainsi que du contexte général qui prévaut actuellement dans son pays d'origine, qu'aucun élément ne laisse apparaître que les séquelles physiques, telles qu'elles sont attestées par le certificat médical précité, pourraient en elles-mêmes induire dans le chef de la partie requérante une crainte fondée de persécution ou un risque réel d'atteinte grave en cas de retour dans son pays."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Arrêt interlocutoire

acte attaqué

9ter exclusion

composition du siège

1 juge

Recevabilité Ratione temporis – Notification à une personne tierce - PR, habitant dans un home, invoque que la copie de la décision a été remise à son assistante sociale + acte de notification pas signé – PD invoque que la notification a bien été faite par une personne habilitée en vertu de l’art. 62, §3 de la Loi – Conseil rappelle article 62, §3, alinéa 2 de la Loi + art. 39/57, §1^{er}, al. 1^{er} de la Loi – Conseil constate que le courrier de l’administration communale indique que l’acte attaqué n’a pas, à cette occasion, été notifié à la PR elle-même, en sorte qu’il convient d’exclure l’hypothèse d’une notification à la personne – Conseil constate qu’il n’est pas soutenu que l’acte ait été notifié selon l’un des autres modes de notification admis - La validité d’une notification doit en effet répondre à d’autres conditions que celles tenant à la qualité de la personne qui entend procéder à ladite notification – Réouverture des débats.

« Le recours ayant été introduit le 27 octobre 2023, il paraît dès lors irrecevable ratione temporis ».

II. A l’audience, la partie requérante, qui avait demandé à être entendue, soutient que la notification dont il est fait état dans l’ordonnance n’était pas valable sur la base des indications fournies par son administration communale le 5 avril 2023, selon lesquelles la « [...] décision a été notifiée ce jour. L’intéressé étant placé en maison de repos, il n’est plus capable de se déplacer ni de signer. Copie de la décision a été remise à son assistante sociale ». Elle ajoute que l’acte de notification n’est au demeurant pas signé.

La partie défenderesse a entendu quant à elle maintenir son exception d’irrecevabilité en faisant valoir que la notification a bien été faite par une personne habilitée en vertu de l’article 62, §3, de la loi du 15 décembre 1980.

III. Le Conseil observe que l’article 62, §3, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 indique que :

« Sans préjudice d’une notification à la personne même, toute notification est valablement faite à la résidence ou, le cas échéant, au domicile élu, de l’une des manières suivantes :

1° sous pli recommandé;

2° par porteur contre accusé de réception;

3° par télécopie si l’étranger a élu domicile chez son avocat;

4° par tout autre mode admis par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres par lequel la date de la notification peut être constatée de manière certaine ».

L’article 39/57, §1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, dispose que « [l]es recours visés à l’article 39/2 sont introduits par requête, dans les trente jours suivant la notification de la décision contre laquelle ils sont dirigés ».

Il convient de revoir les termes de l’ordonnance dès lors que, bien que le courrier de l’administration communale de la partie requérante renseigne que « la décision a été notifiée ce jour », les circonstances qu’il relate, et qui ne sont pas contestées par la partie défenderesse, indiquent que l’acte attaqué n’a pas, à cette occasion, été notifié à la partie requérante elle-même, en sorte qu’il convient d’exclure l’hypothèse d’une notification à personne.

Ensuite, il n’est pas soutenu que l’acte ait été ainsi notifié selon l’un des autres modes de notification admis.

La circonstance selon laquelle un agent communal a entendu procéder à la notification (en remettant en l’espèce l’acte de notification à une assistante sociale, soit à une personne tierce), ne permet pas de conclure à une notification valable. La validité d’une notification doit en effet répondre à d’autres conditions que celles tenant à la qualité de la personne qui entend procéder à ladite notification, ainsi qu’il a été précisé ci-dessus.

Il s’ensuit que la prétendue notification invoquée par la partie défenderesse n’a pu faire débiter le délai de recours. Il y a lieu en conséquence de rouvrir les débats ».

CCE arrêt 307575 du 30/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"[L]a partie requérante, de nationalité burundaise et d'origine ethnique tutsie, invoque une crainte à l'égard des autorités burundaises qui lui reprocheraient, suite à sa participation à une fête organisée en l'honneur de réfugiés burundais au Rwanda, en la présence de deux opposants notoires, proches du mouvement « Red-Tabara », de collaborer avec des mouvements rebelles.

(...)

Indépendamment de la crédibilité des dires de la requérante en lien avec un séjour au Rwanda, une participation à une fête où se trouvaient des membres du mouvement « Red Tabara » et une détention subséquente, le Conseil ne peut se rallier à la motivation de la décision querellée en ce qu'elle considère que le seul séjour ou passage en Belgique pour un ressortissant burundais, et spécifiquement en qualité de demandeur de protection internationale, n'est pas de nature à faire naître une crainte fondée de persécution.

(...)

[Le Conseil analyse les COI Focus "Burundi - Situation sécuritaire" du 12 octobre 2022 et du 31 mai 2023 ainsi que les COI Focus "Burundi - Le traitement réservé par les autorités nationales à leurs ressortissant de retour de le pays" du 28 février 2022 et du 15 mai 2023.]

Il découle de ce qui précède que les sources consultées pour la rédaction du COI Focus du 15 mai 2023 n'ont relevé jusqu'à présent qu'un cas documenté de ressortissant burundais, demandeur de protection internationale rapatrié au Burundi en provenance de la Belgique et ayant été persécuté de ce seul fait. Il n'en apparaît pas moins clairement que les sources, s'étant prononcées plus spécifiquement sur les Burundais ayant introduit une demande de protection internationale en Belgique, considèrent que le seul fait d'avoir séjourné en Belgique en qualité de demandeur d'asile est de nature à rendre une personne suspecte de sympathies pour l'opposition, aux yeux des autorités burundaises. Il ressort tout aussi clairement des informations résumées plus haut que le fait d'être suspect de sympathie pour l'opposition au régime en place à Bujumbura suffit à faire courir à l'intéressé un risque sérieux d'être persécuté du fait de ses opinions politiques ou des opinions politiques qui lui sont imputées. Il s'ensuit que, dans le contexte qui prévaut actuellement au Burundi, la seule circonstance que la requérante a séjourné en Belgique où elle a demandé à bénéficier de la protection internationale, suffit à justifier dans son chef une crainte avec raison d'être persécutée du fait des opinions politiques qui lui seraient imputées.

Il ne ressort, par ailleurs, ni de la décision attaquée, ni d'aucun élément du dossier, qu'il existerait des raisons de penser que la requérante pourrait échapper pour un motif quelconque au climat de suspicion évoqué plus haut et au risque qui en découle.

En conclusion, compte tenu des informations relatives à la situation au Burundi à l'heure actuelle et compte tenu des informations reprises dans le COI Focus du 15 mai 2023, et au vu de la radicalisation du régime burundais, de son isolement international, de sa paranoïa croissante, du climat de terreur régnant au Burundi où sont perpétrées de graves violations des droits de l'homme, des accusations portées par Bujumbura à l'encontre de la Belgique, accusée de soutenir la rébellion, de l'exil et de l'hébergement en Belgique de nombreux membres de l'opposition et de la société civile ainsi que de la surveillance accrue par les autorités burundaises des entrées et des sorties de leurs citoyens du territoire, le Conseil estime que le seul fait pour la requérante d'avoir quitté son pays pour la Belgique, où elle a introduit une demande d'asile, suffit pour établir dans son chef l'existence d'une crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

Partant, le Conseil estime que la requérante a des craintes fondées de persécution au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève ; cette crainte se rattache en l'espèce au critère des opinions politiques imputées par les autorités, au sens de l'article 48/3, §5, de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 307531 du 30/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

pays Dublin

Allemagne

B26quater – verwerping bij gebrek aan belang – bericht van Duitse migratiediensten dat vzp zich al naar Duitsland heeft begeven, en overdrachtsprocedure daarom niet langer nodig is – vzp betwist dat hij zich naar Duitsland begaf – bewijswaarde foto's en verklaringen – gebruik aliases – vingerafdrukken - RvV concludeert dat vzp vrijwillige uitvoering gaf aan de bb, zodat zij geen actueel belang meer heeft bij de vernietiging ervan, een B26quater kan immers slechts 1 keer uitgevoerd worden - dat vzp intussen terug in België is, doet hieraan geen afbreuk

2.2. Daargelaten de vraag of verzoeker het belang bij het [huidige beroep tegen de B26quater] alleen al niet kan ontzegd worden nu hij geen beroep heeft ingesteld tegen de [beslissing tot terugleiding naar de grens en vasthouding in een welbepaalde plaats met het oog op overdracht aan de verantwoordelijke lidstaat], toont verzoeker met zijn thans gevoerd betoog en aangeleverde stukken niet aan dat hij op 6 juli 2023 niet in Duitsland vertoefde.

2.3. In het administratief dossier bevindt zich een brief van het Duitse Bundesamt für Migration und Flüchtlinge van 10 juli 2023, gericht aan de DVZ. Hierin wordt meegedeeld dat een overdrachtsprocedure van verzoeker vanuit België niet langer nodig is, aangezien verzoeker zich al in Duitsland bevindt. Meer bepaald kan in de brief gelezen worden dat verzoeker "[...] traveled independently back to Germany on 06.07.2023. [...]"

2.4. Verzoeker betwist dat deze brief hem betreft. Hij verwijst ten eerste naar zijn broer die ter terechtzitting getuigt dat verzoeker zich op 6 juli 2023 in België bevond bij hem. De Raad kan hier echter geen rekening mee houden, aangezien de broer van verzoeker geen objectieve derde partij is.

Hij legt ten tweede kleurenkopieën van prints van negen foto's neer waarop hij te zien is in de stad Gent. Volgens de gegevens op deze prints werden de foto's genomen op 6 juli 2023 rond 16 uur 30 in de namiddag. Onderaan de print van een foto zijn er andere foto's in miniatuur te zien waarbij bij sommigen manueel werd bijgeschreven: "andere foto's in Gent op 6 juli 2023". Met deze miniatuurfoto's waarop amper iets te zien valt, wordt geen rekening gehouden. Het manuele bijschrift kan de foto's niet laten zeggen wat het bijschrift zegt dat ze zeggen.

Voor wat betreft de kopieën van prints van negens foto's waarop hij figureert in de stad Gent, kan hier vooreerst weinig bewijswaarde aan toegedicht worden Er werden geen originele afdrukken van de foto's neergelegd of getoond ter terechtzitting en ze lijken gemanipuleerd te zijn, nu op de kleurenkopieën van de prints de verhoudingen en het contrast eerder ongeloofwaardig overkomen en het lijkt alsof verzoeker en een andere persoon erin 'geplakt' werden. Bovendien kunnen de gegevens op deze prints waaronder de vermelding donderdag 6 juli 2023 rond 16 uur 30 met knip- en plakwerk onder de foto's aangebracht zijn. Voorts kan verzoeker met deze prints, zo ze al aanvaard moeten worden, hoogstens aantonen dat hij op 6 juli 2023 rond 16 uur 30 in Gent was. Zij bieden geen zicht op hoe lang verzoeker op 6 juli 2023 "[...] en in de periode daarna nog in België was [...]" zoals hij ter terechtzitting voorhoudt. Ze sluiten niet uit dat verzoeker na 16 uur 30 nog naar Duitsland is vertrokken.

Ten derde legt verzoeker een kopie van een uitprint neer waarvan hij stelt dat het een fitnessabonnement op naam van zijn broer betreft, met bezoekgegevens aan een Basic Fit-filiaal in Gent tijdens de maand juli 2023, dit na 6 juli 2023. Ook hiervan wordt geen origineel neergelegd of getoond ter zitting. Verzoeker kan deze gegevens alleszins niet meer laten zeggen dan wat ze zeggen, met name dat er op de aangegeven data personen een bezoek hebben gebracht aan de betrokken fitnessvestiging. Zij kunnen geen uitsluitel geven over de identiteit van deze personen, laat staan die van verzoeker die volgens verklaringen ter zitting, als gast de betrokken fitness zou hebben bezocht. Op basis van deze stukken toont verzoeker aldus ook niet aan dat hij op 6 juli 2023 niet zou zijn teruggekeerd naar Duitsland.

2.5. De Raad kan verzoeker ook niet volgen dat er twijfel rijst over de vraag of het verzoeker was die in Duitsland is geïdentificeerd of iemand anders. Hij stelt dat hij tijdens zijn (eerdere) aanhouding in Duitsland in het bezit was van een vals document voorzien door mensensmokkelaars en hij "vermoedt dan ook dat de naam in het dossier deze naam betreft. Verzoeker zelf heeft echter nooit deze naam gedragen en zich nooit voor deze persoon uitgegeven. Dat deze identiteit mogelijks meermaals door de mensensmokkelaars zou benut zijn, is een mogelijkheid."

2.6. In de brief van 10 juli 2023 van de Duitse overheden wordt melding gemaakt van de heer N.M.M., maar zoals in het tussenarrest werd gesteld, blijkt uit de bestreden akte dat verzoeker gekend staat onder deze alias. Verzoekers betoog inzake een vals document met deze alias dat zou zijn aangewend door iemand anders in Duitsland en aan de Duitse autoriteiten werd getoond op 6 juli 2023, is niet meer dan een bloot hypothetisch betoog. Bovendien ziet de Raad niet in waarom de Duitse autoriteiten, als ze een derdelander oppakken zonder verblijfsvergunning in Duitsland, genoeg zouden nemen met de naam die de betrokkene opgeeft of die wordt vermeld op een identiteitsdocument dat deze bij zich heeft, en niet op basis van vingerafdrukken de identiteit zouden vaststellen van deze persoon. Het volstaat namelijk de vingerafdrukken af te nemen en te vergelijken met de vingerafdrukken in de Eurodac-database om vast te stellen dat de persoon die in Duitsland is en de persoon die de DVZ wenst over te dragen, één en dezelfde persoon betreft [...]. Een onmiskenbare indicatie in die richting vormt het feit dat de brief van de Duitse autoriteiten van 10 juli 2023, dezelfde referenties bevat als hun brief van 15 juni 2023, gericht aan de DVZ, waarin de Duitse autoriteiten instemmen met het verzoek van de Belgische autoriteiten om verzoeker over te nemen. In deze brief van 15 juni 2023 werd trouwens gewag gemaakt van het feit dat het N.,M.M. betreft met "ALIAS" T.A.M. De Raad kan dus niet meestappen in een hypothetisch verhaal van de verzoekende partij dat gebaseerd is op het feit dat de Duitse autoriteiten louter op basis van het opgeven van een naam of op vertoon van een identiteitsdocument door een vreemdeling op 6 juli 2023, een brief zouden versturen op 10 juli 2023 naar de DVZ met onder meer de vermelding van het referentienummer van de brief die deze Dienst eerder heeft gestuurd naar hen, waarin op basis van een hit van een vingerafdrukkenafname in de Eurodac-database werd gemeld dat Duitsland de verantwoordelijke lidstaat is voor het VIB ingediend door verzoeker. De Raad treedt de verwerende partij dan ook bij waar deze stelt dat er van moeten worden uitgegaan dat de informatie van de Duitse overheden correct is en dat deze is verkregen op basis van de geregistreerde vingerafdrukken in de Eurodac-database.

2.7. De Raad concludeert dan ook dat verzoeker op 6 juli 2023 vrijwillig uitvoering heeft gegeven aan de bestreden akte en België aldus niet verantwoordelijk is geworden voor de behandeling van verzoekers VIB van 8 juni 2023 omdat de overdrachtstermijn verstreken zou zijn, zoals het in de beschikking stond. Hieruit volgt dus dat verzoeker geen actueel belang meer heeft bij de nietigverklaring van de bestreden B26quater die ook maar één keer, hetzij vrijwillig hetzij gedwongen, kan uitgevoerd worden. Het feit dat verzoeker thans in België is, wil niet zeggen dat hij op 6 juli 2023 niet zou zijn tegengehouden in Duitsland. Het feit dat de [terugleidingsbeslissing] van 22 augustus 2023 gewag maakt van een niet nageleefde termijn van vrijwillig vertrek, vermeld in de bestreden akte, kan op zich evenmin leiden tot het oordeel dat verzoeker op 6 juli 2023 in België was en die dag hier ook gebleven is. [...]

2.8. Derhalve is het beroep onontvankelijk bij gebrek aan actueel belang, niet om de in de beschikking uiteengezette redenen, wel om de hierboven uiteengezette redenen.

CCE arrêt 307471 du 29/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Côte d'Ivoire

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"La requérante, qui déclare être de nationalité ivoirienne et d'origine ethnique agni, invoque en substance des craintes de persécution à l'égard de son ex-compagnon violent et également l'« impossibilité de vivre en tant que femme divorcée ou isolée et précarisée en Côte d'Ivoire ». Elle invoque en outre des craintes pour ses enfants, à savoir, un risque de kidnapping par son ex-compagnon, une crainte de persécutions et de violences de genre pour sa fille D. et une « crainte de marginalisation pour ses deux enfants, du fait de son statut de femme isolée et précarisée ».

(...) le Conseil estime qu'il peut se rallier à l'appréciation de la partie défenderesse exclusivement en ce qu'elle constate que la requérante n'établit pas qu'elle était en relation avec Tr., un individu violent au comportement criminel, ni que celui-ci constitue une menace pour elle ou pour ses enfants.

Toutefois, au stade actuel de la procédure, et tenant compte des éléments avancés et des nouveaux documents produits au dossier de la procédure, le Conseil considère par contre qu'il doit se distancier de l'appréciation de la partie défenderesse, qui sous-estime largement le risque d'ostracisation auquel la requérante et ses enfants seraient exposés en cas de retour en Côte d'Ivoire, du fait de son statut de « femme isolée et précarisée ».

(...) le Conseil n'aperçoit ni dans le dossier administratif, ni dans celui de la procédure, ni dans les débats tenus lors de l'audience, de raison de mettre en cause la sincérité de la requérante lorsqu'elle relate les accusations de sorcellerie que sa belle-famille colporte à son encontre, dès lors qu'elle est considérée par celle-ci comme une femme « à problèmes », en raison de multiples événements malheureux auxquels elle a dû faire face depuis sa plus tendre enfance (...).

En ce qui concerne précisément les événements malheureux précités, le Conseil observe que la partie défenderesse ne remet pas en cause les allégations suivantes de la requérante :

- Elle a grandi dans un contexte familial particulièrement malsain (...);
- Très jeune, elle a été exposée à l'abandon par ses parents et à des violences physiques, émotionnelles et sexuelles;
- Sa grand-mère paternelle la maltraitait physiquement et mentalement et l'a contrainte à arrêter l'école en primaire, pour s'occuper des tâches domestiques;
- À l'âge de 10 ans, elle a été violée par son cousin paternel. Lorsqu'elle a dénoncé son agression aux autres membres de sa famille, personne ne l'a crue;
- De ses 10 à ses 12 ans, outre le travail domestique, elle vendait de l'eau dans les rues pour épargner de l'argent afin de fuir la maison de sa grand-mère paternelle;
- À l'âge de 15 ans, elle a été accueillie par sa grand-mère maternelle qui l'a également été contrainte d'effectuer l'ensemble des tâches domestiques;
- Elle a rencontré K., qui l'a abandonnée après la naissance de leur fils L.;
- Après s'être réfugiée chez une cousine à Bouaké, la guerre de septembre 2002 a éclaté;
- Après le décès de cette cousine, ne sachant pas où aller, elle est retournée vers K., qui lui a réitéré son incapacité à subvenir à ses besoins.

Compte tenu de tels antécédents et des explications fournies par la requérante dans sa note complémentaire et à l'audience à propos du sort réservé en Côte d'Ivoire aux individus considérés comme « porteurs de malheur », le Conseil n'aperçoit aucune raison valable de mettre en cause la sincérité de la requérante lorsqu'elle affirme être considérée par ses proches comme une source de situations malheureuses, donc une sorcière. Par ailleurs, le Conseil estime que le seul fait que la requérante ait invoqué tardivement cet aspect de ses problèmes ne constitue pas une raison suffisante d'en contester la réalité, compte tenu de la consistance des informations qu'elle produit en la matière. Le Conseil souligne à cet égard que la requérante cite plusieurs rapports dans sa requête décrivant l'importance et les conséquences désastreuses de la croyance en l'existence de la sorcellerie dans son pays. D'après ces rapports, « plus de 95 % de la population ivoirienne croit en la sorcellerie [...] les femmes sont les plus souvent sujettes aux accusations de sorcellerie [...] elles sont davantage à risque lorsqu'elles présentent des traits physiques particuliers, en raison de la famine ou d'une maladie par exemple [...] Les femmes seules également sont presque systématiquement accusées de sorcellerie et d'avoir mangé leur proche [...] il n'est pas anodin que la famille de la victime soit à l'origine des accusations, en particulier lorsque la femme en question est considérée comme un fardeau pour la famille, ou lorsque la femme refuse

de se conformer à son rôle social » (The Association for Women's Rights in Development, « Witchcraft Accusations Perpetuate Women's Oppression in SubSaharan Africa », 27 février 2015).

Par ailleurs, en ce qui concerne les traits physiques particuliers de la requérante, le Conseil relève que dans sa note complémentaire du 24 novembre 2023, la requérante soutient craindre que ses yeux exorbités et rouges et ses épisodes de chute - symptômes visibles de ses problèmes de santé - puissent exacerber les accusations de sorcellerie colportées à son encontre par sa belle-famille et l'exposer, elle et ses enfants, à de mauvais traitements. Elle précise à cet égard qu'après sa seconde audition, son état de santé s'est considérablement dégradé, tant sur le plan physique que psychique.

(...) Bien qu'il ne soit manifestement pas possible de déduire des informations précitées que toutes les personnes porteuses de déformations visibles sur le visage sont systématiquement considérées comme des sorcières en Côte d'Ivoire et, partant, exposées à une forme de persécution de groupe du seul fait d'une telle particularité, il n'est néanmoins pas permis d'exclure qu'une femme, en situation précaire, sans soutien social ou familial, en instance de divorce, sérieusement malade, mère de deux enfants en bas âge, perçue comme « maudite » par ses proches et présentant des symptômes visibles, tels que « des épisodes sévères et répétitifs de perte de connaissance, avec mutisme, paralysie, et les yeux qui sortent de ses orbites » - puisse faire l'objet d'accusation de sorcellerie.

Le Conseil observe encore que la requérante cite dans sa note complémentaire du 24 novembre 2023 diverses informations qui corroborent ses affirmations à l'audience selon lesquelles dans son pays « [...] les personnes accusées de sorcellerie peuvent être confrontées à divers traitements cruels, inhumains ou dégradants qui peuvent aller jusqu'à parfois constituer de la torture, notamment des ordalies, la lapidation, des coups et l'immolation par le feu et que le tort causé à l'accusé s'étend parfois aux membres de sa famille [...] ». Ces constats ne peuvent qu'inciter à une extrême prudence dans l'évaluation des demandes de protection internationale émanant des personnes de cette catégorie, et, d'autre part, rendent illusoire toute protection effective des autorités ivoiriennes au regard de l'article 48/5 § 2 de la loi du 15 décembre 1980, d'autant plus, en l'espèce, au vu de la vulnérabilité psychologique particulière de la requérante et de son isolement social.

(...) Le Conseil se doit enfin d'examiner si la crainte de la requérante relève du champ d'application de la Convention de Genève.

(...) En l'espèce, le Conseil observe que les personnes atteintes de troubles mentaux et physiques sévères et observables par tout un chacun, partagent une caractéristique commune et que, de plus, elles sont perçues comme différentes par la société ivoirienne, comme il ressort à suffisance des déclarations de la requérante et des informations précitées.

En particulier, le Conseil considère que la requérante établit suffisamment, tant par ses déclarations que par les informations qu'elle produit, qu'en raison de ses déficiences physiques et psychologiques visibles et de sa vulnérabilité particulière, elle est perçue comme étant une sorcière et risque, de ce fait, d'être exposée à des pratiques néfastes, et d'être confrontée, elle ainsi que ses enfants – en raison de leur parenté –, à des formes multiples et croisées de discrimination.

Pour le Conseil, la crainte de la requérante doit s'analyser comme une crainte d'être persécutée du fait de son appartenance à un certain groupe social au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève, à savoir le groupe social des personnes perçues en Côte d'Ivoire comme étant des « sorcières » en raison de leurs déficiences visibles ou de leur vulnérabilité manifeste."

CCE arrêt 307443 du 29/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad is van oordeel dat een gegronde vrees voor vervolging kan worden aangenomen wegens een (toegeschreven) 'besmetting' door de Belgische en Europese waarden en normen en dat in dit geval een verband kan worden gelegd tussen de gevreesde vervolging en een toegeschreven politieke of godsdienstige overtuiging:

- Afghanistan verlaten op 13 jaar, 5 jaar in België, thans 21 jaar
- groot deel vormende jaren buiten Afghanistan
- **specifieke familiale context:** verblijft bij **broers** die **SB** verkregen (12 en 9 jaar geleden), waardoor hij nauwer betrokken is bij het dagelijkse leven in België dan wanneer hij in een opvangcentrum zou verblijven
- oudste broer en vrouw zijn **pleegouders** van verzoeker
- onderwijs, weekendwerk, rijbewijs, auto gekocht, sparen voor een woning

CCE arrêt 307465 du 29/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Retrait protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Intrekking SB - artikel 55/5/1, §2, 1° - ernstig misdrijf - verkoop en bezit van verdovende middelen, gepleegd ten aanzien van minderjarigen.

Elementen door verzoeker aangehaald (moeilijke emotionele toestand en verslaving ten tijde van de feiten) doen geen afbreuk aan de ernst van de gepleegde feiten.

Verwijzing naar rechtspraak HvJ en EHRM inzake ernst en maatschappelijke impact van drugsmiddelen.(...)

Waar verzoeker betoogt dat hij penitentiair verlof genoot, vroegtijdig de gevangenis mocht verlaten en dat zijn gedrag aldus niet overeenstemt met iemand die een ernstig misdrijf pleegt, stipt de Raad aan dat deze elementen betrekking hebben op de **strafuitvoering** en dat hiermee geen afbreuk wordt gedaan aan de veroordeling voor bijzondere ernstige feiten en de ernst van het misdrijf.

Tot slot merkt de Raad op dat waar verzoeker opwerpt, ondersteund door meerdere stavingstukken, dat hij inmiddels meer dan een jaar vrij is en zich herpakt heeft daar hij werkt, een eigen appartement heeft, geen nieuwe feiten pleegt en geen drugs meer neemt, geen van deze elementen afbreuk doen aan het gegeven dat verzoeker, zoals blijkt uit het voorgaande, in 2021 definitief werd veroordeeld voor het plegen van een ernstig misdrijf. Geen van de voormelde, door verzoeker aangehaalde, elementen ligt heden ter beoordeling voor en staat eraan in de weg dat er toepassing wordt gemaakt van artikel 55/5/1, § 2, 1°, van de Vreemdelingenwet.

De Raad spreekt zich te dezen immers niet uit over een maatregel tot verwijdering, noch over verzoekers verblijfsstatus. Hij gaat enkel na of er in hoofde van verzoeker al dan niet met recht werd besloten tot de intrekking van de subsidiaire beschermingsstatus op basis van voormeld wetsartikel.

Zo verzoeker meent op basis van de voormelde gronden recht te hebben op een verblijfsstatus in België, dient hij zich voor de beoordeling van deze elementen aldus te richten tot andere, hiertoe geëigende procedures.

In de mate dat verzoeker nog zou verwijzen naar het laag recidive risico, herhaalt de Raad dat de subsidiaire beschermingsstatus werd ingetrokken omdat er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat hij een ernstig misdrijf heeft gepleegd zoals bedoeld artikel 55/4, § 1, eerste lid, c), van de Vreemdelingenwet. **Noch uit de wet, noch uit de voorbereidende werken blijkt dat de toepassing van deze bepaling vereist dat een actueel of toekomstig gevaar voor de samenleving wordt aangetoond.** Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, treedt de Raad de commissaris-generaal bij in het standpunt dat er in casu ernstige redenen zijn om het door verzoeker gepleegde misdrijf te kwalificeren als een ernstig misdrijf in de zin van artikel 55/4, § 1, eerste lid, c), van de Vreemdelingenwet. Verzoekers handelingen zijn geenszins te verzoenen met de humanitaire inslag van het subsidiaire beschermingsstatuut en de daaruit voortvloeiende internationale bescherming.

CCE arrê^t 307441 du 29/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Éthiopie

dictum arrê^t

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siê^ge

1 juge

Vernietiging -verzoeker biedt geen zicht op zijn nationaliteit - wel vluchtelingenkaart van UNHCR Sudan die melding maakt van Eritrese nationaliteit - commissaris-generaal heeft onvoldoende onderzoek gevoerd

In casu stelt de Raad evenwel vast dat er **geen duidelijk zicht** is op verzoekers werkelijke **nationaliteit** of zijn eventuele **staatloosheid**, hetgeen verhindert dat in deze stand van zaken een correcte beoordeling kan worden gemaakt van het door verzoeker ingediende verzoek om internationale bescherming.

Meer bepaald **verklaart verzoeker** dat hij meent **staatloos** te zijn, aangezien hij noch door Eritrea, het land waarvan zijn vader volgens hem de nationaliteit had, noch door Ethiopië, het land waarvan zijn moeder volgens hem de nationaliteit had, als onderdaan wordt erkend.

In de bestreden beslissing voert de **commissaris-generaal** aan dat dient te worden afgeleid dat verzoeker de **Ethiopische nationaliteit** bezit, onder meer omdat verzoeker niet aannemelijk maakt dat hij of zijn vader de Eritrese nationaliteit bezitten/bezaten en verzoeker in Ethiopië naar school kon gaan. Bij zijn aanvullende nota voegt verzoeker evenwel een document waarin wordt bevestigd dat hij in Sudan als Eritrese vluchteling is erkend. Bovendien verklaarde verzoeker tijdens zijn persoonlijk onderhoud op het CGVS dat hij in het kader van zijn verzoek om internationale bescherming in Zwitserland identiteitsdocumenten had voorgelegd. Waar kan worden aangenomen dat de bewijslast in het kader van onderhavig verzoek om internationale bescherming in de eerste plaats bij verzoeker rust, rust ook op de commissaris-generaal een samenwerkingsplicht (zie supra).

Verzoeker wijst er in zijn verzoekschrift terecht op dat de **commissaris-generaal heeft nagelaten om de Zwitserse asielinstanties te contacteren** teneinde de documenten die verzoeker had voorgelegd in het kader van zijn verzoek om internationale bescherming in Zwitserland te bekomen. De commissaris-generaal **kon** immers **wel verzoekers asioldossier opvragen** bij de Duitse asielinstanties. **Temeer** in het licht van de door verzoeker voorgelegde bevestiging van zijn **erkenning als vluchteling in Sudan door UNHCR**, kan in deze stand van zaken redelijkerwijze worden aangenomen dat verzoekers Zwitsers asioldossier mogelijkerwijze een ander licht werpt op verzoekers werkelijke nationaliteit.

In acht genomen hetgeen voorafgaat, **ontbreekt** het de Raad aan **essentiële elementen** om te komen tot de in artikel 39/2, § 1, tweede lid, 1° van de Vreemdelingenwet bedoelde bevestiging of hervorming zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen te moeten bevelen en dient de bestreden beslissing overeenkomstig artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2° van de Vreemdelingenwet te worden vernietigd

CCE arrêt 307472 du 29/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad is van oordeel dat er in hoofde van verzoekende partij **een aantal risicoverhogende factoren** kunnen worden vastgesteld. Meer bepaald:

- verzoeker kwam op bijna 16-jarige leeftijd in België aan na een reis van een jaar = belangrijk deel van puberteit en identiteitsvormende jaren buiten Afghanistan;
- verzoeker is afkomstig uit de provincie Nangarhar;
- verzoeker gaat in België naar school, onderhoudt contacten met Belgen en doet zijn best om andere bewoners en schoolkameraden te helpen;
- verzoeker **vult zijn geloof op andere wijze** in.

De Raad meent dat het van belang is dat om de geloofwaardigheid van de 'afvalligheid', *in casu* de nieuwe wijze waarop het geloof wordt beleden, te onderzoeken en te beoordelen. De Raad overweegt dat de commissaris-generaal in deze onvoldoende onderzoek heeft gedaan en onvoldoende concrete vragen heeft gesteld over de wijze waarop verzoeker zijn geloof heden belijdt. De Raad merkt in dit verband op dat het geenszins nodig is dat verzoeker zich diepgewortelde anti-islamitische overtuigen zou hebben eigen gemaakt.

Als een verzoeker om internationale bescherming heeft verklaard dat hij heden zijn geloof op een andere wijze uit en beleefd, moet de commissaris-generaal daarom ook altijd beoordelen of het aannemelijk is dat de verzoeker bij terugkeer naar het land van herkomst het risico loopt op vervolging of onmenselijke behandeling omdat hem door een actor van vervolging afvalligheid wordt toegedicht. De commissaris-generaal moet dit beoordelen aan de hand van de verklaringen van de vreemdeling in het licht van wat over het land van herkomst in algemene zin bekend is.

In casu gaat de verwerende partij geenszins in op de manier waarop verzoeker heden zijn geloof belijdt. Evenmin werd er grondig onderzocht of hij omwille hiervan als 'afvallige' zal worden aangemerkt door de Afghaanse gemeenschap. De verwerende partij heeft niet grondig onderzocht of verzoeker bij terugkeer een risico loopt op vervolging of onmenselijke behandeling wegens toegedichte afvalligheid. Nochtans gaven zijnverklaringen tijdens het persoonlijk onderhoud daarvoor wel aanleiding.

De Raad meent dat er essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 307469 du 29/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burkina

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En l'espèce, il n'est pas contesté que le requérant est un civil au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980, qu'il est de nationalité burkinabé et qu'il est a séjourné de nombreuses années à Tenkodogo (province du Boulgou, région du Centre-Est du Burkina-Faso) avant de quitter son pays. Aucune des parties ne conteste le fait qu'il y a dès lors lieu d'examiner l'existence d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international à l'égard des conditions qui règnent dans la région du Centre-Est du Burkina Faso.

Au stade actuel de la procédure, le Conseil observe que les deux parties convergent sur la circonstance qu'il prévaut actuellement, dans la région de provenance du requérant (le Centre-Est du Burkina Faso en l'occurrence), une violence aveugle d'une intensité exceptionnelle, telle que tout civil court un risque pour sa vie ou sa personne du seul fait de sa présence dans cette région. Dans sa note complémentaire du 22 novembre 2023, la partie défenderesse reconnaît ainsi que « Concernant la situation sécuritaire actuelle prévalant dans la ville de Tenkodogo, le Commissariat général estime qu'il y règne actuellement une situation de violence aveugle telle que tout civil court un risque pour sa vie ou sa personne du seul fait de sa présence dans cette région ».

Le Conseil se rallie à cette analyse et constate à la lecture du dernier rapport du centre de documentation de la partie défenderesse produit par note complémentaire que « cette région est la plus touchée en termes d'attentats depuis janvier 2023 » (v. dossier de procédure, pièce 9, « COI Focus Burkina Faso. Conditions sécuritaires » mis à jour au 13 juillet 2023, p. 25). Ainsi, le Conseil estime qu'il ressort à suffisance des informations qui lui ont été communiquées et auxquelles il peut avoir égard, que la situation prévalant dans la région de provenance du requérant, soit la région du Centre-Est, peut être qualifiée de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980 dès lors qu'elle se caractérise par un grand nombre d'incidents violents.

Dès lors que les informations fournies au Conseil par les deux parties contiennent des indications convergentes que la violence aveugle qui existe dans la région du Centre-Est du Burkina Faso atteint une intensité de nature exceptionnelle, le Conseil estime qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil provenant de cette région du Burkina Faso encourt, du seul fait de sa présence sur le territoire de celle-ci, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit et ce, sans qu'il soit nécessaire de procéder, en outre, à l'examen d'autres circonstances qui lui seraient propres.

En l'espèce, le requérant étant un civil ayant résidé - de nombreuses années avant sa fuite - dans la région du Centre-Est du Burkina Faso, il est donc permis de considérer qu'en cas de retour dans sa région de provenance, il serait exposé à un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980 en cas de retour dans cette région."

CCE arrêt 307460 du 29/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Liberia

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV – verwerping – intussen F-kaart gekregen – geen actueel belang – gerechtskosten = geen rechtstreeks belang

Nu de verzoeker intussen een verblijfsrecht van onbeperkte duur heeft verkregen op grond van een recente aanvraag om gezinshereniging als bloedverwant in opgaande lijn, valt niet in te zien welk belang de verzoeker nog zou hebben bij de vernietiging van de thans bestreden beslissing waarmee een eerdere aanvraag om gezinshereniging als bloedverwant in opgaande lijn werd geweigerd, dit zonder bevel om het grondgebied te verlaten. Minstens toont de verzoeker geenszins het behoud van het vereiste belang aan. [...]

In de mate dat de verzoeker voorhoudt dat hij nog steeds een belang heeft "*wat de gerechtskosten betreft*", merkt de Raad op dat in het voorliggende verzoekschrift niet werd gevraagd om de kosten van het geding te laste van de verweerder te leggen. Bovendien is het belang bij een eventueel verzoek om de gerechtskosten ten laste van de verwerende partij te leggen, geen belang dat rechtstreeks is verbonden aan het uit het rechtsverkeer halen van de bestreden beslissing. De Raad benadrukt dat de voorwaarde van het direct of rechtstreeks belang bij de vordering impliceert dat het voordeel dat de verzoeker beoogt, rechtstreeks uit de gevraagde vernietiging moet voortvloeien.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 met BGV – vernietiging – aanvraag gezinshereniging met Belgische grootmoeder – uit de bijgebrachte stukken blijkt de bedoeling van de aanvrager, namelijk een aanvraag in toepassing van artikel 40ter Vw – beoordeeld als aanvraag obv art. 47/1 Vw. – vermeldingen die door het gemeentebestuur werden aangebracht op bijlage 19ter zijn niet bindend – verweerder kon aanvraag niet weigeren om redenen die verband houden met de voorwaarden die enkel gelden voor *andere* familieleden van een Belgische onderdaan die het recht van vrij verkeer heeft uitgeoefend – schending materiële motiveringsplicht

Thans wordt niet betwist dat de verzoeker op 16 maart 2023 een aanvraag gezinshereniging in functie van zijn grootmoeder T.T. heeft ingediend, die de Belgische nationaliteit heeft.

Uit een lezing van de bestreden akte blijkt dat de verweerder deze aanvraag heeft beoordeeld als betrof het een aanvraag om gezinshereniging op basis van art. 47/1, 2° Vw. jo. art. 21 VWEU. [...]

Daar waar de verweerder in de bestreden akte uitdrukkelijk aangeeft en uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat verzoekers verblijfsaanvraag is ingediend met het oog op de gezinshereniging met zijn Belgische grootmoeder, en nu uit de stukken van het administratief dossier blijkt en de verweerder in de bestreden akte ook pertinent vaststelt dat de verzoeker geen stukken heeft voorgelegd waarmee wordt aangetoond dat de referentiepersoon zich kan beroepen op art. 21 van het VWEU en de [Burgerschapsrichtlijn], blijkt reeds voldoende duidelijk dat verzoekers verblijfsaanvraag is gestoeld op de bepalingen van art. 40ter, §2, eerste lid, 1° jo. art. 40bis, §2, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet.

De bewoordingen die worden gehanteerd in de bijlage 19ter van 16 maart 2023 zijn hierbij niet doorslaggevend. Het betreft immers niet een document dat uitgaat van de verzoeker als aanvrager, maar een document dat aan de verzoeker ter hand wordt gesteld door de gemeente. [...]

Het gegeven dat het gemeentebestuur [op de bijlage 19ter] heeft aangekruist dat het om een aanvraag zou gaan in de hoedanigheid van "ander familielid – ten laste of deel uitmakend van het gezin" en dat het gemeentebestuur niet heeft aangekruist dat het zou gaan om een aanvraag in de hoedanigheid van bloedverwant in neergaande lijn, bindt de verweerder dan ook niet in zijn beoordeling van de voorliggende aanvraag. Bovendien heeft het gemeentebestuur hogerop in de bijlage 19ter niet gespecificeerd of het een aanvraag betreft in toepassing van art. 40bis, 40ter dan wel 47/2 van de Vreemdelingenwet, dit terwijl in dit voorgedrukte document nochtans wordt aangegeven om de onnodig vermelde wetsartikelen te schrappen.

Verder wordt in de 'bijlage 19ter' van 16 maart 2023 nog het volgende vermeld:

"[...] De betrokkene wordt verzocht om binnen de drie maanden, dus ten laatste op 15 juni 2023, de volgende documenten over te leggen:

- Ziekteverzekering – Bewijs van voldoende bestaansmiddelen van de vervoegde persoon – geregistreerd huurcontract

De Belg dient aan te tonen over voldoende bestaansmiddelen te beschikken. Indien dit niet ter waarde is van 120% van het leefloon voor een persoon met gezinslast (heden om en bij de 1380 euro), dient dit bewijs vergezeld te zijn van bewijzen van het bestedingspatroon van het gezin (vaste en variabele kosten)."

De Raad stelt vast dat de verzoeker niet wordt gevraagd om onder meer aan te tonen dat de referentiepersoon gebruik heeft gemaakt van haar recht op vrij verkeer en zij het gezinsleven met de verzoeker in de andere lidstaat van de EU heeft opgebouwd of bestendig. Er wordt in tegendeel aan de verzoeker gevraagd om stukken voor te leggen die corresponderen met de voorwaarden van een aanvraag gezinshereniging in toepassing van art. 40ter, § 2, eerste lid, 1° jo. art. 40bis, § 2, eerste lid, 3° Vw., zoals bijvoorbeeld het bewijs dat de Belgische referentiepersoon over voldoende bestaansmiddelen, een ziekteverzekering en een geregistreerd huurcontract beschikt. [...]

[Ook] uit de door de verzoeker daadwerkelijk bijgebrachte stukken, [blijkt] dat hij de bedoeling had om een aanvraag gezinshereniging in functie van zijn Belgische grootmoeder in te dienen als bloedverwant in neerdalende lijn in

toepassing van art. 40ter, § 2, eerste lid, 1° jo. art. 40bis, § 2, eerste lid, 3° Vw., [nu hij onder meer documenten voorlegde om aan te tonen dat hij "*ten laste*" is van de Belgische referentiepersoon]. [...]

Uit al hetgeen voorafgaat blijkt dat het van een incorrecte beoordeling van de voorliggende feitelijke gegevens getuigt om verzoekers aanvraag als een bloedverwant in neergaande lijn van een Belgische onderdaan (cf. art. 40bis, § 2, eerste lid, 3° jo. art. 40ter, § 2, eerste lid, 1° Vw.) te weigeren om redenen die verband houden met de voorwaarden die enkel gelden voor andere familieleden van een Belgische onderdaan die het recht van vrij verkeer heeft uitgeoefend (cf. art. 47/1, 2° Vw. jo. art. 21 VWEU). [...] Een schending van de materiële motiveringsplicht wordt aangetoond.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV – vernietiging – gezinshereniging met Portugese echtgenote – referentiepersoon verkreeg verblijfsrecht als werknemer, maar is thans niet meer tewerkgesteld – hieruit volgt echter niet automatisch dat de referentiepersoon als ‘beschikker over voldoende bestaansmiddelen’ moet worden beschouwd – art. 42bis Vw.

De Raad stelt vast dat de beide partijen het erover eens zijn *“dat de referentiepersoon het verblijfsrecht heeft verkregen als loontrekkende” en “(u)it het dossier blijkt (...) dat zij sinds 01.08.2022 niet meer tewerkgesteld is”*. Vervolgens leidt de gemachtigde hieruit af: *“en zij dus reeds voorafgaand aan de huidige aanvraag gezinshereniging bijgevolg als beschikker van bestaansmiddelen dient beschouwd te worden.”*

De verzoeker wordt bijgetreden waar hij aanvoert dat de verweerder zodoende uitgaat van de premisse dat wanneer een Unieburger het verblijfsrecht verkreeg als werknemer, maar thans niet langer tewerkgesteld is, hij moet worden beschouwd als een beschikker van voldoende bestaansmiddelen. Deze gevolgtrekking is, zoals de verzoeker terecht opmerkt, juridisch niet correct. Uit het gegeven dat een Unieburger het verblijfsrecht verkreeg als werknemer, maar thans niet langer tewerkgesteld is, volgt niet *ipso facto* dat deze dan moet worden beschouwd als een beschikker van voldoende middelen van bestaan. Er anders over oordelen zou op zijn minst volledig abstractie maken van art. 42bis, § 2 Vw.; deze bepaling luidt als volgt:

“Een burger van de Unie behoudt evenwel het verblijfsrecht zoals voorzien in artikel 40, § 4, eerste lid, 1°, in de volgende gevallen:

1° hij is als gevolg van ziekte of ongeval tijdelijk arbeidsongeschikt;

2° hij bevindt zich, na ten minste één jaar te hebben gewerkt, in een toestand van naar behoren vastgestelde onvrijwillige werkloosheid en heeft zich als werkzoekende bij de bevoegde dienst voor arbeidsbemiddeling ingeschreven;

3° hij bevindt zich in een toestand van naar behoren vastgestelde onvrijwillige werkloosheid na afloop van een tijdelijke arbeidsovereenkomst van minder dan één jaar of hij is in de eerste twaalf maanden onvrijwillig werkloos geworden en heeft zich als werkzoekende bij de bevoegde dienst voor arbeidsvoorziening ingeschreven. In dit geval blijft het statuut van werknemer ten minste zes maanden behouden;

4° hij start met een beroepsopleiding. Behalve in geval van onvrijwillige werkloosheid is voor het behoud van het statuut van werknemer in dit geval een verband vereist tussen de voorafgaande beroepsactiviteit en deze opleiding.”

In de nota met opmerkingen werpt de verweerder op dat de referentiepersoon gekwalificeerd wordt als beschikker van voldoende bestaansmiddelen omdat er geen bewijzen werden bijgebracht dat de referentiepersoon werk zoekt en een reële kans maakt op tewerkstelling, zodat de referentiepersoon niet kan beschouwd worden als ‘werkzoekende’ in de zin van art. 40, § 4, eerste lid, 1° Vw. De verweerder besluit in de nota met opmerkingen dat het bestuur geen andere mogelijkheid had dan de referentiepersoon te kwalificeren als beschikker van voldoende bestaansmiddelen. De Raad kan alleen maar vaststellen dat een dergelijke motivering of argumentatie niet in de bestreden beslissing kan worden gelezen. Dit betreft een a posteriori-motivering, die de ondeugdelijkheid van de in de bestreden akte opgenomen motieven niet kan verhelpen.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ - Bijlage 20 met BGV – verwerping – 47/1, 2° Vw. – gezinshereniging met Nederlandse broer – ander familielid dat, in het land van herkomst, ten laste of deel van het gezin van de Unieburger was

(1)bevoegdheid administratief assistent DVZ voor het nemen van beslissingen mbt art. 47/1 Vw.

(2) determinerend weigeringsmotief: recht op vrij verkeer van referentiepersoon komt niet in het gedrang – wordt door vtz niet betwist

1: bevoegdheid van de steller van de akte

De verzoekster betoogt dat de bestreden beslissing werd genomen door een administratief assistent, E.B., terwijl uit artikel 6 van het Delegatiebesluit volgt dat een beslissing inzake een aanvraag in toepassing van artikel 47/1 Vw. moet worden genomen door een personeelslid van de DVZ die minstens de functie van attaché uitoefent. De bestreden beslissing zou daarom volgens de verzoekster zijn genomen door een onbevoegde ambtenaar.

Artikel 6 van het Delegatiebesluit, zoals van toepassing op de datum van de bestreden akte, luidt als volgt:

“Art. 6.§ 1. Aan de personeelsleden van de [DVZ] die minimaal een functie van attaché uitoefenen of tot de A1-klasse behoren wordt delegatie van bevoegdheid verleend voor de toepassing van de volgende bepalingen van de wet van 15 december 1980 : [...]”

De Raad leest in artikel 6 van het Delegatiebesluit geen verwijzing naar artikel 47/1 Vw. De verzoekster licht ook niet toe hoe zij uit de lezing van artikel 6 van het Delegatiebesluit afleidt dat beslissingen, genomen naar aanleiding van een aanvraag in toepassing van artikel 47/1 Vw., door een personeelslid met minstens de functie van attaché dienen te worden genomen.

Artikel 3/1 van het Delegatiebesluit luidt als volgt:

“Art. 3/1. De delegaties die krachtens dit besluit worden verleend om de bevoegdheden uit te oefenen vermeld in of krachtens de bepalingen van Titel II, Hoofdstuk 1, van de wet van 15 december 1980, ten opzichte van de burgers van de Unie en hun familieleden gelden voor de uitoefening van diezelfde bevoegdheden ten opzichte van:

1° de familieleden van een Belg bedoeld in artikel 40ter, van de wet van 15 december 1980;

2° de andere familieleden van een burger van de Unie bedoeld in artikel 47/1, van de wet van 15 december 1980; [...]”

Artikel 13 van het Delegatiebesluit luidt als volgt:

“§ 1. Aan de personeelsleden van de [DVZ] die minimaal een functie van attaché uitoefenen of tot de A1-klasse behoren wordt delegatie van bevoegdheid verleend voor de toepassing van de volgende bepalingen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 : (...) artikel 52, § 4, tweede en vijfde lid; (...)”

§ 2. De delegaties van bevoegdheid bedoeld in § 1 kunnen ook worden overgedragen aan de personeelsleden van de [DVZ] die, ten minste, een functie uitoefenen van administratief assistent. In dit geval worden ze overgedragen door middel van een schrijven dat gedateerd en ondertekend wordt door de Directeur-generaal van de [DVZ], of diegene die bij de [DVZ] een functie die tot de klasse N-1 behoort uitoefent, waarmee hij de personeelsleden van de [DVZ] die in het eerste lid bedoeld worden met naam en toenaam aanduidt.”

Overeenkomstig artikel 3/1 iuncto artikel 13 van het Delegatiebesluit is een administratief assistent bevoegd voor het nemen van een beslissing op grond van artikel 47/1 van de Vreemdelingenwet en artikel 52, § 4, vijfde lid, van het Vreemdelingenbesluit, voor zover deze bevoegdheid hem of haar werd gedelegeerd in een “schrijven dat gedateerd en ondertekend wordt door de Directeur-generaal van de [DVZ], of diegene die bij de [DVZ] een functie die tot de klasse N-1 behoort uitoefent, waarmee hij de personeelsleden van de [DVZ] die in het eerste lid bedoeld worden met naam en toenaam aanduidt”. De Raad stelt vast dat uit de stukken van het voorliggende dossier blijkt dat er wel degelijk een schrijven van de directeur-generaal van de DVZ van 21 juni 2019 voorhanden is waarin mevrouw

E.B., die de bestreden beslissing heeft genomen, wordt aangesteld om de bevoegdheden uit te oefenen die krachtens de artikelen 1/3 en 13, § 1, van het Delegatiebesluit normaal toekomen aan personeelsleden die minstens de functie van attaché hebben.

In artikel 13 van het Delegatiebesluit kan verder niet worden gelezen dat de beslissing waarbij de directeur-generaal van de DVZ de bevoegdheid om een beslissing met toepassing van artikel 52, § 4, van het Vreemdelingenbesluit te nemen aan een ambtenaar delegeert, dient te worden gevoegd bij elke beslissing die door deze ambtenaar wordt genomen.

2: determinerend weigeringsmotief: geen schending vrij verkeer referentiepersoon

De Raad wijst erop dat het Hof van Justitie in het arrest Rahman (HvJ 5 september 2012, C-83/11) heeft benadrukt dat de Uniewetgever "een onderscheid heeft gemaakt tussen de in artikel 2, punt 2, van richtlijn 2004/38 omschreven familieleden van de burger van de Unie, die onder de in deze richtlijn gestelde voorwaarden een recht op binnenkomst en op verblijf in het gastland van de bedoelde burger hebben, en de in artikel 3, lid 2, eerste alinea, sub a, van deze richtlijn genoemde andere familieleden, wier binnenkomst en verblijf door die lidstaat alleen moeten worden vergemakkelijkt" (punt 19).

Het Hof van Justitie heeft in ditzelfde arrest tevens benadrukt dat **de Burgerschapsrichtlijn geen verplichting inhoudt om een verblijfsrecht te verstrekken aan de "ruimere familieleden" van een Unieburger, zelfs indien zij overeenkomstig artikel 10, lid 2, van de Burgerschapsrichtlijn aantonen dat zij ten laste van deze burger zijn:**

[...]

De verzoekster geeft aan dat de situatie van afhankelijkheid zich heeft voltrokken tijdens haar verblijf in België zodat België als land van herkomst in de zin van artikel 47/1, 2°, van de Vw. geldt. De enkele omstandigheid dat de referentiepersoon reeds een aantal jaren in België woont, verhindert volgens de verzoekster niet dat de situatie van afhankelijkheid later is ontstaan en dat de ruimere familieleden zich later bij de referentiepersoon kunnen voegen. **De verzoekster betoogt dat haar aanvraag niet kan worden geweigerd zonder onderzoek van de stukken die de band van afhankelijkheid moeten aantonen.**

De verzoekster betwist evenwel het volgende, determinerende, motief van de bestreden weigeringsbeslissing niet:

*"De Belgische wetgever heeft in de Vreemdelingenwet de artikelen 47/1 en volgende ingevoerd teneinde uitvoering te geven aan de door artikel 3, lid 2 van de Burgerschapsrichtlijn voorziene verplichting om "overeenkomstig zijn nationaal recht" de binnenkomst en verblijf van bepaalde andere familieleden van de burger van de Unie te vergemakkelijken. De Belgische interne bepalingen moeten dus worden gelezen in het licht van de doelstellingen van artikel 3, lid 2, van de Burgerschapsrichtlijn; doelstellingen die erin bestaan om het vrij verkeer van de burgers van de Unie te vergemakkelijken en de eenheid van het gezin te bevorderen [...] . De eventuele weigering om een verblijf toe te staan aan een persoon die deel uitmaakt van het gezin of ten laste is van deze burger van de Unie zou er immers toe kunnen leiden dat de burger van de Unie wordt ontmoedigd om vrij naar een andere lidstaat van de Europese Unie te reizen. Dit zou bijgevolg een belemmering kunnen vormen voor het uitoefenen van het recht op vrij verkeer en verblijf, alsook afbreuk doen aan het nuttige effect van het burgerschap van de Unie. **Het verlenen van een verblijfsrecht op grond van de artikelen 47/1, 2°, en 47/3, §2, van de Vreemdelingenwet moet dus tot doel hebben te voorkomen dat de betrokken burger van de Unie mogelijk afziet van het uitoefenen van zijn recht op vrij verkeer omdat hij zich in België (dit is het gastland) niet zou kunnen laten vergezellen of vervoegen door welbepaalde familieleden die deel uitmaken van zijn gezin of te zijnen laste zijn. De in artikel 47/3, §2, van de Vreemdelingenwet voorziene voorwaarde dat de aanvraag van het 'ander' familielid, zoals bedoeld in artikel 47/1, 2° van diezelfde wet, erop gericht moet zijn om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen, moet dan ook in het licht van deze doelstelling worden begrepen. Echter in deze dient dus te worden vastgesteld dat **de EU-burger reeds geruime tijd gebruik maakt van zijn recht op vrij verkeer. In die zin hoeft betrokkene geen vergemakkelijkte toegang te krijgen tot België om de 'eenheid van familie' van de referentiepersoon te vrijwaren. Van een schending van het recht op vrij verkeer van de referentiepersoon kan geen sprake zijn. Niets wijst er op dat de referentiepersoon zich ertoe zou gedwongen zien België of de Europese Unie te moeten verlaten indien betrokkene niet gemachtigd zou worden tot verblijf."*****

De verzoekster betwist niet dat de referentiepersoon zich niet gedwongen zou zien om België of de Europese Unie te moeten verlaten indien zij niet gemachtigd zou worden tot een verblijf in België.

In dit kader dient te worden gewezen op het bepaalde in artikel 58 van het Vreemdelingenbesluit, dat in de bestreden akte mede als juridische grondslag wordt aangeduid. Dit artikel 58 van het Vreemdelingenbesluit voorziet, specifiek wat de "andere familieleden van een burger van de Unie" betreft, met name niet in een verplichting voor de minister c.q. staatssecretaris of zijn gemachtigde om een verblijfsrecht toe te kennen aan de vreemdeling die aantoont dat hij een ander familielid is, zoals bedoeld in artikel 47/1 van de Vreemdelingenwet, maar enkel dat "de gemachtigde hun binnenkomst en hun verblijf op het grondgebied van het Rijk, na een individueel en grondig onderzoek van hun aanvraag, (begunstigt)".

Het voldaan zijn aan de bewijslast, voorzien in artikel 47/3, § 2, van de Vreemdelingenwet, leidt dan ook niet van rechtswege tot de toekenning van een verblijfsrecht en -kaart, maar het is alsdan aan de gemachtigde om de aanvraag op gemotiveerde wijze individueel te beoordelen, waarbij zijn appreciatiebevoegdheid om de aanvraag alsnog te weigeren overeind blijft. De verzoekster kan dan ook niet worden bijgetreden waar zij opmerkt "dat het volstaat met documenten uitgaande van de bevoegde overheden van het land van herkomst, aan te tonen dat verzoekster in het land van herkomst ofwel ten laste was van zijn broer, ofwel deel uitmaakte van het gezin."

De verzoekster brengt omtrent de voormelde, determinerende vaststelling geen enkele betwisting naar voor. Zij toont op geen enkele wijze aan dat deze beoordeling blijk zou geven van een onevenredige overschrijding van de ruime beoordelingsmarge waarover de lidstaten beschikken inzake verblijfsaanvragen van ruimere familieleden van een burger van de Unie.

Het determinerende weigeringsmotief blijft dan ook overeind. De inhoudelijke kritiek van de verzoekster inzake de door haar voorgelegde bewijzen van het ten laste zijn en het deel uitmaken van het gezin, zoals bedoeld in artikel 47/1, 2°, en artikel 47/3, §2, van de Vreemdelingenwet en het betoog van de verzoekster dat België haar land van herkomst is in de zin van artikel 47/1, 2°, van de Vreemdelingenwet, kan derhalve niet tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing leiden. De bestreden beslissing wordt immers reeds voldoende geschraagd door de determinerende en niet-betwiste vaststelling dat er geen sprake is van een schending van het recht op vrij verkeer van de referentiepersoon (RvS 6 juli 2023, nr. 257.076). De kritiek van de verzoekster is dan ook gericht tegen een overtollige motivering, zodat deze kritiek onontvankelijk is.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 14ter

composition du siège

1 juge

Beëindiging verblijfsrecht – vernietiging – artikel 11, §2, vijfde lid Vw. – huwelijksleven wordt niet meer onderhouden, partner overleden - onredelijke besluitvorming - bedoeling artikel 11, §2 Vw: automatisch verlengen of vernieuwen verblijfstitel als het in de specifieke omstandigheden eigen aan de betrokkene niet opportuun is om een einde te stellen aan de toelating tot verblijf - discretionaire bevoegdheid DVZ – verder genieten van verblijfsrecht vereist geen nieuwe aanvraag- schending zorgvuldigheidsbeginsel

De verzoekster betwist niet dat zij geen huwelijksleven meer onderhoudt met de heer T.D., nu deze op 9 juni 2022 is overleden, en zij betwist evenmin dat de verweerder in toepassing van artikel 11, § 2, eerste lid, 2° Vw. in haar geval kan beslissen dat zij niet meer het recht heeft om in het Rijk te verblijven.

De verzoekster benadrukt daarentegen dat bij de beslissing om een einde te stellen aan het verblijf in toepassing van artikel 11, § 2, eerste lid, 2° Vw. rekening dient te worden gehouden met *"de aard en de hechtheid van de gezinsband van de betrokken persoon en met de duur van zijn verblijf in het Rijk, alsmede met het bestaan van familiebanden of culturele of sociale banden met zijn land van herkomst."*

[...]

De bestreden beslissing geeft blijk van een kennelijk onredelijke besluitvorming waar wel wordt erkend dat de verzoekster familieleden heeft in België en zij sinds het overlijden van de gezinshereniger steeds bij familie in België inwoonde en waar eveneens wordt erkend dat de verzoekster geen familie meer heeft in haar land van herkomst, om vervolgens te stellen dat het naar behoren gedocumenteerde gebrek aan familiale banden in het land van herkomst niet betekent dat de verzoekster *"geen culturele en sociale banden meer zou kunnen onderhouden met haar land van herkomst"* en dat dit gebrek aan familiale banden in het land van herkomst haar niet *"zomaar (kan) machtigen tot verblijf in België"*. [...] Bij een beslissing om een einde te stellen aan het verblijf op basis van artikel 11, § 2, eerste lid, 2° Vw. en bij het verrichten van een zorgvuldige en redelijke belangenafweging te dien einde, vermag de gemachtigde echter het vaststaande gebrek aan familiebanden in het land van herkomst en het feitelijk gegeven dat de verzoekster wel familie heeft in België bij wie zij na het overlijden van de gezinshereniger achtereenvolgens doch aaneengesloten heeft ingewoond zodat zij nooit alleen heeft gewoond in België, niet onder de mat te vegen door louter op hypothetische wijze te stellen dat dit niet wil zeggen dat de verzoekster geen culturele of sociale banden meer zou kunnen onderhouden met haar land van herkomst.

[...]

Daar waar de verweerder, los van het al dan niet bestaan van culturele en sociale banden met het land van herkomst, uitdrukkelijk heeft erkend dat met de nodige stukken werd aangetoond dat de verzoekster geen familie meer heeft in het land van herkomst, doch wel in België, en waar de verweerder op zich niet betwist dat de verzoekster een weduwe van middelbare leeftijd is die geen familie heeft in het land van herkomst, blijkt echter uit de motieven van de bestreden beslissing niet dat de verweerder deze niet-betwiste gegevens *in concreto* mee heeft genomen in een billijke belangenafweging waarbij de verweerder op grond van zijn discretionaire bevoegdheid alsnog kan beslissen dat het niet opportuun is om over te gaan tot het nemen van een beëindigingsbeslissing. De verweerder beperkt zich, wat deze elementen betreft, in wezen tot **de loutere en niet nader gemotiveerde stelling dat dit de verzoekster niet kan machtigen tot een verblijf en dat het de verzoekster, indien zij meent dat zij een machtiging dient te krijgen op basis van de verwantschap met haar neef en/of andere gezins- of familieleden in België, vrij staat om dergelijke aanvraag gezinshereniging in te dienen.** Een dergelijke motivering wijst erop dat de verweerder niet is overgegaan tot het doorvoeren van een concrete belangenafweging en dat hij, **in weerwil van hetgeen de wetgever heeft beoogd bij de invoering van artikel 11, §2, vijfde lid Vw. aangeeft dat het verder genieten van een verblijfsrecht in België een nieuwe verblijfsaanvraag vanwege de verzoekster vereist.**

[...]

In tegenstelling tot hetgeen uit de bestreden beslissing naar voor lijkt te komen, kan het uitblijven van een beëindigingsbeslissing (en dus de verlenging van de A-kaart) bovendien niet op absolute wijze afhankelijk worden gesteld van een gebrek aan familiebanden in het land van herkomst én een gebrek aan culturele banden met het land van herkomst én een gebrek aan sociale banden met het land van herkomst. Deze zienswijze vindt geen steun in de wet. Op grond van artikel 11, § 2, eerste lid Vw. beschikt de verweerder immers over een zeer ruime discretionaire beoordelingsvrijheid om al dan niet over te gaan tot de beëindiging van het verblijfsrecht en in de Vreemdelingenwet zijn geen specifieke voorwaarden opgenomen om de verblijfsrecht verder te kunnen zetten na het overlijden van de gezinshereniger. In tegendeel is het de duidelijke wil van de wetgever geweest om niet te voorzien in specifieke bepalingen om te waarborgen dat in geval van buitengewoon moeilijke omstandigheden een autonome verblijfstitel wordt verleend, zoals voorzien in artikel 15, lid 3, van de Gezinsherenigingsrichtlijn. Voormeld artikel 15, lid 3, bepaalt als volgt: *"In geval van weduwnaar- of weduwschap, echtscheiding, scheiding, of van overlijden van eerstegraads bloedverwanten in rechtstreekse opgaande of neergaande lijn, kan, indien zulks vereist is op aanvraag, een autonome verblijfstitel worden verleend aan personen die uit hoofde van gezinshereniging zijn toegelaten. De lidstaten stellen bepalingen vast om te waarborgen dat in geval van buitengewoon moeilijke omstandigheden een autonome verblijfstitel wordt verleend."* **De Belgische wetgever heeft ervoor geopteerd om in dergelijke situaties geen nieuwe verblijfstitel (desgevallend op aanvraag) af te leveren aan de betrokken personen, maar om de verblijfstitel waarvan zij houder zijn automatisch verder te verlengen of te vernieuwen indien het in de specifieke omstandigheden eigen aan de betrokkene niet opportuun is om die een einde te stellen aan de toelating tot verblijf.**

In het licht van hetgeen voorafgaat, getuigt het dan ook van een onzorgvuldige besluitvorming om het volgende te stellen: *"Betrokkene legde enkele stukken voor die aantonen dat zij geen familie meer heeft in Marokko. Het feit dat deze stukken worden voorgelegd (...) kan haar (niet) zomaar machtigen tot verblijf in België."* Artikel 11, § 2, (vijfde lid) Vw. laat immers een zeer ruime discretionaire bevoegdheid aan de verweerder om te oordelen of het, gelet op de familiale banden in België en de afwezigheid van familiale banden in het land van herkomst, al dan niet opportuun is om over te gaan tot het nemen van een beëindigingsbeslissing. Het is aan de verweerder om de bestaande feitelijke situatie van de verzoekster hierbij in rekening te nemen, en om concreet te beoordelen of de niet-betwiste gegevens die eigen zijn aan haar geval al dan niet verantwoord zijn dat het verblijf in België kan worden verder gezet.

[...]

Uit al hetgeen voorafgaat blijkt dat de verweerder de op hem rustende zorgvuldigheidsverplichting in het licht van artikel 11, §2 Vw. heeft miskend waar hij de hem gekende en niet-betwiste feitelijke gegevens eigen aan het geval van de verzoekster (in het bijzonder het gegeven dat zij verschillende familieleden heeft die wettig in België verblijven en bij wie zij inwoont en woont, het gebrek aan familiaal netwerk in het land van herkomst en het gegeven dat zij een 53-jarige weduwe is) terzijde schuift door de verzoekster tegen te werpen dat het haar vrij staat om een verblijfsaanvraag in te dienen met het oog op de gezinshereniging met de familieleden in België. De verweerder heeft nagelaten om op zorgvuldige wijze te oordelen of deze gekende en niet-betwiste gegevens al dan niet in redelijkheid kunnen volstaan om geen gebruik te maken van de mogelijkheid om een einde te stellen aan haar verblijfsrecht omwille van het overlijden van de gezinshereniger. Het is niet aan de Raad om deze beoordeling te maken in de plaats van de bevoegde overheid.

CCE arrêt 307335 du 28/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

" (...) le Conseil constate cependant que le requérant déclare bien avoir été identifié par ses autorités suite à l'arrestation d'un autre militant et affirme également avoir été questionné par la police. La partie défenderesse reste inexplicablement muette à ces égards. Le Conseil observe, de surcroît, qu'il ressort des informations déposées par la partie défenderesse elle-même que « les autorités turques disposent en effet des identités des membres de tous les partis politiques car selon la loi, ceux-ci sont tenus de communiquer les listes de leurs membres à la Cour de cassation ». Partant, l'argument susmentionné de la décision entreprise ne résiste pas à l'analyse. Le Conseil considère donc que requérant établit avoir été identifié par ses autorités comme un membre officiel du HDP.

En outre, la partie défenderesse affirme que la crainte du requérant est infondée car aucune procédure judiciaire n'a été lancée contre lui. À nouveau, la partie défenderesse occulte ce faisant les déclarations du requérant selon lesquelles la police aurait procédé à une perquisition à son domicile en avril 2021 afin de trouver des éléments l'incriminant. S'il ne s'agit peut-être pas d'une procédure judiciaire proprement dite, il s'agit toutefois des prémisses possibles de celle-ci et, en tout état de cause, d'un élément substantiel dont la partie défenderesse ne pouvait pas s'abstenir de tenir compte dans son analyse à cet égard. Le Conseil note que, si la partie défenderesse revient sur cet élément plus loin dans sa décision, elle se contente de relever que cet événement ne repose que sur les déclarations du requérant, sans se prononcer sur sa crédibilité ou analyser lesdites déclarations. Dans ces circonstances, le Conseil tient cet élément pour établi également.

La partie défenderesse affirme encore que la seule circonstance que des membres de la famille du requérant sont actifs dans l'opposition ou sont morts en martyrs, ne suffit pas, à elle seule, à induire une crainte en cas de retour dans le chef du requérant. Elle cite à cet effet le guide des procédures et critères du HCR selon lequel, si le sort subi par des proches peut attester qu'une crainte est fondée, il convient néanmoins d'apprécier la situation de chaque requérant individuellement. L'appréciation individuelle visée par le HCR ne revient toutefois pas, comme le fait la partie défenderesse dans la décision entreprise, à écarter purement et simplement des éléments tels que le sort des membres de la famille du requérant. Il convient, au contraire, d'en tenir compte dans l'appréciation globale du caractère fondé ou non de la crainte. Par ailleurs, en cloisonnant ainsi son analyse et en estimant que le sort de proches ne suffit pas, à lui seul, à fonder une crainte, la partie défenderesse omet de tenir compte des éléments personnels avancés par le requérant : il est membre officiel et actif du HDP – ce que la partie défenderesse elle-même ne conteste pas ; il peut par ailleurs être raisonnablement tenu pour établi – ainsi qu'il ressort des considérants qui précèdent - qu'il a été identifié comme tel par ses autorités et que celles-ci ont mené une perquisition à son domicile ; le requérant déclare également avoir été personnellement maltraité par la police ; enfin le sort de ses proches est loin d'être anodin en l'espèce puisqu'il s'agit du décès de l'un de ses cousins, membre du PKK, et de la torture de son père. La partie défenderesse ne pouvait donc pas raisonnablement conclure que le sort de ses proches est un élément isolé qui ne suffit pas à fonder une crainte dans son chef : elle devait en tenir compte dans une analyse globale de son profil et de sa crainte.

Le Conseil observe également que si le requérant fait état de maltraitements de la part de ses autorités, ainsi qu'il vient d'être relevé au point qui précède, la partie défenderesse n'a aucunement tenu compte de cet élément, ne l'a pas davantage instruit, ni analysé.

(...)

Le Conseil constate ensuite qu'il ressort des informations déposées par la partie défenderesse elle-même que la situation actuelle des militants du HDP est particulièrement sensible et doit inviter à la plus grande prudence. Il en ressort également que l'analyse de la crainte, liée à un militantisme pour le HDP, ne peut pas se faire de manière cloisonnée, ainsi que l'a fait la partie défenderesse en l'espèce, mais doit tenir compte du profil global du requérant, de la visibilité, de la nature et de la fréquence de ses activités militantes, des activités politiques des membres de sa famille et des problèmes effectivement rencontrés. Le Conseil relève qu'à la lumière des développements qui précèdent il est établi que le requérant est un membre officiel du HDP et qu'à ce titre il est identifié par ses autorités ; qu'il a pris part à de nombreuses activités militantes, notamment des manifestations ; qu'il a été maltraité par ses autorités lors d'une marche ; que des membres de sa famille sont actifs au sein de l'opposition politique ; que son père a été torturé ; que

son cousin, membre du PKK, a été tué ; qu'il a été interrogé sur ses activités militantes et que les autorités ont perquisitionné son domicile.

Or, le Conseil rappelle que la question qui se pose n'est pas, comme le prétend la partie défenderesse, de savoir si chacun de ces éléments pris isolément est susceptible d'induire une crainte fondée de persécutions dans le chef du requérant; il convient en réalité de déterminer si l'ensemble de ces circonstances sont de nature à faire naître une telle crainte dans son chef. Or, en l'espèce, le Conseil est d'avis que le cumul de tous les éléments susmentionnés et le profil qu'il confère au requérant n'autoriseraient pas à conclure à l'absence de fondement de sa crainte d'être persécuté en cas de retour dans son pays d'origine. Le Conseil estime dès lors que le requérant établit l'existence d'une crainte de persécution en cas de retour en Turquie.

Enfin, dans la mesure où les persécuteurs du requérant sont, en l'espèce, les autorités turques, la question de savoir si le requérant pourrait obtenir une protection effective de ses autorités ne trouve pas à s'appliquer en l'espèce. Pour les mêmes raisons, il n'est pas raisonnable d'attendre que le requérant aille vivre dans une autre région de Turquie pour pouvoir échapper à ses persécuteurs.

(...)

En conséquence, la partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Cette crainte s'analyse comme une crainte de persécution en raison de ses opinions politiques."

CCE arrêt 307361 du 28/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

" (...) il n'est pas contesté que le père de la requérante a été directeur d'une maison d'édition güleniste, que deux de ses oncles – respectivement journaliste et directeur d'une école liée au mouvement de Fetullah Gülen – ont été arrêtés et emprisonnés en raison de leurs liens avec ledit mouvement, que la requérante elle-même a grandi au sein d'institutions liées à ce mouvement (dershane, internats, participation aux activités du mouvement), qu'elle est elle-même mariée à un Turc qui a été reconnu réfugié en Belgique du fait de ses liens avec le mouvement de Fetullah Gülen, et qu'elle a porté à la connaissance des autorités turques l'existence de ce mariage dans le cadre d'une demande de regroupement familial introduite en Belgique. Le Conseil ajoute que la requérante annexe à sa requête des éléments soutenant qu'elle dispose de comptes bancaires auprès de la banque Asya et étayant divers aspects de sa demande de protection internationale.

La requérante pourrait, dès lors, faire l'objet d'une détention abusive, et sa crainte de persécution doit être considérée comme fondée.

Les motifs de l'acte attaqué ne peuvent suffire à renverser le constat dressé au point précédent.

Ainsi, si le Conseil relève qu'il n'est pas contesté que la requérante n'a pas été victime de persécutions en Turquie, il relève, à l'instar de la partie requérante, que ni la Convention de Genève, ni l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ne réservent la reconnaissance de la qualité de réfugié aux demandeurs ayant été persécutés antérieurement.

Le Conseil constate, de surcroît, que les comparaisons opérées par la partie défenderesse entre la requérante et les membres de sa famille n'éclairent nullement les débats, dès lors, qu'ils se trouvent dans des situations différentes. D'une part, quant à la situation de ses oncles, force est de constater que le fait qu'ils aient rencontré des problèmes constitue un élément à porter au crédit de l'existence d'une crainte de persécution fondée dans le chef de la requérante, comme le signale le rapport analysé supra ; la circonstance que la requérante, contrairement à eux, n'a pas rencontré jusqu'à présent de tels problèmes ne permet nullement de se convaincre qu'elle n'en rencontrera pas à l'avenir. D'autre part, il convient de souligner que, contrairement aux membres de sa famille nucléaire, la requérante est mariée à un turc qui a été reconnu réfugié en Belgique en raison de son appartenance au mouvement de Fetullah Gülen, et que l'existence de ce mariage est connue des autorités turques. À cet égard, le Conseil estime complètement illusoire de croire que, dès lors, que ce mariage n'a pas été officiellement enregistré par les autorités turques, ces dernières n'en tiendraient pas compte.

De surcroît, la circonstance que la requérante ait pu séjourner légalement en Turquie, et quitter ce pays sans rencontrer de problèmes, que cette dernière ne fournisse pas de preuves de l'existence effective de recherches, d'une enquête ou d'un procès ouvert à son encontre, que des preuves de ses liens avec le mouvement de Fetullah Gülen aient été détruites, ou encore qu'elle ait introduit tardivement sa demande de protection internationale – ce qu'elle a, par ailleurs, expliqué de manière convaincante – n'énervent pas les développements qui précèdent et ne rendent pas sa crainte « purement hypothétiques » au regard des informations objectives déposées par la partie défenderesse reprises supra.

Par conséquent, après une analyse prenant en compte tous les éléments relevés ci-avant et le profil global de la requérante, le Conseil considère que la partie défenderesse ne pouvait conclure à l'absence de fondement de la crainte de la requérante d'être persécutée en cas de retour dans son pays d'origine.

(...)

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que la requérante a une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève. Cette crainte se rattache, en l'espèce, au critère des opinions politiques imputées par les autorités turques, au sens de l'article 48/3, § 5, de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 307405 du 28/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

" (...) le Conseil estime que, par la décision attaquée, la partie défenderesse ne démontre pas avoir dûment évalué l'impact de la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouve le requérant sur sa capacité à pourvoir à ses besoins essentiels en Grèce. Elle n'a pas non plus évalué concrètement l'effet des difficultés pratiques auxquelles le requérant sera confronté pour renouveler son titre de séjour sur l'exercice de ses droits socio-économiques en tant que bénéficiaire d'un statut de protection internationale. Dans ce cadre, la partie requérante fait valoir dans sa note complémentaire déposée à l'audience que le titre de séjour grec du requérant n'est plus en ordre de validité et devra attendre plusieurs mois pour obtenir le renouvellement de son titre de séjour.

En l'espèce, l'état de santé du requérant, évoqué devant la partie défenderesse et dans les nouveaux documents qui ont été produits devant le Conseil, est de nature à conférer, à sa situation en Grèce, un caractère de vulnérabilité qu'il convient d'approfondir.

Il est également nécessaire de vérifier si la situation de sans-abrisme alléguée par le requérant, qui l'aurait conduit à se prostituer, était due à l'indifférence des autorités grecques ou dépendait des choix du requérant, et si elle pourrait se reproduire en cas de retour en Grèce, mettant ainsi en danger sa santé physique ou mentale ou portant atteinte à sa dignité.

Le Conseil note également que le requérant s'appuie, dans sa requête et dans ses écrits de procédure (...), sur des informations indiquant que la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce se détériore continuellement, au point qu'il semble exister un risque important qu'ils rencontrent des obstacles administratifs et pratiques qui limitent leur accès à des droits essentiels tels que les prestations sociales, le logement ou les soins de santé, les plaçant ainsi dans une situation de grande précarité matérielle.

Le Conseil considère que la position de la partie défenderesse telle qu'elle ressort de ses écrits de procédure (...) – en ce qu'elle soutient notamment qu'il y a lieu de ne pas considérer que le risque d'être exposé à une situation de dénuement matériel extrême en cas de retour en Grèce existe a priori en toute circonstance ou que la seule absence d'un titre de séjour valide impliquait nécessairement un tel risque en cas de retour mais que cette problématique nécessite de rester dans une approche individuelle qui consiste à évaluer la situation individuelle – particulièrement l'existence d'une vulnérabilité particulière – et l'expérience personnelle du requérant en Grèce – n'énerve en rien les considérations qui précèdent. Le Conseil estime en effet que les informations produites au dossier de la procédure, bien que d'ordre général, sont de nature à alimenter les craintes du requérant de se retrouver, en cas de retour en Grèce, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de satisfaire ses besoins les plus élémentaires tels que se nourrir, se loger, se laver et se soigner. Le requérant fait dès lors valoir des indications sérieuses qui sont de nature à conférer un fondement à sa demande et qui méritent d'être investiguées plus avant.

Ainsi, eu égard aux informations citées par les parties dans leurs écrits de procédure, lesquelles semblent indiquer que la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce a continué de se détériorer et de se précariser, et compte tenu de certaines indications qui sont de nature à conférer à la situation personnelle du requérant en cas de retour en Grèce un caractère de vulnérabilité spécifique et accrue, le Conseil estime que la partie défenderesse se doit de réexaminer, de manière approfondie, la situation du requérant en cas de retour en Grèce en tant que bénéficiaire d'un statut de protection internationale afin de répondre à la question de savoir si l'irrecevabilité de sa demande de protection internationale, décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980, peut être levée.

En effet, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, il ne peut pas être exclu que le requérant, au vu de l'évolution de la situation et compte tenu de son profil spécifique, se retrouve dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine au regard de l'article 4 de la Charte."

CCE arrêt 307274 du 28/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Retrait carte A étudiant – 1) Faits : titre de séjour étudiant de la PR renouvelé annuellement de 2017 au 31 octobre 2023 par l'administration communale ; le 6 octobre 2022, la commune délivre une carte A à la PR ; le 7 avril 2023, l'OE informe la PR qu'il envisage de lui refuser sa demande et l'invite à exercer son droit d'être entendu + l'OE demande à la commune de retirer la carte A – 2) AA = instructions de retrait à la commune en date du 7 avril 2023 – 3) Exception irrecevabilité : PD invoque que la mesure d'instruction ne constitue pas un acte attaqué mais un acte de pure exécution – Conseil constate que les termes de l'acte produisent des effets de droit et causent grief à leur destinataire + les instructions sont accompagnées d'un courrier demandant de les notifier à la PR = acte attaqué – Recours recevable –

4) Fond : Théorie du retrait des actes administratifs – Retrait si : soit pendant le délai prévu pour l'introduction d'un recours en annulation ou si le recours est introduit, jusque la clôture des débats ; soit disposition législative expresse ; soit acte entaché d'une irrégularité telle qu'il doit être tenu pour inexistant ou manœuvres frauduleuses – PD estime être en présence d'une irrégularité telle qu'il doit être tenu pour inexistant : pas le même établissement scolaire que son visa initial + erreurs de la commune – Conseil rappelle CE 123.480 – Conseil estime que irrégularité pas évidente au point que la PR devait nécessairement en avoir conscience : carte A = titre de séjour délivré étranger en séjour limité ; PR n'était pas censée savoir que la PD n'avait pas donné d'instruction à la commune ; à chaque demande de renouvellement, PR a toujours déposé tous les docs ; PD reconnaît dans une NO que la PR n'est pas responsable de l'erreur – Pas d'irrégularité particulièrement grave - **Annulation.**

« 4.1. Sur les deux premiers moyens, le Conseil observe que l'administration communale de Jette a délivré au requérant, le 6 octobre 2022, une autorisation de séjour temporaire, matérialisée par une carte d'identité d'étranger (Carte A), ce qui constitue un acte administratif créateur de droits, et qui est, dès lors, soumis à la théorie du retrait des actes administratifs.

En vertu de cette théorie, un acte administratif régulier et créateur de droits ne peut être retiré par l'autorité administrative. S'il est irrégulier, un tel acte ne peut être retiré que pendant le délai prévu pour l'introduction d'un recours en annulation ou, lorsqu'un tel recours est introduit, jusqu'au moment de la clôture des débats. Il ne peut être dérogé à ce principe qu'au cas où une disposition législative expresse autorise ce retrait ou lorsque l'acte est entaché d'une irrégularité telle qu'il doit être tenu pour inexistant ou encore lorsque cet acte a été suscité par des manœuvres frauduleuses.

En l'occurrence, la partie défenderesse estime, dans sa note d'observations, que le titre de séjour délivré indûment au requérant sans instructions de sa part et contra legem, est affecté d'une irrégularité telle qu'il doit être tenu pour inexistant dès lors que [...].

Il convient dès lors, dans le cas d'espèce, de départager les parties sur la question de savoir si la délivrance de la carte A est un acte affecté d'une irrégularité à ce point grave et manifeste qu'il doit être tenu pour inexistant. A cet égard, le Conseil d'Etat a précisé dans son arrêt n° 123.480 du 25 septembre 2003, que « ne peut être qualifié d'acte inexistant qu'un acte qui, soit ne constitue qu'une apparence d'acte administratif, soit est affecté d'une irrégularité particulièrement grave, au point "que chacun, dans le commerce juridique, peut aisément la discerner"; qu'il y a lieu de déterminer, plus particulièrement, si, aux yeux de son bénéficiaire, la décision était manifestement irrégulière ou devait du moins raisonnablement être tenue pour telle, compte tenu, d'une part, de la protection de la sécurité juridique du bénéficiaire et, d'autre part, de la circonstance que l'irrégularité commise est due aussi à la partie adverse ».

4.2. Le Conseil estime en l'espèce que l'irrégularité que retient la partie défenderesse à l'appui de la décision entreprise n'était pas évidente au point que le requérant devait nécessairement en avoir conscience. En effet, il convient d'abord de rappeler que la carte électronique A ou carte d'identité d'étranger est un titre de séjour délivré à tout étranger ressortissant d'un pays tiers à l'Union européenne attestant d'un droit de séjour limité. Ensuite, la partie défenderesse invoque en tant qu'irrégularité grave et manifeste impliquant que l'on considère le titre de séjour délivré comme

inexistant, des erreurs de la commune, lesquelles sont décrites sous le titre « Motif » de l'acte querellé. Or, la partie requérante n'est pas censée savoir que la partie défenderesse n'avait pas donné instruction en ce sens à l'administration communale.

En effet, il n'est pas contesté que le requérant a, à chaque demande de renouvellement d'autorisation de séjour introduite auprès de la commune, déposé les documents demandés. Il en est d'autant plus ainsi que la partie défenderesse met en exergue l'erreur exclusive de l'administration communale et qu'il ressort clairement d'une note interne figurant au dossier administratif que « l'étudiant n'est pas responsable de l'ignorance et de la négligence de l'administration communale, mais il vient de s'engager dans un nouveau cycle que nous n'avons pas autorisé (pour rappel, le titre de séjour pour le privé n'est pas lié seulement à l'école, mais à la formation) ».

Partant, il ne peut être considéré que la délivrance du titre de séjour contesté puisse être caractérisée par une irrégularité particulièrement grave au sens entendu par la Haute juridiction administrative. De la même façon, il n'est pas contesté qu'aucune manœuvre frauduleuse n'est à reprocher au requérant. 4.3. Il résulte de ce qui précède que les deux premiers moyens pris sont fondés ».

CCE arrêt 307340 du 28/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Moldavie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

« En l'espèce, l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« *Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience. Lorsque la partie requérante ne comparait pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...]* ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens arrêt Conseil d'Etat n° 212 095 du 17 mars 2011) et n'entraîne pas non plus un renversement de la charge de la preuve (en ce sens RvS arrêt 227 364 du 13 mai 2014 et RvS arrêt 227 365 du 13 mai 2014). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bienfondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'article 39/2, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que, face au refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience, il incombe au Conseil, sans être tenu par les motifs de l'ordonnance prise sur la base de l'article 39/73 précitée, de se prononcer sur le bienfondé de la demande de protection internationale de la partie requérante. Toutefois, il n'est pas tenu de répondre aux exceptions et moyens au fond contenus dans une éventuelle note d'observation déposée par la partie défenderesse (en ce sens RvS arrêt 227 364 du 13 mai 2014 et RvS arrêt 227 365 du 13 mai 2014).

Il n'en demeure pas moins que l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à fournir au Conseil des éclaircissements rendus nécessaires par la tournure des débats ou à répliquer aux éléments nouveaux invoqués par la partie requérante conformément à l'article 39/76, § 1er, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où ce refus de comparaître empêcherait le Conseil, qui ne dispose d'aucun pouvoir d'instruction, de se prononcer en toute connaissance de cause, le Conseil n'aurait alors d'autre choix que celui d'ordonner à la partie défenderesse d'examiner ces éléments nouveaux et de lui transmettre un rapport écrit dans les huit jours, conformément à l'article 39/76, § 1er, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 ou, éventuellement, d'annuler la décision attaquée. »

CCE arrêt 307399 du 28/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En l'occurrence, le Conseil estime, à la suite de la partie défenderesse, au vu des informations en sa possession à ce stade, que le niveau de violence aveugle qui sévit actuellement dans la province de Salah al-Din n'atteint pas un degré d'intensité tel que tout civil encourrait un risque réel de subir des menaces graves contre sa vie ou sa personne dans le cadre d'un conflit armé interne en cas de retour dans cette zone d'Irak. Les arguments de la requête et les informations auxquelles elle renvoie ne permettent pas une autre conclusion.

La question qui se pose enfin est donc de savoir si le requérant est « apte à démontrer qu'il est affecté spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle » par un risque réel résultant de la violence aveugle régnant dans sa province d'origine, tenant compte du degré de celle-ci (v. CJUE, Elgafaji, arrêt cité, § 39). Autrement dit, peut-il invoquer des circonstances personnelles ayant pour effet d'augmenter dans son cas, la gravité de la menace résultant de la violence indiscriminée qui règne à Bagdad, en sorte que bien que cette violence n'atteigne pas un degré tel que tout civil encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir une menace grave pour sa vie ou sa personne, il faille considérer qu'un tel risque réel existe néanmoins dans son chef ?

A cet égard, le Conseil constate qu'il n'est pas contesté que le requérant est un civil originaire de la ville de Tikrit, située dans la province de Salah al-Din, et de confession musulmane sunnite ; et qu'il a quitté l'Irak il y a plus de dix ans.

Ensuite, le Conseil relève qu'il ressort du contenu des attestations psychologiques déposées en annexe de la requête et de la note complémentaire du 6 mars 2024, que le requérant souffre de plusieurs affections psychologiques, dont les symptômes identifiés, dans l'attestation psychologique la plus récente (20 février 2024), sont « Ruminations incessantes [...] » ; « Troubles du sommeil : insomnies » ; « Stress constant : (« Explosion » dans sa tête – selon ses propres mots) / « Agitation motrice – tremblement – nervosité visible ») ; « Troubles de l'humeur : Irritabilité [...] / Grande fatigue psychique / Humeur dépressive [...] / Pensées suicidaires récurrentes » ; « Isolation sociale comme protection » ; « Sentiment que le monde est hostile [...] », qui permettent d'inférer, dans son chef, un état de vulnérabilité particulière.

En conséquence, au vu des circonstances particulières de l'espèce, le Conseil estime devoir tenir compte de ces éléments qui, dans les circonstances particulières de l'espèce, établissent dans le chef du requérant des circonstances propres, tenant à une vulnérabilité accrue du fait de son état psychologique, qui l'exposent davantage que d'autres à la violence aveugle qui règne dans sa région d'origine.

Il découle de ce qui précède que le requérant établit qu'en cas de retour dans sa région d'origine il encourrait un risque réel de subir les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 307388 du 28/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Onvoldoende onderzoek naar vrees voor (toegeschreven) verwestering.

Elementen waarop de Raad wijst:

- Verzoeker heeft op 23-jarige leeftijd Afghanistan verlaten.
- Daargelaten zijn relaas over zijn beweerde problemen met de taliban en hoewel er bij de verwerende partij twijfels rijzen over verzoekers voorgehouden identiteit, kan uit de bestreden beslissing niet blijken dat de verwerende partij in deze stand van zaken betwist dat verzoeker in Afghanistan **kapper** was.
- Uit de beschikbare landeninformatie blijkt dat een beroepsactiviteit als kapper een **risicobepalende omstandigheid** uitmaakt. Het betreft bovendien een beroepsactiviteit die verzoeker in België heeft voortgezet in een Belgische kapperszaak waar hij zowel kapsels als baarden en snorren van mannen verzorgt.
- Verzoeker legt bij aanvullende nota's vijftien steunbrieven neer van diverse Belgische vrienden en kennissen, van zijn werkgever, alsook van zijn Nederlandse vriendin (met wie hij religieus gehuwd is en een kind heeft) en van haar familie.
- Bijkomend wordt opgemerkt dat verzoeker een kozijn heeft van wie, blijkens de bestreden beslissing, in deze stand van zaken niet wordt betwist dat deze in het Afghaanse leger heeft gediend en Afghanistan is ontvlucht na de machtsovername. Ook hier is verzoeker niet nader bevraagd over zijn kennis inzake de werkzaamheden zijn kozijn.
- Verzoeker is afkomstig uit het rurale dorp Dargalai, in het district Kama van de provincie Nangarhar, maar werd hierover niet verder ondervraagd.
- Verzoeker verliet Afghanistan voor de machtsovername door de taliban.

Een verder onderzoek naar verzoekers profiel en de mogelijke risico's die hij loopt bij terugkeer naar Afghanistan omwille van de bovenstaande elementen eigen aan zijn zaak, in het kader van een (toegeschreven) morele, sociale en religieuze normoverschrijding alsook een (toegeschreven) verwestering dringt zich op. Daarbij moet rekening worden gehouden met het repressieve beleid van de taliban, dat is gestoeld op een extreme versie van de sharia maar ook is beïnvloed door lokale tradities en tribale codes waarbij het rechtskader onduidelijk blijft en met de zeer uitgebreide, gedetailleerde en gedocumenteerde informatie die door beide partijen wordt bijgebracht en die reeds hoger werd besproken en waaruit eveneens blijkt dat de perceptie leeft dat terugkeerders waarden en uiterlijkheden hebben aangenomen die worden geassocieerd met Westerse landen.

CCE arrêt 307373 du 28/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

pays Dublin

France

Annexe 26quater (France) – allègue vulnérabilité particulière en raison état de santé – certificat médical produit par la PR est postérieur à l'AA – arrêt C.K., et consorts contre la République de Slovénie (C-578/16) du 16/02/2017 par la CJUE – CCE ne peut ignorer documents versés au dossier de procédure MAIS ne ressort nullement de ces documents qu'un traitement / suivi devrait obligatoirement être poursuivi en Belgique ou qu'un tel suivi / traitement ne serait pas disponible en France - documents ne permettent pas de démontrer la gravité particulière de l'état de santé de la PR + les conséquences significatives et irrémédiables que pourrait entraîner un transfert en France (au sens de l'arrêt C.K. de la CJUE) – défaut démonstration vulnérabilité particulière - Rejet.

« 3.2.3. Quant à l'argumentation relative à la vulnérabilité particulière de la requérante due à son état de santé, et à l'absence de prise en compte de celui-ci par la partie défenderesse, le Conseil observe qu'il ressort de la motivation de l'acte querellé que :

« lors de son audition à l'Office des étrangers (07.12.2022), l'intéressée a déclaré, concernant son état de santé : « J'ai de l'asthme » ; considérant qu'à la question « Etes-vous suivie par un médecin en Belgique ? », l'intéressée a répondu : « Il y a une semaine que je suis là. j'ai encore le Ventolin que j'utilise. Je n'ai pas encore été consultée par un médecin en Belgique » ; considérant qu'à la question « Une médication est-elle nécessaire ? », l'intéressée a répondu : « J'utilise deux médicaments : l'Aérius comprimé et le Ventolin » ; considérant qu'à la question « Avez-vous des certificats médicaux ? », l'intéressée a répondu : « Non, je n'ai pas » ; Considérant que l'intéressée n'a transmis à ce jour à l'Office des étrangers aucun document récent concernant son état de santé ; considérant que l'intéressée n'a apporté aucun document médical permettant d'attester qu'elle serait dans l'incapacité de voyager ; considérant également que rien n'indique qu'elle ait introduit de demande de régularisation sur base de l'article 9ter ou 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; Considérant que, à supposer que l'intéressée connaisse ces problèmes médicaux, soit suivie en Belgique et doive suivre un traitement, rien n'indique dans son dossier que son transfert en France n'est pas possible au vu de ses problèmes de santé, considérant que l'intéressée n'a présenté aucun élément attestant qu'il lui serait impossible de suivre un éventuel traitement commencé en Belgique en France ».

Ces constats ne sont pas, en tant que tels, contestés par la partie requérante, en telle sorte que celle-ci reste en défaut d'établir que la requérante se trouverait dans une situation de vulnérabilité particulière.

D'autre part, le Conseil relève également qu'aucun autre document ou certificat médical n'a été porté à la connaissance de la partie défenderesse postérieurement à l'audition de la requérante. En effet, le certificat médical produit par la partie requérante est daté du 6 janvier 2023, soit postérieurement à la décision attaquée, prise le 3 janvier 2023. Dans ces circonstances, il ne saurait être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir motivé différemment sa décision à cet égard, ni de ne pas avoir procédé à une autre analyse des éléments de la cause, étant rappelé qu'il convient, pour apprécier la légalité d'un acte administratif, de se replacer au jour où il a été pris.

Il convient toutefois de tenir compte de l'enseignement de l'**arrêt C.K., et consorts contre la République de Slovénie** (affaire C-578/16 PPU) prononcé le 16 février 2017 par la CJUE, aux termes duquel :

« dès lors qu'un demandeur d'asile produit, en particulier dans le cadre du recours effectif que lui garantit l'article 27 du règlement Dublin III, des éléments objectifs, tels que des attestations médicales établies au sujet de sa personne, de nature à démontrer la gravité particulière de son état de santé et les conséquences significatives et irréversibles que pourrait entraîner un transfert sur celui-ci, les autorités de l'État membre concerné, y compris ses juridictions, ne sauraient ignorer ces éléments. Elles sont, au contraire, tenues d'apprécier le risque que de telles conséquences se réalisent lorsqu'elles décident du transfert de l'intéressé ou, s'agissant d'une juridiction, de la légalité d'une décision de transfert, dès lors que l'exécution de cette décision pourrait conduire à un traitement inhumain ou dégradant de celui-ci (voir, par analogie, arrêt du 5 avril 2016, Aranyosi et Căldăraru, C-404/15 et C-659/15 PPU, EU:C:2016:198, point 88). [...] Dans ce cadre, les autorités de l'État membre concerné doivent vérifier si l'état de santé de la personne en cause pourra être sauvegardé de manière appropriée et suffisante en prenant les précautions envisagées par le règlement Dublin III et, dans l'affirmative, mettre en œuvre ces précautions ».

En conséquence, le Conseil ne peut ignorer les documents versés par la partie requérante au dossier de procédure, à savoir les deux documents médicaux du 6 janvier 2023, lesquels attestent que la requérante souffre d'« *asthme sévère nécessitant un traitement adéquat* ». Le Conseil relève cependant qu'il **ne ressort nullement** de ces documents **qu'un traitement ou un suivi devrait obligatoirement être poursuivi en Belgique**, ni qu'un tel suivi et/ou traitement **ne serait pas disponible en France**, ou que la requérante ne serait pas en mesure de se déplacer.

Ainsi, le Conseil estime que ces documents ne permettent pas de démontrer la gravité particulière de l'état de santé de la requérante et les conséquences significatives et irréversibles que pourrait entraîner un transfert de celle-ci en France au sens de l'arrêt C.K. de la CJUE, précité. En effet, ces documents ne permettent pas de conclure que la requérante ne pourrait bénéficier de l'aide dont elle aurait besoin en France, qu'elle serait dans l'incapacité de voyager, ou que les soins et traitements qu'elle nécessiterait n'y seraient pas disponibles. Il n'est dès lors nullement établi que la requérante serait exposée à des difficultés insurmontables en cas de transfert vers la France. Dès lors, le Conseil estime que les documents portés à sa connaissance n'indiquent nullement que le suivi éventuellement nécessaire à la requérante devrait être poursuivi en Belgique et ne démontrent pas en eux-mêmes que son transfert vers la France constituerait un traitement inhumain ou dégradant.

Partant, à **défaut de démonstration de vulnérabilité particulière dans le chef de la requérante**, le Conseil estime que l'allégation de la partie requérante selon laquelle « le profil vulnérable de la requérante justifiait qu'une protection particulière lui soit accordée » est inopérante. En conséquence, le Conseil ne peut suivre la partie requérante au vu, d'une part, des informations portées à sa connaissance, et d'autre part, de l'analyse effectuée, par la partie défenderesse, des conditions d'accueil des demandeurs d'asile en France et de leur accès aux soins de santé, qui n'a pas été utilement remise en cause par la partie requérante ».

CCE arrêt 307337 du 28/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Palestine

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

**CG Exclusion Genève et exclusion protection
subsidaire**

composition du siège

3 juges

Le requérant est d'origine palestinienne et résidait dans la bande de Gaza.

Il était membre du Fatah et a travaillé comme militaire et fonctionnaire de l'Autorité Palestinienne.

La partie défenderesse exclut le requérant de la protection internationale au motif qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il a contribué à commettre des crimes contre l'humanité au sens de l'article 1^{er}, section F, a, de la Convention de Genève ainsi que des articles 55/2 et 55/4, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

La partie défenderesse pointe la carrière professionnelle du requérant au sein des services de sécurité de l'Autorité Palestinienne, d'abord comme interrogateur pour les renseignements généraux de 1995 à 2000, puis affecté à la surveillance du poste-frontière et de l'aéroport de Rafah de 2000 à 2005 et, enfin, au bureau des informations centralisées de la région du sud de la bande de Gaza de 2005 à 2007.

La partie défenderesse relève qu'il ressort des informations qu'elle a déposées au dossier administratif que les renseignements généraux de l'Autorité Palestinienne se sont rendus coupables d'actes pouvant être qualifiés de crimes contre l'humanité durant les années où le requérant était en fonction.

La partie défenderesse considère que la responsabilité individuelle du requérant est clairement établie.

Enfin, la partie défenderesse estime qu'il ne ressort pas du dossier administratif que des circonstances particulières pourraient exonérer le requérant de sa responsabilité dans les crimes qu'il a personnellement commis.

En conclusion, la partie défenderesse considère qu'il y a de sérieuses raisons de penser que le requérant a participé à des crimes tels que ceux décrits à l'alinéa a) de la section F de l'article 1^{er} de la Convention de Genève.

Le Conseil rappelle que l'application d'une clause d'exclusion en matière de protection internationale nécessite de déterminer :

- d'une part, qu'un acte susceptible d'exclusion a été commis et,
- d'autre part, qu'il existe des raisons sérieuses de penser que la responsabilité individuelle du requérant est engagée à cet égard.

Tout d'abord, il convient de déterminer si un acte susceptible d'entraîner l'exclusion a été commis.

Les faits reprochés au requérant le sont au titre de l'article 1^{er}, section F, a de la Convention de Genève, soit le crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome.

Cette qualification nécessite de déterminer s'il est question d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d'un Etat et si des actes susceptibles d'exclusion ont été commis dans ce cadre.

(1) Est-il question d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d'un Etat ?

Les « Éléments des crimes » du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et la jurisprudence de ladite Cour définissent cette notion.

Au vu des informations mises à sa disposition, le Conseil estime que les actes commis par les services de sécurité palestiniens et, notamment le service des renseignements généraux, durant les années où le requérant y était en fonction, entrent dans les définitions telles que précisées par la Cour pénale internationale.

Il constate également que la torture et les mauvais traitements, commis par des membres des services de sécurité palestiniens à l'encontre de détenus, sont répandus depuis les premiers temps de l'Autorité Palestinienne et que cette pratique est considérée par les organisations de défense des droits de l'homme locales et internationales comme systématique et routinière faisant partie de la politique gouvernementale tant en Cisjordanie que dans la bande de Gaza.

Il relève aussi la qualité de civils des victimes.

Par conséquent, le Conseil estime qu'il est raisonnablement établi que les services de sécurité - dont les renseignements généraux - de l'Autorité Palestinienne, se sont rendus coupables, à tout le moins durant la période au cours de laquelle le requérant y était en fonction, d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d'un Etat, au sens de l'article 7 du Statut de Rome.

(2) Un acte susceptible d'entraîner l'exclusion, en l'espèce un crime contre l'humanité, a-t-il été commis ?

a. Les éléments matériels – l'existence d'un acte susceptible d'être qualifié de crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome.

L'article 7.1. f, du Statut de Rome vise spécifiquement la torture comme élément constitutif de crime contre l'humanité. Les éléments des crimes dudit Statut précisent, au sujet de la torture, qu'il s'agit d'infliger une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, alors que la victime se trouve sous la garde ou le contrôle de l'auteur.

Le Conseil estime qu'il ressort à suffisance des informations contenues dans le dossier administratif que les services de sécurité palestiniens, et en particulier les renseignements généraux, se sont rendus coupables de torture et mauvais traitements sur des personnes arrêtées en vue d'être interrogées.

Partant, le Conseil estime qu'il est établi que des actes de tortures étaient pratiqués, à tout le moins durant la période au cours de laquelle le requérant y était en fonction, de manière généralisée et systématique par les services de sécurité de l'Autorité palestinienne, et en particulier par le département des renseignements généraux lors des interrogatoires.

b. L'élément contextuel – le lien avec l'attaque généralisée ou systématique.

Le Conseil estime que le caractère lui-même généralisé et systématique des tortures reflète à suffisance le lien avec l'attaque généralisée ou systématique contre une population civile. Il constate qu'il ressort des informations mises à sa disposition que les méthodes d'investigation utilisées, particulièrement cruelles et violentes, servaient la politique sécuritaire et répressive de l'Autorité Palestinienne vis-à-vis de suspects de droit commun, mais également vis-à-vis d'opposants politiques.

Ensuite, il convient de déterminer la responsabilité individuelle du requérant.

(1) Les éléments matériels

Les éléments matériels du crime contre l'humanité recouvrent :

- d'une part, l'acte en tant que tel et,
- d'autre part, l'implication concrète du requérant dans celui-ci, à savoir son mode de commission ou de participation.

En l'espèce, il est reproché au requérant d'être l'auteur direct d'actes de torture lors des interrogatoires qu'il a personnellement menés entre 1995 et 2005.

Au vu des témoignages concordants et des informations nombreuses, précises et détaillées déposés au dossier administratif selon lesquels la torture était utilisée de manière systématique et généralisée par l'ensemble des services de sécurité, et en particulier le département des renseignements généraux dans les années durant lesquelles le requérant exerçait la fonction d'interrogateur, le Conseil considère hautement invraisemblables les explications du requérant selon lesquelles, dans les deux départements au sein desquels il était en fonction, pendant près de dix années, entre 1995 et 2005, les interrogateurs n'ont pas utilisé de méthodes d'investigation violentes au cours desquelles les suspects étaient torturés

Le Conseil considère par conséquent qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a pleinement participé à des actes de tortures lors des interrogatoires qu'il a personnellement menés entre 1995 et 2005 et qu'il a donc commis et participé à des crimes contre l'humanité au sens de l'article 1^{er}, section F, alinéa a de la Convention de Genève.

(2) L'élément moral

Le Conseil constate que l'élément moral requis est, le plus souvent, le dol général, c'est-à-dire la volonté consciente de commettre le crime en question ou encore l'intention criminelle.

Celui-ci se compose lui-même de deux éléments :

- la connaissance effective (sciens) et
- la volonté (volens) de la réalisation de l'acte en chacun de ses éléments constitutifs.

Au vu des éléments du dossier, le Conseil estime qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a commis et participé, de manière volontaire et en connaissance de cause à la commission d'un crime contre l'humanité, visé à l'alinéa a) de la section F de l'article 1^{er} de la Convention de Genève.

(3) Les éventuelles causes d'exonération

Le Conseil constate que le requérant ne fait état d'aucun motif d'exonération de sa responsabilité individuelle quant aux raisons sérieuses de penser qu'il a commis et participé aux crimes contre l'humanité.

Le Conseil conclut qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a commis et participé à des crimes contre l'humanité au sens de l'article 1^{er}, section F, a, de la Convention de Genève et qu'il convient de l'exclure du statut de réfugié sur la base de la même disposition ainsi que de l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'exclure du bénéfice de la protection subsidiaire sur la base de l'article 55/4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a) de la loi du 15 décembre 1980.

CCE arrêt 307276 du 28/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Visa regroupement familial – Art. 10, §1^{er}, 7° – Parents d’un étranger reconnu réfugié - AA : RF plus possible car le fils sous protection subsidiaire (depuis le 9 août 2017) était majeur au moment de l’introduction de la demande de ses parents (le 11 janvier 2021) – Conseil rappelle que l’art. 10, §1^{er}, 7° de la Loi est la transposition de l’art. 10, §3, a) de la directive 2003/86 => la portée de la disposition nationale doit être déterminée conformément à celle de la directive tel qu’interprétée par la CJUE – Or, CJUE C-550/16 et caractère déclaratif de la reconnaissance du statut de réfugié => l’âge du mineur étranger doit s’apprécier à la date de l’introduction de sa demande de protection internationale – Le fils des requérants a introduit sa demande de protection internationale le 2 décembre 2012 à l’âge de 9 ans – Violation motivation formelle - Annulation.

« 4.2. En l’espèce, le Conseil observe que la motivation de la première décision attaquée souligne que le regroupement familial des deux premiers requérants avec leur fils [A.S.] n’est plus possible sur base de l’article 10, §1^{er}, 7° de la loi du 15 décembre 1980, dès lors que le fils des deux premiers requérants, qui a obtenu le statut de protection subsidiaire, était majeur au moment de l’introduction de la demande de regroupement familial. La première décision attaquée précise en effet que « Que dans le cas d’espèce la personne à rejoindre se trouve en Belgique depuis le 02/12/2012 où il a reçu la protection subsidiaire en date du 09/08/2017. Il a eu 18 ans en date du 31/12/2020. Or les demandes n’ont été introduites qu’en date du 11/01/2021, soit après les 18 ans de la personne à rejoindre. Dans ce cas ils n’entrent plus dans les conditions de l’art 10,1,1,7. »

4.3.1. A cet égard, le Conseil relève que l’article 10, §1^{er}, 7°, de la loi du 15 décembre 1980 constitue la transposition, en droit belge, de l’article de l’article 10, §3, a), de la Directive 2003/86 qui précise que « 3. Si le réfugié est un mineur non accompagné, les États membres: a) autorisent l’entrée et le séjour aux fins du regroupement familial de ses ascendants directs au premier degré sans que soient appliquées les conditions fixées à l’article 4, paragraphe 2, point a); »

La portée de l’article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, de la loi du 15 décembre 1980 doit donc être déterminée conformément à celle de l’article 10, §3, a), de la directive 2003/86, tel qu’interprété par la CJUE.

4.3.2. Or, le Conseil observe qu’à la suite de l’interprétation de cette disposition par la CJUE dans son arrêt C-550/16, A. et S. c. Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie, du 12 avril 2018, et compte tenu du caractère déclaratif de la reconnaissance du statut de réfugié, l’âge d’un mineur étranger, aux fins de déterminer s’il peut bénéficier de l’application de l’article 10, § 3, a), de la directive 2003/86/CE, doit se faire à la date d’introduction de sa demande de protection internationale.

L’arrêt C-550/16 de la CJUE du 12 avril 2018 précise en effet que « 60. À l’inverse, retenir la date d’introduction de la demande de protection internationale comme étant celle à laquelle il convient de se référer pour apprécier l’âge d’un réfugié aux fins de l’application de l’article 10, paragraphe 3, sous a), de la directive 2003/86 permet de garantir un traitement identique et prévisible à tous les demandeurs se trouvant chronologiquement dans la même situation, en assurant que le succès de la demande de regroupement familial dépend principalement de circonstances imputables au demandeur et non pas à l’administration, telles que la durée de traitement de la demande de protection internationale ou de la demande de regroupement familial (voir, par analogie, arrêt du 17 juillet 2014, Noorzia, C-338/13, EU:C:2014:2092, point 17) ».

Le Conseil constate donc qu’en soutenant que le regroupement familial n’est plus possible en vertu de l’article 10, §1^{er}, 7° de la loi du 15 décembre 1980 parce que le fils des deux premiers requérants, qui a obtenu le statut de protection subsidiaire, était majeur au moment de la demande, la partie défenderesse n’a pas correctement apprécié les conditions du regroupement familial de cette disposition.

En l’occurrence, la minorité du fils des deux premiers requérants, au sens de l’article 10, §1^{er}, 7° de la loi du 15 décembre 1980 et conformément à la jurisprudence de la CJUE, devait être appréciée au moment de l’introduction de la demande de protection internationale de [A.S.], soit, en l’espèce, après son arrivée en Belgique le 2 décembre 2012 – alors que le fils des deux premiers requérants était âgé de 9 ans – ayant ensuite obtenu le statut de protection subsidiaire le 9 août 2017, alors qu’il était encore mineur.

Partant, le Conseil constate que la motivation de la première décision attaquée, relative aux deux premiers requérants, est inadéquatement motivée ».

CCE arrêt 307334 du 28/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Rwanda

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

"Après analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil estime que des éléments nouveaux sont apparus qui augmentent de manière significative la probabilité que la requérante puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugiée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, il ressort du dossier administratif que la requérante appartient au RNC et qu'elle participe à certaines activités dans ce cadre. Cet élément n'est pas contesté en l'espèce et ressort déjà de la 2^{ème} demande de protection internationale introduite par la requérante en 2015. Il avait toutefois été estimé, à cet égard, lors des précédentes demandes de protection internationale de la requérante que, si son appartenance n'était pas contestée, son militantisme était d'une faible intensité et que la requérante ne démontrait pas la visibilité de son engagement. Les éléments déposés par la requérante dans le cadre de sa 4^{ème} demande de protection internationale ont été considérés, par la partie défenderesse, comme n'établissant pas une évolution particulière de son engagement politique et, partant, comme n'augmentant pas significativement la probabilité qu'elle reçoive une protection internationale.

Le Conseil constate toutefois que la partie défenderesse, en réponse à la demande du Conseil fondée sur l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980, a déposé un rapport de son centre de documentation et de recherches (CEDOCA) intitulé « COI Focus – Rwanda – Rwanda National Congress (RNC) : situation des militants » et daté de décembre 2023. Il ressort de ce rapport que la situation des militants du RNC, au Rwanda et ailleurs, apparaît particulièrement délicate, certaines informations mentionnant que « des individus soupçonnés d'entretenir des rapports avec le RNC ou d'autres groupes rebelles ont été détenus arbitrairement et au secret pour de longues périodes dans des conditions inhumaines ». Il en ressort également que les autorités rwandaises ont déjà ciblé des opposants vivant à l'étranger, que ce soit dans le but de les espionner ou de leur porter atteinte.

Ces informations particulièrement inquiétantes constituent, en l'espèce, des éléments nouveaux qui sont apparus et augmentent de manière significative la probabilité que la requérante, militante du RNC en Belgique, puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugiée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de ladite loi.

En outre, le Conseil estime qu'il ne détient pas en l'espèce tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause. Il considère en effet qu'à la lumière des informations susmentionnées, il convient de réexaminer la demande de protection internationale de la requérante. Le Conseil estime notamment nécessaire que la partie défenderesse examine si un profil tel que celui de la requérante fait partie de ceux visés dans les informations susmentionnées et qu'elle étaye de manière adéquate et précise son argumentation si elle devait conclure que tel n'est pas le cas.

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o et 3^o, et 39/76, § 1^{er}, al. 1^{er} et §2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée, d'une part, au motif qu'il existe des indications sérieuses que la requérante peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à l'octroi de la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de ladite loi et, d'autre part, afin que la Commissaire générale procède aux mesures d'instructions nécessaires, pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt."

CCE arrêt 307377 du 28/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 met BGV - verwerping - gezinshereniging met Spaanse zus - ernstige gezondheidsredenen die een persoonlijke verzorging door de Unieburger behoeven - artikel 47/1, 3° VW - ernstige medische problematiek die mantelzorg en nodige medische opvolging noodzakelijk maken, wordt niet betwist - verweerder motiveert dat niet afdoende blijkt dat mantelzorg enkel kan worden verschaft door de referentiepersoon en dat referentiepersoon over de nodige kwalificaties beschikt om de medische zorgen te verschaffen - mantelzorg door derden (thuiszorg door een verpleger/verpleegster) is beschikbaar in Marokko - medische situatie was eerder geen belemmering voor de uitoefening van het vrij verkeer - VP was reeds hulpbehoevend in Marokko - VP maakt niet aannemelijk dat zij ginder geen dagelijkse omkadering had - er wordt niet aangetoond dat VP de hulp van de referentiepersoon strikt behoeft

De verzoekende partij heeft op 31 oktober 2022 een aanvraag voor een verblijfskaart van een familielid van een Unieburger ingediend, in functie van een Spaanse zus en dit in toepassing van artikel 47/1, 3° van de Vreemdelingenwet.

[...]

Uit het administratief dossier (en inzonderheid uit het medisch advies d.d. 2 mei 2023) blijkt dat de medische problematiek van de verzoekende partij kan worden beschouwd als zijnde ernstig. De verzoekende partij heeft daarenboven nood aan mantelzorg en de nodige medische opvolging. Dit wordt niet betwist door de verwerende partij.

De gemachtigde van de Staatssecretaris stelt dat uit het geheel van beschikbare gegevens niet afdoende blijkt dat deze mantelzorg enkel kan worden verschaft door de referentiepersoon. Enerzijds wordt gesteld dat niet afdoende wordt aangetoond dat er geen overige familieleden zijn die in Marokko kunnen fungeren als mantelzorger en dat de referentiepersoon over de nodige kwalificaties beschikt om de medische zorgen te verschaffen. Anderzijds wordt aangestipt dat zelfs indien er moet worden aangenomen dat er geen familieleden zijn die in Marokko kunnen fungeren als mantelzorger, uit het medisch advies d.d. 2 mei 2023 blijkt dat mantelzorg door derden (i.e. thuiszorg door een verpleger/verpleegster) beschikbaar is in Marokko en dat de nodige medische opvolging beschikbaar en toegankelijk is in Marokko.

[...]

Er wordt terecht door de gemachtigde vastgesteld dat in casu de EU-burger (lees: de referentiepersoon) reeds geruime tijd gebruik maakt van haar recht op vrij verkeer. De vraag die zich dient te stellen is of de referentiepersoon zich ertoe zou gedwongen zou zien België of de Europese Unie te moeten verlaten indien de verzoekende partij niet gemachtigd zou worden tot verblijf. Het is in deze zeker relevant te weten dat de referentiepersoon al geruime tijd maakt van haar recht op vrij verkeer. Zulks houdt impliciet in dat de gezondheidstoestand van de verzoekende partij, in het verleden, geen obstakel was voor het uitoefenen van het recht op vrij verkeer. Het is aan de verzoekende partij om aan te tonen dat haar gezondheidstoestand dermate gewijzigd is, dat zij nu de persoonlijke zorg van de referentiepersoon behoeft.

[...]

De verzoekende partij brengt geen enkele informatie bij omtrent haar verzorging in haar land van herkomst. Het is niet duidelijk op wie zij kon rekenen in de tijd dat ze in Marokko verbleef. Gelet op haar pathologie moet zij reeds in zekere zin hulpbehoevend zijn geweest in Marokko. Zo blijkt dat de verzoekende partij slechtziend is en dat zij reeds in Marokko nierdialyse behoefde.

[...]

Er wordt niet betwist dat de verzoekende partij ook nog een verdere omkadering nodig heeft in haar dagelijkse leven. Dienaangaande merkt de verwerende partij, niet onterecht, op dat de verzoekende partij pas sinds juni 2021 in België is

en dat het niet duidelijk is wie er aldus voor haar dagelijkse omkadering zorgde in Marokko. De Raad treedt de verwerende partij bij op dit punt. De afhankelijkheid bestond reeds in het land van herkomst en de verzoekende partij maakt niet aannemelijk dat zij ginder geen dagelijkse omkadering had. Ze toont dan ook niet aan dat ze niet opnieuw beroep zal kunnen doen op deze hulp in het dagelijkse leven.

Ook waar zij lijkt aan te geven dat deze zorg financieel niet toegankelijk zou zijn, brengt zij geen concrete gegevens bij om haar standpunt te staven. Bovendien blijkt uit de stukken van het administratief dossier dat de zus van de verzoekende partij in het verleden geld overmaakte voor de ondersteuning van de verzoekende partij. Er wordt niet aannemelijk gemaakt dat haar zus haar niet verder financieel zou kunnen ondersteunen.

Bijgevolg wordt niet aangetoond dat de verzoekende partij de bijstand van haar zus strikt behoeft.

CCE arrêt 307379 du 28/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV – vernietiging – gezinshereniging met minderjarig Belgisch kind – K.A. – afhankelijkheidstoets – vzw werd niet gevraagd om documenten bij te brengen die de afhankelijkheidsrelatie tussen haar en haar minderjarig kind zouden kunnen aantonen – schending zorgvuldigheidsplicht

Kernvraag is in casu of het onderzoek naar de afhankelijkheidsverhouding tussen de verzoekende partij en haar minderjarige kind correct, of minstens op niet kennelijk onredelijke wijze gebeurde en het al dan niet bestaan deze afhankelijkheidsverhouding op niet kennelijk onredelijke wijze werd beoordeeld.

[...]

Om aldus deze daadwerkelijke afhankelijkheidsverhouding te beoordelen is het uitermate belangrijk dat de verwerende partij over alle mogelijke gegevens beschikt die deze verhouding kunnen staven. Hoewel de bewijslast bij het indienen van een aanvraag in beginsel bij de aanvrager ligt, moet in casu worden vastgesteld dat aan de verzoekende partij niet werd gevraagd om documenten bij te brengen die de afhankelijkheidsrelatie tussen haar en haar minderjarig kind zouden kunnen aantonen. Aangezien het bewijs van een afhankelijkheidsrelatie niet voortvloeit uit de wettelijke bepalingen, maar uit de rechtspraak van het Hof van Justitie, staat het niet vast dat de verzoekende partij wist of diende te weten dat zij hierover stukken moest neerleggen, en kwam het aan het bestuur toe om, indien zij hierover bijkomende informatie wenste, dit duidelijk aan te geven in de bijlage 19ter. Dit is niet gebeurd. Dit maakt een schending uit van de zorgvuldigheidsplicht.

CCE arrêt 307401 du 28/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

9bis onontvankelijk - vernietiging - Afghanistan - buitengewone omstandigheden - VP wees in een actualisatie van zijn aanvraag op het gegeven dat het IOM en Fedasil de mogelijkheid tot vrijwillige terugkeer naar Afghanistan hebben opgeschort - VP kan niet terugkeren naar Afghanistan en kan ook niet rechtstreeks naar Islamabad, Pakistan reizen om aldaar een aanvraag in te dienen - in bestreden beslissing verwijst verweerder naar IOM en Fedasil en stelt dat niets betrokkene verhindert om hulp aan deze organisaties te vragen en dus terug te keren naar zijn land van herkomst - RvV: geen rekening gehouden met elementen die VP heeft aangevoerd - schending zorgvuldigheidsbeginsel

Uit deze motieven blijkt geenszins dat rekening werd gehouden met hetgeen verzoeker had aangehaald omtrent de onmogelijkheid tot vrijwillige terugkeer, die door IOM en Fedasil werden opgeschort en die werd ondersteund door de informatiebron waarnaar hij had verwezen. Verzoeker kan op dit punt worden bijgetreden. Er is dus niet op zorgvuldige wijze geoordeeld over de vraag of het voor verzoeker mogelijk is om terug te keren naar Afghanistan om zich van daaruit naar Islamabad te begeven. In die optiek moet er ook op worden gewezen dat het motief, eerder in de bestreden beslissing, dat er regelmatig Afghaanse onderdanen zijn die een aanvraag indienen via de Belgische diplomatieke of consulaire post in Islamabad zodat het feit dat verzoeker geen reisdocumenten en geen verblijfsvergunning om zich naar Pakistan te begeven geen buitengewone omstandigheid uitmaakt, in casu nietszeggend is. Immers is het niet duidelijk of de verwerende partij met deze stelling doelt op Afghaanse onderdanen die zich nog of reeds in Afghanistan bevinden, dan wel op Afghaanse onderdanen zoals verzoeker die zich in België bevinden met enkel een taskara als identiteitsdocument en moeten terugkeren. Duidelijkheid hierover is nochtans ten zeerste relevant, nu in alle redelijkheid niet kan worden betwist dat deze situaties geenszins vergelijkbaar zijn.

2.4. Een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel is aangetoond. .

CCE arrêt 307407 du 28/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Tunisie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ - Bijlage 20 zonder BGV - vernietiging - gezinshereniging met minderjarig Belgisch kind - begeleiden of vervoegen - VP heeft door jeugdrechter een contactverbod opgelegd gekregen met zijn minderjarige kinderen, die momenteel verblijven bij een pleeggezin - VP legt documenten voor van sociale dienst van de jeugdrechtbank en van i-mens vzw (CKG) die aantonen dat hij wel contact heeft met zijn kinderen - verweerder heeft vlak voor nemen van de bestreden beslissing contact opgenomen met het parket voor een stand van zaken - door de door VP neergelegde documenten zijn er echter indicaties dat de ontvangen info niet correct of minstens gedateerd was - dit kan verweerder niet verweten worden, maar kan ook niet ten nadele komen van VP - stukken die dateren van na het nemen van de bestreden beslissing worden in casu wel mee in rekening gebracht

De verwerende partij weigert het verblijfsrecht aan verzoeker aangezien niet kan worden vastgesteld dat hij zijn kind komt begeleiden of vervoegen zoals dit is vereist door voornoemde bepaling. Zij baseert haar oordeel op de vaststellingen dat verzoeker sedert 14 juni 2023 niet meer samenwoont met zijn kind; dat door verzoeker niets werd voorgelegd om de financiële en/of affectieve band met zijn kind aan te tonen; dat verzoeker door de jeugdrechter een contactverbod heeft opgelegd gekregen met zijn minderjarige kinderen en dat zij heden verblijven bij een pleeggezin.

[...]

Verzoeker betwist niet dat hij niet samenwoont met zijn kind en evenmin dat hij moet aantonen dat er sprake is van een gezinscel met zijn kind aan de hand van affectieve en financiële banden. Hij betoogt evenwel dat de bestreden beslissing fout is gemotiveerd. Hij erkent dat de kinderen tijdelijk uit huis werden geplaatst maar stelt dat er wel degelijk contact is met zijn kind. Ter staving daarvan legt hij twee documenten voor van de sociale dienst van de jeugdrechtbank en van i-mens vzw (CKG). Volgens verzoeker blijkt hieruit afdoende dat hij wel degelijk affectieve banden met zijn kind heeft en het duidelijk in het belang van het kind is dat zijn vader hier verblijfsrecht heeft. Hij stelt dat de verwerende partij de mogelijkheid heeft om correcte informatie te verzoeken, maar dat zij op geen enkel ogenblik verzoeker, zijn partner of de betrokken instanties heeft uitgenodigd duidelijkheid te verschaffen over de huidige situatie.

Het administratief dossier bevat twee stukken over de situatie van de kinderen:

- een mail van de politie aan de gemeente Ronse op 28 juni 2023 waarin wordt vermeld dat beide kinderen twee weken eerder geplaatst zijn bij een pleeggezin en dat verzoeker een verbod tot contact heeft met zijn kinderen na tussenkomst van de Jeugdrechter;
- een synthesesdocument van een telefoongesprek van de verwerende partij met het parket op 21 september 2023 waarin de inhoud van het gesprek als volgt wordt omschreven: *"Parket kon nog niet veel meer nuttige informatie geven aangezien het dossier nog hangende is. Er kon wel bevestigd worden dat de referentiepersoon, zijnde het minderjarig Belgisch kind, en zijn eveneens minderjarige broer, in de klappen hebben gedeeld door hun vader waardoor betrokkene geen enkele vorm van contact mag hebben met zijn kinderen."*

Hieruit blijkt dat de verwerende partij, vlak voor het nemen van de bestreden beslissing op 3 oktober 2023, nog contact heeft opgenomen met het parket voor een stand van zaken. Verzoeker kan dus niet worden gevolgd dat de verwerende partij de betrokken instanties niet om duidelijkheid heeft verzocht. Uit de stukken die verzoeker bij zijn verzoekschrift voegt blijkt evenwel dat er indicaties zijn dat de informatie die de verwerende partij van het parket ontving over het contactverbod, niet correct of minstens gedateerd was.

In het evaluatieverslag van i-mens vzw van 6 oktober 2023 wordt immers het volgende gesteld: *"Vanaf 30 juni gingen er wekelijkse bezoeken door van ouders aan S. in het CKG. [...] De bezoeken gaan wekelijks door op vrijdag gedurende twee uren. Er werd bewust gekozen voor 1 bezoek van twee uren in plaats van meerdere bezoeken in de week door de afstand naar het CKG."*

Niettegenstaande het feit dat dit stuk dateert van na de bestreden beslissing, blijkt eruit dat er wel degelijk contact

wordt georganiseerd tussen verzoeker en zijn kind R.S en dit sinds 30 juni 2023, wat in strijd is met de info over het nog geldende contactverbod die het parket gaf op 21 september 2023. Hoewel de verwerende partij niet kan worden verweten dat zij de betrokken instanties niet heeft gecontacteerd, kan het gegeven dat naar aanleiding daarvan foute informatie werd verstrekt, niet ten nadele komen van verzoeker. Dit klemmt des te meer nu verzoeker zelf niet werd bevraagd over de situatie, terwijl die na het indienen van de aanvraag tot gezinshereniging -en met name sinds de uithuisplaatsing op 14 juni 2023- ingrijpend veranderde. Verzoeker, die hierop niet kon anticiperen bij het indienen van zijn aanvraag, werd dus niet eerder in de gelegenheid gesteld om één en ander aan te tonen, zodat de stukken waarop hij zich beroept in de huidige procedure in de debatten moeten worden betrokken (cf; RvS 8 augustus 1997, nr. 67.691)

CCE arrêt 307222 du 27/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Togo

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

" (...) le Conseil considère, à l'instar de l'officier de protection qui a mené l'entretien personnel de la requérante, que celle-ci a livré un récit particulièrement détaillé, très précis et empreint d'émotion des événements qui l'ont poussée à fuir son pays d'origine.

Elle a également déposé pour étayer ses déclarations plusieurs documents psychologiques dont il ressort qu'elle souffre d'un stress post-traumatique lié à plusieurs événements traumatiques graves. Si ces pièces ne peuvent, à elles seules, révéler que l'intéressée a été victime de traitements contraires à l'article 3 de la CEDH, ils confortent utilement ses propos et partant sa crédibilité.

D'autre part, la partie défenderesse n'a apporté, en dépit de l'annulation de sa première décision, aucune indication concrète permettant de vérifier la validité de son affirmation quant à la falsification par la requérante de son passeport par l'apposition de faux cachets, seul motif permettant de considérer que l'intéressée ne serait pas rentrée au Togo à la date indiquée de sorte que les faits relatés ne pourraient nécessairement être vrais puisque postérieurs à cette date.

(...) il est établi que la requérante a été piégée par un ancien amant refusant la fin de leur relation, qui a abusé de sa position de militaire pour faire en sorte qu'elle soit accusée de diffamation contre le président de la République du Togo et de complot contre le gouvernement ; qu'elle a été détenue pendant plusieurs jours ; et que pendant cette période, elle a été interrogée, maltraitée et violée, tant par son ancien amant que par les subalternes de celui-ci.

Quand bien même il déplore que les parties ne lui aient pas communiqué d'informations objectives sur la place de la femme dans la société togolaise, le Conseil considère qu'il se déduit des circonstances de la cause que les problèmes que la requérante a rencontrés avec son ex-compagnon et les militaires sous ses ordres constituent des violences physiques et psychologiques qui lui ont infligées, pour des motifs sexistes, dans l'intention de l'humilier et de faire naître chez elle un sentiment de subordination.

Ces faits constituent par conséquent une persécution du fait de son appartenance à un certain groupe social - celui des femmes togolaises au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 -.

Le Conseil rappelle ensuite que l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé [...] est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté [...], sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution [...] ne se [reproduira] pas ».

En l'espèce, la partie défenderesse n'expose aucune bonne raison de croire que cette persécution ne se reproduira pas, et le Conseil n'en aperçoit pas davantage. La requérante a en effet fui grâce à la complicité d'une tierce personne. Rien ne permet dès lors de penser qu'en cas de retour son ex-amant ne s'en prenne pas à nouveau à elle.

Troisièmement, le Conseil estime suffisamment établi que la requérante ne peut pas compter sur une protection de ses autorités nationales.

En effet, ses persécuteurs sont des militaires, et ils ont déjà démontré leur capacité à la persécuter et abuser de leur pouvoir impunément. En outre, la partie défenderesse n'invoque pas qu'une protection des autorités serait, en l'espèce, possible.

En conclusion, le Conseil reconnaît que la requérante connaît une crainte fondée d'être persécutée par A. D. ou par son adjoint T. en cas de retour au Togo, au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, sur la base de son appartenance au groupe social des femmes."

CCE arrêt 307123 du 24/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

composition du siège

1 juge

In het kader van de verzoeken van de ouders van verzoekers – dat op basis van artikel 57/1, § 1 van de Vreemdelingenwet ook in hun naam werd ingediend als vergezellende minderjarigen – besloot de Raad tot een weigering van de vluchtelingenstatus en een weigering van de subsidiaire beschermingsstatus. Dit omdat verzoekers' ouders **bewust de ware toedracht aangaande hun werkelijke identiteit, verblijfssituatie en daaraan verbonden hun huidige nationaliteit hebben verzwegen** waardoor zij zelf het onderzoek naar een eventuele gegronde vrees voor vervolging in vluchtelingenrechtelijke zin of een reëel risico op het lijden van ernstige schade onmogelijk maken. De Raad treedt de CG bij waar deze vaststelt dat verzoekers ter ondersteuning van hun verzoek om internationale bescherming **geen eigen feiten** aanhalen die een apart verzoek rechtvaardigen.

Verzoekers leggen **bij hun aanvullende nota tijdelijke verblijfskaarten** voor die zij hebben verkregen naar aanleiding van een aanvraag **op grond van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet**. Deze verblijfskaarten zijn geldig tot 9 augustus 2025 en **vermelden de Afghaanse nationaliteit**. Zij leggen ook attesten voor die hun tijdelijk verblijf dekken tot 12 april 2024 en waaruit blijkt dat zij verzoeken ingeschreven te worden of om het verblijfsdocument waarop ze recht hebben, te ontvangen. Hierop wordt ook de Afghaanse nationaliteit vermeld. Er wordt ook een brief bijgevoegd van de Dienst Vreemdelingenzaken van 9 februari 2024 waarin meegedeeld wordt dat er ten aanzien van verzoekers en hun ouders een beslissing genomen werd inzake hun aanvraag op grond van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet. Verzoekers menen dat uit al deze stukken wel degelijk hun Afghaanse nationaliteit blijkt.

De Raad merkt op dat de attesten van 27 februari 2024 inderdaad de Afghaanse nationaliteit van verzoekers en hun ouders vermelden, maar dat deze attesten **uitdrukkelijk** en in hoofdletters het volgende vermelden: *"Dit document is geenszins een identiteitsbewijs of een nationaliteitsbewijs en is slechts geldig als er een nationaal identiteitsdocument is bijgevoegd waarvan de betrokkene houder is."* De verblijfskaarten voor beperkt verblijf die op basis van de aanvraag op grond van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet en in navolging van deze attesten werden afgeleverd, vormen dus **evenmin een effectief bewijs van nationaliteit**.

De Raad stelt alleszins vast dat verzoekers bij huidig verzoekschrift **geen nationaal identiteitsbewijs voegen** en merkt ook het volgende op. Een aanvraag om machtiging tot verblijf in toepassing van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet en een verzoek om internationale bescherming betreffen **twee verschillende procedures** met geheel andere en uiteenlopende doeleinden en voorwaarden. Een verzoek om internationale bescherming heeft immers als opzet internationale bescherming te verlenen aan een persoon die beweert in het land van herkomst een vrees voor vervolging in vluchtelingrechtelijke zin te hebben of er een reëel risico te lopen op het lijden van ernstige schade zoals bepaald in de definitie van subsidiaire bescherming. Het is aan verzoekers om dergelijke vrees of risico op ernstige schade *in concreto* aan te tonen, waarin zij, gelet op het voorgaande, niet in slagen.

De Raad wijst er ook op dat verzoekers' ouders deze **aanvraag** voor heel het gezin op grond van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet indienden op 5 juni 2023 (dit blijkt uit het laatste stuk gevoegd bij de aanvullende nota). **Op dat ogenblik waren hun beroepen** tegen de beslissingen van de commissaris-generaal **nog hangende** en was er dus nog niet definitief beslist over hun verzoek om internationale bescherming. De Raad velde zijn arrest inzake verzoekers' ouders immers pas op 28 juli 2023. **Artikel 9bis, § 1** van de Vreemdelingenwet stelt de *"de asielzoeker wiens asielaanvraag niet definitief werd afgewezen"* vrij van de voorwaarde in het bezit te zijn van een identiteitsbewijs. Bijgevolg bestaat de **mogelijkheid** dat verzoekers' ouders en verzoekers deze aanvraag op dat ogenblik hebben ingediend **zonder identiteitsbewijzen voor te leggen**. Zij kunnen de hen nu afgeleverde tijdelijke verblijfsmachtiging dus ook om deze reden niet aanwenden als bewijs van hun identiteit en nationaliteit.

Dat verzoekers intussen een tijdelijke machtiging tot verblijf hebben verkregen in toepassing van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet, dat een aanvraag om humanitaire regularisatie betreft, kan dus geen ander licht werpen op de vaststellingen van de Raad in het kader van de huidige beschermingsverzoeken. Er dient hierbij bovendien nog opgemerkt te worden dat de **Raad niet gebonden is door een beslissing die de Dienst Vreemdelingenzaken** nam in het kader van een aanvraag op basis van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet.

CCE arrêt 307173 du 24/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Tweede verzoek om internationale bescherming. Verzoekster blijft volhouden dat zij nooit over de Indiase nationaliteit heeft beschikt.

Met de thans voorgelegde stukken en bijkomende verklaringen biedt verzoekster nog steeds geen informatie over haar verblijfssituatie in de laatste jaren vóór haar vertrek uit India in 2018, noch zicht bieden op het al dan niet bezitten van de Indiase nationaliteit.

- e-mail UNHCR India geeft aan dat zij niet in staat zijn te bevestigen of vluchtelingen uit India al dan niet de Indiase nationaliteit hebben aangevraagd of verkregen;
- ministerie van buitenlandse zaken van New Delhi geeft aan dat het niet tot hun bevoegdheden behoort om een nationaliteitsbewijs af te leveren;
- UNHCR België en Luxemburg geeft moeilijk leesbare geboorteakte en registratiedocument af met enkele algemene identiteitsgegevens;
- verschillende onvolledige stukken.

Hoewel verzoekster hiermee aantoont dat zij recentelijk stappen heeft ondernomen en zij zich ditmaal tot de Indiase autoriteiten lijkt te hebben gewend, **ligt er tot op heden nog steeds geen document voor waarmee zij zicht biedt haar verblijfsrechtelijke situatie** in India na 2016 en tot haar vertrek uit India in 2018 en op de hoedanigheid waarin zij gedurende die periode in India heeft verbleven. Het dient te worden herhaald dat dit wezenlijk blijft voor een correcte beoordeling van de door haar voorgehouden nood aan bescherming. Dit geldt des te meer daar er zich in het administratief dossier informatie bevindt waaruit blijkt dat aan **Afghaanse onderdanen die tot de Sikh gemeenschap behoren na hun aankomst in India de Indiase nationaliteit werden toegekend**. Gelet op het feit dat deze informatie dateert van 2015 en verzoekster zich op dat moment nog in India bevond, kan **redelijkerwijze verondersteld** worden dat **zij een begunstigde was** van het toenmalig beleid. Hierbij komt dat uit het administratief dossier blijkt dat er een procedure "by registration" bestaat voor het online aanvragen van de Indiase nationaliteit voor personen met een gewoonlijk verblijf van zeven jaar in India voorafgaand aan het indienen van de aanvraag. Gezien verzoekster verklaart geboren te zijn in 1996 in New Delhi en zij tot maart 2016 een vluchtelingenkaart had in India (zie supra), kan redelijkerwijze verondersteld worden dat deze procedure op haar van toepassing was en zij hier gebruik van kon maken. Bovendien blijkt uit het administratief dossier dat verzoekster bij de diplomatieke post van New Delhi een visum kort verblijf, type C heeft bekomen met een geldigheidsduur van 9 november 2018 tot 7 december 2018 en dat zij over de Indiase nationaliteit beschikt. Zij verklaart bij de DVZ weliswaar dat zij een vals paspoort heeft gebruikt om naar België te komen met vermelding van de Indiase nationaliteit, doch dit bevindt zich niet in het rechtsplegingsdossier. Gelet op voorgaande elementen alsook rekening houdend met haar leugenachtige verklaringen ten tijde van haar eerste beschermingsverzoek en het feit dat haar overige familieleden evenmin een eerlijk zicht geboden hebben op hun verblijfplaatsen, is het geenszins kennelijk onredelijk van verzoekster te verwachten dat zij de nodige inspanningen blijft leveren om duidelijkheid te scheppen over de omstandigheden van haar verblijf in India na maart 2016 vóór haar komst naar België.

Geen zicht op verblijfssituatie en aldus zelf het onderzoek naar een nood aan internationale bescherming onmogelijk gemaakt.

CCE arrêt 307176 du 24/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Tweede verzoek om internationale bescherming.

De Raad stelt vast dat er geen informatie zit in het administratief dossier aangaande verzoekers eerste beschermingsverzoek, waardoor de Raad geen mogelijkheid heeft om na te gaan welke verklaringen en documenten "nieuw" zijn ten aanzien van het eerste beschermingsverzoek. Hoewel er een **gebrekkig samengesteld administratief dossier** neerligt, zal hierna blijken dat het de Raad niet ontbreekt aan essentiële elementen om te komen tot de in artikel 39/2, § 1, tweede lid, 1° van de vreemdelingenwet bedoelde bevestiging of hervorming. Partijen hebben immers per **aanvullende nota** nieuwe stukken neergelegd.

Vervolgens overweegt de Raad dat er in hoofde van verzoeker individuele risicobepalende omstandigheden aanwezig zijn die ertoe nopen te besluiten dat er in zijn hoofde een gegronde vrees voor vervolging kan worden aangenomen. De Raad neemt in dit kader volgende elementen in rekening:

- verzoeker was 14 jaar ten tijde van zijn vertrek uit Afghanistan;
- verzoeker verblijft 2,5 jaar in België, gedurende zijn puberteit;
- verzoeker toont door middel van verschillende verklaringen en stukken aan dat hij in België is geïntegreerd:
 - gaat naar school,
 - spreekt Nederlands,
 - werkt,
 - heeft een Belgische vriendin,
 - hij hecht veel belang aan keuzevrijheid en de manier van leven in België.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Togo

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 – père d’un mineur Belge - pas de cohabitation - PR avait produit photos, versement € et un achat de vêtements – OE : insuffisant - Arg. PR : PD devait faire une enquête d’installation commune – présomption VF – CCE : PR devait prouver l’existence d’un minimum de vie commune, motivation quant aux documents produits non contestée – sur la nécessité d’une enquête : la PR qui mentionne l’amour, l’intérêt, les visites, les efforts,... s’abstient d’expliquer concrètement quels éléments elle aurait pu faire valoir si une telle enquête d’installation commune avait eu lieu ou, à défaut, sur quelles informations relevantes (autres que celles susmentionnées) la PD aurait dû se fonder pour prendre la décision attaquée – Sur 8 CEDH : pas de violation puisque PR n’a pas démontré l’existence d’un minimum de vie commune avec son enfant => arg. sur présomption de VF ne peut être suivie – rejet.

“Or, en l’espèce, il n’est contesté par aucune des parties que la partie requérante ne cohabite pas avec son enfant mineur. Il appartenait dès lors à celle-ci de prouver l’existence d’un minimum de vie commune avec cet enfant qui doit se traduire dans les faits, ce qu’elle est restée en défaut de démontrer par la production de documents probants dans le cadre de sa demande de séjour. Ainsi, il convient de rappeler que c’est au demandeur d’établir qu’il remplit les conditions légales du droit de séjour qu’il invoque, *quod non* en l’espèce.

3.4.2 En effet, si la partie requérante argue à ce sujet qu’elle « a fourni des documents attestant de transfert d’argent au bénéficiaire de son enfant, de preuve d’achat de vêtements en faveur de l’enfant ainsi que des photographies de ses rencontres avec son enfant, documents dont la partie défenderesse estime qu’ils ne sont pas des preuves suffisantes que [la partie requérante] entretient des liens effectifs avec son enfant », il ressort de la décision attaquée que la partie défenderesse a pris en compte ces éléments et a valablement expliqué pourquoi ils ne permettent pas d’établir « l’existence d’une cellule familiale effective avec son enfant », en relevant que « [s]i les trois photos de lui avec son enfant témoignent de rencontres ponctuelles, elles ne prouvent pas une cohabitation réelle et durable avec ce dernier. Par ailleurs [sic], un versement de 200 euros (du 06.11.2023) ne démontre également pas une cellule [sic] familiale avec son enfant. Quant au ticket du magasin Kiabi du 22.05.2023, il ne peut démontrer qu’un achat ». Cette motivation n’est pas contestée par la partie requérante.

S’agissant du grief de la partie requérante selon lequel « le dossier administratif ne révèle nullement que la partie défenderesse disposait d’informations recueillies dans le cadre d’une enquête similaire, indiquant l’absence de lien effectif entre [la partie requérante] et son enfant » et « [i]l revenait à la partie défenderesse de procéder à une investigation un peu sérieuse de la condition de minimum de vie commune », il ne peut être suivi. En effet, en se contentant de soutenir à cet égard que « la partie requérante aurait notamment pu faire valoir qu’elle a toujours manifesté de l’amour et de l’intérêt pour son enfant ainsi que sa volonté d’entretenir des liens affectifs avec lui, qu’en tant que père, il prend une part active à l’éducation de l’enfant, lui rend visite à intervalles réguliers et multiplie les efforts et initiatives afin d’être présent et de rester impliqué en tant que papa », le Conseil constate que la partie requérante s’abstient d’expliquer concrètement quels éléments elle aurait pu faire valoir si une telle enquête d’installation commune avait eu lieu ou, à défaut, sur quelles informations relevantes – autres que celles susmentionnées – la partie défenderesse aurait dû se fonder pour prendre la décision attaquée.

Quant à l’argumentaire selon lequel « la partie défenderesse ne conteste pas le lien de filiation existant entre [la partie requérante] », il est inopérant. En effet, si la partie défenderesse n’a pas remis en question ce lien de filiation, elle a néanmoins estimé que la partie requérante n’établissait pas l’existence d’une cellule familiale effective avec son enfant mineur.

Enfin, si la partie requérante prétend que « la partie défenderesse ne conteste pas [...] le fait [que la partie requérante] a veillé et veille toujours à assurer la satisfaction des besoins de son enfant dans la mesure de ses faibles capacités », le Conseil n’aperçoit pas, à la lecture de la décision attaquée, où la partie défenderesse se serait exprimée de la sorte.

3.4.3 La partie défenderesse a donc pu, à bon droit et au vu des éléments dont elle avait connaissance au moment de la prise de la décision attaquée, estimer que la partie requérante n’entretenait pas, avec son enfant mineur, le minimum de vie commune requis en vue de bénéficier du séjour sur la base de l’article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980.

3.5 Quant à la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil d'État a jugé que « [p]rocédant à une mise en balance des intérêts en présence dans le cadre d'une demande de regroupement familial, le législateur a considéré que le bénéfice d'une autorisation de séjour, pour certains membres de la famille d'un Belge, ne pouvait être accordé que si certaines exigences étaient satisfaites [...]. [...] Si l'article 8 de la [CEDH] prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980, il ne fait pas obstacle à l'application de normes, tel l'article 40ter, qui lui sont conformes et assurent, moyennant le respect de certaines conditions, la mise en œuvre du droit au respect de la vie privée et familiale de l'étranger en Belgique. Dès lors, l'arrêt attaqué viole l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 et méconnaît la portée de l'article 8 de la [CEDH] en considérant que cette dernière disposition impose à l'autorité administrative de procéder à une mise en balance des intérêts en présence, à laquelle le législateur a déjà procédé, quitte à dispenser l'étranger de remplir les conditions légales prévues pour bénéficier du regroupement familial » (C.E., 26 juin 2015, n° 231.772).

Au vu de cette interprétation, à laquelle le Conseil se rallie, force est de constater que, dès lors que la partie défenderesse a valablement pu considérer que la partie requérante ne remplissait pas la condition rappelée au point 3.4.1, à savoir démontrer l'existence d'un minimum de vie commune avec son enfant, la violation de l'article 8 de la CEDH n'est pas établie.

Il résulte de ce qui précède que l'argumentation de la partie requérante, selon laquelle elle « pouvait également raisonnablement considérer que l'effectivité du lien familial entre [elle] et son enfant serait examiné à la lumière de la jurisprudence de la Cour EDH, relative à l'article 8 de la CEDH, selon laquelle le lien familial entre des parents et des enfants mineurs doit être présumé », ne peut être suivie. »

CCE arrêt 307071 du 23/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

Prorogation délai transfert Dublin

composition du siège

1 juge

Prorogation Dublin – AA : contrôle domicile – la PR n'a pu être trouvée à la dernière adresse connue – PR : la PD « continue d'infliger un traitement inhumain et dégradant au requérant, qui est laissé à la rue depuis plusieurs mois, n'ayant plus droit à l'accueil de la part de FEDASIL » - doit pouvoir vivre dans la dignité et avoir droit à un accueil – CCE : art. 580 Code Judiciaire réserve au Tribunal du travail la compétence de trancher les litiges relatifs à l'application de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile – CCE pas compétent pour statuer sur un grief qui porte sur l'octroi de l'accueil et de l'aide matérielle - Rejet.

« 3.3. En ce que la partie requérante allègue que la partie défenderesse « continue d'infliger un traitement inhumain et dégradant au requérant, qui est laissé à la rue depuis plusieurs mois, n'ayant plus droit à l'accueil de la part de FEDASIL » et que le requérant « doit pouvoir vivre dans la dignité, avoir droit à un accueil, en attendant l'issue du recours qu'il a introduit au CCE contre l'annexe 26quater », le Conseil observe que l'article 580 du Code judiciaire réserve au Tribunal du travail la compétence de trancher les litiges relatifs à l'application de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Le Conseil n'est par conséquent pas compétent pour statuer sur un grief qui porte sur l'octroi de l'accueil et de l'aide matérielle ».

CCE arrêt 307082 du 23/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Hoewel de herkomst van verzoeker uit de Iraakse provincie Ninewa niet wordt betwist, noch zijn Iraakse nationaliteit, kan **geen geloof** worden gehecht aan verzoekers voorgehouden eerdere **verblijfplaatsen** en **levensomstandigheden**, noch aan de huidige verblijfplaats van zijn familie.

De Raad herinnert eraan dat de **medewerkingsplicht** in hoofde van verzoeker inhoudt dat hij, conform artikel 48/6, § 1, eerste lid van de Vreemdelingenwet, alle nodige elementen ter staving van zijn verzoek zo spoedig mogelijk aanbrengt en dat hij zijn volledige medewerking verleent aan de bevoegde autoriteiten om de elementen ter staving van zijn verzoek zoals vermeld in artikel 48/6, § 1, tweede lid van de Vreemdelingenwet vast te stellen.

Het komt verzoeker dus vooreerst toe alle nodige elementen te verschaffen die nodig zijn voor een correcte beoordeling van de feiten en omstandigheden waarop hij zich beroept om over te kunnen gaan tot de beoordeling van zijn verzoek om internationale bescherming. Deze elementen omvatten onder meer de verklaringen van de verzoeker en alle documentatie of stukken in zijn bezit met betrekking tot zijn identiteit, nationaliteit(en), leeftijd, achtergrond, ook die van de relevante familieleden, land(en) en plaats(en) van eerder verblijf, eerdere verzoeken, reisroutes, reisdocumentatie en de redenen waarom hij een verzoek om internationale bescherming indient.

De bewijslast rust dus in beginsel bij verzoeker zelf, van wie wordt verwacht dat hij correcte verklaringen aflegt en waar mogelijk documenten voorlegt. De commissaris-generaal moet niet bewijzen dat de feiten onwaar zouden zijn en het is evenmin zijn taak om zelf de lacunes in de bewijsvoering van verzoeker op te vullen.

In dit verband wordt beklemtoond dat het bepalen van de werkelijke streek van herkomst en verblijf van belang is wanneer deze regio de plaats is waar een verzoeker om internationale bescherming de bron van zijn vrees situeert. Het is dan immers de werkelijke regio van herkomst en verblijf in functie waarvan de vrees voor vervolging zal worden onderzocht. Het is daarom essentieel dat verzoeker zijn herkomst uit de regio, waar hij stelt bij terugkeer te worden blootgesteld aan vervolging dan wel een risico op ernstige schade, aannemelijk maakt.

Van verzoeker mag dus worden verwacht dat hij duidelijkheid schept over de verschillende verblijfplaatsen, zowel de eerdere als laatste verblijfplaatsen, zijn levensomstandigheden en deze van zijn familie zodat er een duidelijk zicht is op zijn reële herkomst en reële verblijfssituatie.

Deze redelijke verwachting klemt des te meer daar de commissaris-generaal in zijn beslissing op pertinente wijze opmerkt dat het een **feit van algemene bekendheid is dat vele Irakezen binnen Irak zijn verhuisd** en doorheen hun levensloop op duurzame wijze in meerdere regio's van Irak hebben verbleven. Hierbij merkt de Raad op dat de geboorteplaats en eerdere verblijfplaatsen in Irak, enerzijds niet steeds noodzakelijk de werkelijke regio van herkomst of de meest recente plaats van eerder verblijf of de meest recente regio van herkomst vormen, maar anderzijds wel indicatief kunnen zijn bij het bepalen van de regio ten aanzien waarvan het risico dient te worden beoordeeld.

De juridische en materiële situatie van een verzoeker om internationale bescherming kan dit echter moeilijk maken. In het geval van moeilijkheden om een sluitend bewijs voor te leggen, zal een verzoeker, wiens Iraakse nationaliteit niet wordt betwist, zijn werkelijke regio van herkomst moeten aantonen louter op basis van zijn verklaringen, eventueel onderbouwd door andere stukken die aanwijzingen van zijn herkomst vormen.

Het komt de commissaris-generaal en bijgevolg ook de Raad toe te beoordelen of uit deze verklaringen redelijkerwijs kan worden afgeleid dat de verzoeker om internationale bescherming de nationaliteit en zijn werkelijke regio van herkomst voldoende aantoont. Indien de commissaris-generaal of de Raad van oordeel zijn dat dit niet het geval is en dat het onderzoek van het verzoek ten aanzien van een ander land dan wel een andere regio moet gebeuren, komt het hen toe dit land of deze regio te bepalen door de overwegingen in rechte en/of in feite die hen tot een dergelijke conclusie leiden adequaat uiteen te zetten. Indien de commissaris-generaal of de Raad van oordeel zijn dat dit land of deze regio niet kan worden bepaald, omwille van de houding van de verzoeker om internationale bescherming of om elke andere reden, en ze dus onmogelijk kunnen overgaan tot een onderzoek van de gegrondheid van het verzoek om internationale bescherming, is het eveneens hun plicht om de redenen die hen tot een dergelijke conclusie leiden adequaat uiteen te zetten.

Bij de beoordeling van deze redenen houdt de Raad bij de uitoefening van zijn bevoegdheid in volle rechtsmacht rekening met het aangehouden profiel van de verzoeker. (...)

Indien de verzoeker verklaringen aflegt waaruit moet worden geconcludeerd dat hij niet aannemelijk maakt afkomstig te zijn uit de regio die hij voorhoudt te zijn ontvlucht en waar hij de bron van zijn vrees situeert, maakt hij door zijn eigen toedoen elk onderzoek en een correcte beoordeling van zijn eventuele nood aan internationale bescherming onmogelijk.

Zoals terecht wordt geoordeeld in de bestreden beslissing, komt verzoeker geenszins tegemoet aan de op hem rustende plicht tot medewerking.

Wat betreft de beoordeling van de nood aan internationale bescherming op grond van artikel 48/4, § 2, c) van de Vreemdelingenwet overweegt de Raad in eerste instantie dat verzoeker niet kan volstaan met een loutere verwijzing naar zijn Iraakse nationaliteit of zijn regio van herkomst. De Raad benadrukt dat het niet toekomt aan de commissaris-generaal of hemzelf om te speculeren en meent dat enkel kan worden afgeleid dat verzoeker zelf meent dat er in Irak geen zwaarwegende gronden voorhanden zijn die erop wijzen dat hij bij een terugkeer naar zijn regio van bestemming een reëel risico zou lopen op ernstige schade in de zin van artikel 48/4, § 2, c) van de Vreemdelingenwet.

Daarnaast overweegt de Raad dat verzoekers **oorspronkelijke herkomst** uit de **provincie Ninewa** wel kan worden aangenomen en beoordeelt hij de veiligheidssituatie aldaar. De Raad considereert nog dat verzoeker, door ongestaafd te beweren dat hij aan diabetes lijdt, **geen persoonlijke omstandigheden** (HvJ Elgafaji) aanhaalt die maken dat hij een verhoogd risico op een ernstige bedreiging van zijn leven of persoon ten gevolge van het aanwezige willekeurige geweld zou leiden.

CCE arrêt 306988 du 23/05/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9ter irrecevable

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Rejet

9ter irrecevable – article 9ter, §3, 3° de la loi – CMT ne reprend pas l'identité de la PR – PR arguait que le reste des documents de la demande permettaient de confirmer que le CMT concernait bien la PR – CCE : 1) rien ne contraint la PD à lister les documents de la demande dès lors que la demande est irrecevable en application de 9ter, §3, 3° - 2) il ne peut être exigé de la PD qu'elle parcoure tous les documents de la demande pour vérifier que le CMT concerne bien le demandeur– rejet.

“3.1.2 En l'espèce, la demande d'autorisation de séjour de la partie requérante a été déclarée irrecevable dans le cadre de la première phase susmentionnée, au motif que « [l]a personne intéressée fournit un certificat médical daté du 05/07/2023. Toutefois, ce document ne comporte pas les données d'identité du patient. Il nous est dès lors impossible d'établir que ce certificat est relatif à la situation médicale [de la partie requérante] ».

Le Conseil constate que ce motif se vérifie au dossier administratif et n'est pas utilement contesté par la partie requérante.

En effet, s'il ressort du dossier administratif que la partie requérante a annexé à sa demande d'autorisation de séjour un certificat médical type daté du 5 juillet 2023, elle ne conteste pas le fait que les champs suivants, permettant de l'identifier, n'ont pas été remplis :

« NOM ET PRÉNOM du patient :

DATE DE NAISSANCE :

NATIONALITE :

SEXE : ».

Or, les travaux préparatoires de la loi du 29 décembre 2010 indiquent, notamment quant à l'exigence de produire un certificat médical type à l'appui d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur cette base, que « [l]'insertion d'exigences plus précises quant à la pertinence des informations apportées par le certificat médical permet de clarifier la procédure. Ainsi un certificat médical type sera prévu par un arrêté royal, délibéré en Conseil des ministres. Le certificat médical devra en tout état de cause mentionner à la fois la maladie, son degré de gravité et le traitement estimé nécessaire, vu que l'appréciation de ces trois données s'impose si l'on entend respecter la finalité de la procédure. Par ailleurs, il sera également exigé expressément que l'intéressé apporte toutes les informations nécessaires. La demande sera déclarée irrecevable [...] lorsque le certificat médical ne satisfait pas aux conditions requises » (*op. cit.*, p.147).

L'article 7 de l'arrêté royal du 17 mai 2007 fixant des modalités d'exécution de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 (ci-après : l'arrêté royal du 17 mai 2007), porte que : « Le certificat médical que l'étranger est tenu de transmettre avec sa demande d'autorisation de séjour conformément à l'article 9ter, §1^{er}, alinéa 4 et §3, 3°, est établi conformément au modèle annexé à cet arrêté ». Ledit modèle comporte une première rubrique reprenant les informations d'identité du patient suivantes : « Nom et prénom du patient / Date de naissance / Nationalité / Sexe ».

La partie requérante se borne à soutenir à cet égard que « le certificat médical du 05/07/2023 comporte effectivement le nom, la signature et le cachet du Docteur [R.G.] ainsi que son numéro INAMI » et que « si elle avait eu le souci d'examiner sérieusement la demande qui lui a été soumise [...], la partie adverse qui, dans le dossier, **avait toutes les coordonnées des médecins** de la [partie requérante], **aurait pu les approcher** pour savoir à quel patient se rapportait réellement et précisément le certificat médical du 05/07/2023 ». Or, le le Conseil rappelle que ces arguments vont à l'encontre de l'enseignement de la jurisprudence administrative constante, dont il ressort que c'est au requérant, qui a introduit une demande de carte de séjour, d'apporter la preuve qu'il satisfait aux conditions légales dont il allègue l'existence, à savoir, en l'occurrence, les conditions prescrites par l'article 9ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tandis que l'administration n'est, quant à elle, pas tenue d'engager avec l'intéressé un débat sur la preuve des circonstances dont celui-ci se prévaut, dès lors que les obligations qui lui incombent en la matière doivent s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie (voir, notamment, C.E., 7 août 2002, n°109.684 ; C.C.E., 26 avril 2012, n° 80

207 et CCE, 27 mai 2009, n° 27 888). Le Conseil souligne que la partie défenderesse n'est pas tenue d'effectuer des recherches complémentaires ni même de demander au requérant de compléter sa demande *a posteriori*. Il résulte de ce qui précède qu'il n'appartenait donc pas à la partie défenderesse de prendre d'emblée l'initiative de contacter le médecin repris sur le certificat médical type du 5 juillet 2023 ou tout autre médecin pour pallier une lacune dudit certificat médical type, laquelle est imputable à la partie requérante.

Enfin, si la partie requérante reproche à la partie défenderesse de **ne pas avoir « procédé à la lecture et à l'analyse de tous les documents joints à la demande de séjour »** alors que « [t]ous ces documents ne peuvent laisser planer l'ombre d'aucun doute sur l'identité de la [partie requérante] et sur sa situation médicale », le Conseil relève, d'une part, que rien ne contraint la partie défenderesse à lister les documents déposés par la partie requérante à l'appui de sa demande dès lors que la condition de recevabilité de cette demande n'était pas remplie, en application de l'article 9ter, § 3, 3°, de la loi du 15 décembre 1980. D'autre part, la volonté du législateur de clarifier la procédure serait mise à mal s'il était demandé à la partie défenderesse de se livrer à un examen approfondi de tout certificat médical produit et des pièces qui lui sont jointes, afin de vérifier si le contenu du certificat médical type remis est conforme aux pathologies invoquées dans d'autres documents pour s'assurer que la personne concernée par le certificat médical type déposé avec la demande est bien la personne visée dans ces autres documents.

Il résulte de ce qui précède que la partie requérante reste en défaut de démontrer que la partie défenderesse a manqué à son devoir de soin.

3.1.3 S'agissant de l'indication de la première décision attaquée selon laquelle « **le certificat médical type n'est pas produit avec la demande** », le Conseil constate que si, en se référant à l'article 9ter, § 3, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse a erronément mentionné la première partie de cette phrase alors que la partie requérante se trouvait dans la seconde – laquelle vise le cas suivant : « le certificat médical type ne répond pas aux conditions prévues au § 1^{er}, alinéa 4 » –, il n'en demeure pas moins que la partie défenderesse a également précisé que « *[l]a personne intéressée fournit un certificat médical daté du 05/07/2023. Toutefois, ce document ne comporte pas les données d'identité du patient. Il nous est dès lors impossible d'établir que ce certificat est relatif à la situation médicale [de la partie requérante]* », motivation qui permet amplement à la partie requérante de comprendre quelle situation est effectivement visée par la partie défenderesse. L'argumentation de la partie requérante à cet égard ne peut dès lors être suivie. »

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 – RF conjoint de Belge – moyens de subsistance – PR perçoit des allocations pour personnes handicapées composés d’allocations de remplacement et d’une allocation d’intégration – AA : l’OE accepte de prendre en considération les allocations de remplacement mais exclut l’allocation d’intégration – rappel JP CCE et CE sur ces allocations aux personnes handicapées qui ne proviennent ni de l’aide sociale ni du revenu d’intégration sociale – OE devait tenir compte de cette allocation d’intégration comme composantes des « allocations aux personnes handicapées » de la PR - annulation.

« En l’occurrence, force est de constater que la partie défenderesse estime que les allocations d’intégration, perçues par la regroupante en tant que composantes des « allocations aux personnes handicapées » qu’elle perçoit, ne doivent pas être prises en compte, au regard de la liste exhaustive figurant dans l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

À l’instar de la partie requérante, le Conseil constate que la partie défenderesse, qui se contente d’un renvoi à la teneur de l’article 40ter, § 2 alinéa 2, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, ne justifie nullement, en termes de décision attaquée, la raison pour laquelle elle exclut l’allocation d’intégration perçue par la regroupante des revenus qui peuvent être pris en considération dans le cadre de son analyse. Il en va de même s’agissant de la distinction qu’elle opère entre l’allocation de remplacement de revenus et l’allocation d’intégration.

Il découle de sa note d’observations que la partie défenderesse justifie cette exclusion, d’une part, car l’allocation de remplacement de revenus et l’allocation d’intégration perçues par la regroupante sont, toutes deux, des « aides sociales » et, d’autre part, car l’allocation d’intégration perçue par la regroupante constitue un moyen « provenant du revenu d’intégration sociale », deux systèmes exclus par l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

À ce sujet, le Conseil relève que le terme « aide sociale » est issu de l’article 1er de la loi du 8 juillet 1976. Selon l’alinéa 2 de cette disposition, « Il est créé des centres publics d’action sociale [ci-après : CPAS] qui, dans les conditions déterminées par la présente loi, ont pour mission d’assurer cette aide ». Aux termes de l’article 60, § 3, de la loi du 8 juillet 1976, le CPAS « accorde l’aide matérielle sous la forme la plus appropriée ». L’aide matérielle que le CPAS fournit en plus du revenu d’intégration sociale peut être divisée en trois catégories: le soutien financier périodique, les droits provisoires en attente d’une allocation sociale ou d’autres revenus et le soutien financier unique. Dans la plupart des cas, l’aide financière consiste en un « soutien financier périodique ». Ce soutien est notamment accordé, à la place du revenu d’intégration sociale, aux personnes qui, en raison de leur âge, leur nationalité ou leur lieu de séjour, n’ont pas droit au revenu d’intégration sociale. Ce soutien peut également être attribué en complément du revenu d’intégration sociale, dans le cas où celui-ci est trop bas pour pouvoir mener une vie conforme à la dignité humaine. L’aide sociale (financière) doit être demandée au CPAS territorialement compétent (J. VAN LANGENDONCK, Y. STEVENS et A. VAN REGENMORTEL, *Handboek socialezekerheidsrecht*, 9^{ème} éd, Intersentia, 2015, p. 751, 754 et 755, n° 2344-2345, 2052-2055). Le CPAS peut lier l’octroi de l’aide financière aux conditions énoncées aux articles 3, 5° et 6°, 4, 11 et 13, § 2, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l’intégration sociale, ce qui implique qu’il peut être exigé du demandeur d’aide sociale financière qu’il démontre sa disposition à travailler, ou qu’il fasse valoir ses droits aux prestations sociales ou aux rentes alimentaires auxquelles sont tenues son conjoint, ses parents ou ses enfants (J. VAN LANGENDONCK et al., op. cit., p. 750, n°2041). Selon l’article 2 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l’intégration sociale, « Ce droit peut, dans les conditions fixées par la présente loi, prendre la forme d’un emploi et/ou d’un revenu d’intégration, assortis ou non d’un projet individualisé d’intégration sociale. Les [CPAS] ont pour mission d’assurer ce droit ».

Or, le Conseil souligne que les allocations aux personnes handicapées, à savoir l’allocation de remplacement de revenus et l’allocation d’intégration, ne sont pas régies par la loi du 8 juillet 1976 ni par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l’intégration sociale, mais par la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées.

Partant, au vu de ce qui précède, il appert que les systèmes de « l’aide sociale financière » et du « revenu d’intégration sociale », explicitement exclus par l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, et le système des allocations aux personnes handicapées disposent chacun de leur cadre normatif propre, dans lequel des autorités distinctes sont compétentes pour le traitement de la demande et l’octroi de prestations, moyennant le respect de conditions différentes. Il ne peut donc être considéré que ces allocations, à savoir l’allocation de remplacement de revenus et l’allocation d’intégration, sont exclues par l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil observe par ailleurs que dans un arrêt du 1er octobre 2019 – à l’enseignement auquel il se rallie – le Conseil d’État, à propos d’un cas d’application de l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, a considéré ce qui suit : « il ne se déduit pas clairement des termes de l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 que le législateur ait entendu exclure ou, au contraire, inclure les allocations pour handicapés dans le calcul des moyens de subsistance dont doit disposer le regroupant belge. En revanche, il ressort manifestement des travaux préparatoires relatifs à la [loi du 8 juillet 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial] [dont l’article 9 avait remplacé l’article 40ter de la loi 15 décembre 1980] que la volonté du législateur était de “soumettre les Belges souhaitant le regroupement familial aux mêmes conditions que les étrangers non-européens”. Les amendements n° 162 et n° 169, qui sont devenus les articles 10 et 40ter de la loi du 15 décembre 1980, ont été déposés en même temps et ont fait l’objet d’une justification unique. Il résulte explicitement de cette justification que les allocations pour handicapés ne font pas partie des moyens de subsistance dont il n’est pas tenu compte. Cette intention du législateur a été confirmée par l’État belge, dans l’affaire dont question dans l’arrêt n° 121/2013 du 26 septembre 2013 de la Cour constitutionnelle. Il a en effet indiqué, concernant la portée de l’article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980 relatif au regroupement familial pour les membres de la famille d’un ressortissant d’un État tiers, que “[l]es allocations des handicapés et les pensions des personnes âgées sont prises en considération pour le calcul des revenus du regroupant” (point A.9.9.2.a), sous c), p.17). Rien n’indique qu’en adoptant la loi du 4 mai 2016 précitée, le législateur n’aurait pas entendu maintenir, “dans un souci d’humanité” (Doc.parl., Chambre, sess. ord., 2010-2011, n° 53-443/18. 9. 9), les allocations pour handicapés parmi les moyens de subsistance qui peuvent être pris en considération. [...] Par conséquent, le premier juge a correctement interprété l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 précitée, en considérant que les allocations aux personnes handicapées ne sont pas exclues des revenus pouvant être pris en considération pour le calcul des moyens de subsistance dont dispose le regroupant belge » (C.E., 1er octobre 2019, n° 245.601).

En conséquence, il appartenait à la partie défenderesse de prendre en considération, outre les allocations de remplacement de revenus perçues par l’épouse de la partie requérante, les allocations d’intégration perçues également par cette dernière comme composantes de ses « allocations aux personnes handicapées », dans l’évaluation du caractère stable, régulier et suffisant des moyens de subsistance du regroupant, au sens de l’article 40ter, § 2, alinéa 2, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 ».

CCE arrêt 306944 du 22/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Congo (RDC)

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9ter non fondé

nationalité

Angola

dictum arrêt

Annulation

9ter non fondé – Disponibilité – 1) Acide folique : médecin-conseil ne prend pas en considération un rapport OMS de 2020 soulignant l'indisponibilité du médicament + utilise une requête MedCoi par conséquent trop ancienne de 2019 – Conseil estime que disponibilité acide folique pas établie - 2) Transfusions sanguines : PR reproche au médecin-conseil d'avoir estimé que les transfusions sanguines sont disponibles au PO alors que la requête Med-COI ne mentionne qu'un hôpital à Luanda, soit à plus de 780 km de sa région d'origine – Conseil constate que l'avis médical ne mentionne qu'un seul résultat dans un centre hospitalier public – Or, Conseil estime que le centre hospitalier se trouve ainsi « considérablement éloigné» de la région d'origine des requérants – L'avis médical ne permet donc pas de conclure que les transfusions sanguines sont disponibles – A titre surabondant, le Conseil observe que deux autres traitements ne sont également disponibles que à Luanda – Violation obligation motivation – Annulation.

« 4.3.1. En outre, s'agissant de la disponibilité de « transfusions sanguines » au pays d'origine, le Conseil observe que la partie requérante reproche au médecin-conseil de la partie défenderesse d'avoir estimé que les « transfusions sanguines », nécessaires au traitement de [B.M.-M.], étaient disponibles au pays d'origine, alors que dans son avis, ledit médecin-conseil se base sur une requête Med-COI mentionnant « un hôpital à Luanda, soit à plus de 780 kilomètres de la région d'origine des requérants ».

A cet égard, le Conseil constate, à la lecture de l'avis du médecin-conseil de la partie défenderesse du 15 juin 2023 concernant [B.M.-M.], que ledit avis ne mentionne qu'un seul résultat fourni par la base de données Med-COI concernant le traitement de « transfusions sanguines », dans un centre hospitalier public se situant à Luanda (le Conseil souligne).

Or, le Conseil relève que ledit centre hospitalier se trouve ainsi considérablement éloigné de l'endroit d'où sont originaires la requérante et ses enfants. Le Conseil observe en effet, à la lecture du dossier administratif, que la requérante avait déclaré vivre dans la province de Cabinda, plus exactement à Bukuzao. Partant, le Conseil estime que l'avis du médecin-conseil de la partie défenderesse ne permet pas de conclure que des « transfusions sanguines », nécessaires au traitement de la fille mineure de la requérante, sont disponibles au pays d'origine.

4.3.2. Surabondamment, le Conseil observe qu'un constat identique s'impose, s'agissant de la disponibilité de « consultations en hématologie » et en « pédiatrie », nécessaires aux deux enfants mineurs de la requérante, les avis du médecin-conseil de la partie défenderesse ne mentionnant pour ces traitements que des résultats dans des établissements de soins publics situés à Luanda ».

CCE arrêt 306946 du 22/05/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9ter non fondé

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

9ter non fondé – Accessibilité – AMO Maroc – Fonctionnaire médecin estime que les bénéficiaires du RAMED pourront également bénéficier des prestations de l'AMO (= cotisation prise en charge par l'Etat) – Conseil constate, comme la PR, que même si le requérant peut bénéficier de l'AMO à titre gracieux, il n'est pas assuré que ses médicaments soient pris en charge par la sécurité sociale – Fonctionnaire médecin relève que l'AMO « permet de couvrir 70% des frais des médicaments admis au remboursement » - Conseil constate que la PR reste dans l'impossibilité de savoir si les trois médicaments prescrits sont admis au remboursement par l'AMO – Violation motivation formelle - Annulation.

« 3.2.1. S'agissant de l'accessibilité du traitement au pays d'origine, le Conseil observe que la partie défenderesse fait état d'une unification des systèmes de sécurité sociale au Maroc, à la date du 1er décembre 2022, les bénéficiaires du RAMED pouvant dès lors souscrire à l'AMO, leurs cotisations étant prises en charge par l'Etat.

Le Conseil constate que la partie défenderesse se fonde sur deux sources journalistiques « laviereco.com » et « medias24.com » pour conclure que les bénéficiaires du RAMED pourront également bénéficier des prestations de l'AMO.

Sans se prononcer sur la crédibilité desdites sources quant à la mise en place effective, au 1er décembre 2022, du système unifié de sécurité sociale, le Conseil observe qu'un tel constat ne permet pas de conclure à l'accessibilité du traitement du requérant au pays d'origine.

En effet, le Conseil observe, à la suite de la partie requérante, que même à supposer que le requérant puisse bénéficier de l'AMO à titre gracieux, il n'est pas assuré que ses médicaments soient pris en charge par le système de sécurité social marocain.

Dans son avis du 31 mai 2023, le médecin-conseil de la partie requérante souligne que l'AMO « permet de couvrir 70% des frais [...] [des] médicaments admis au remboursement. [...] les prestations de soins concernant les maladies graves ou invalidantes dispensés dans des services publics de santé sont prises en charge à 9° % du tarif de référence. Soulignons que les différentes formes de diabète figurent sur cette liste ».

Or, le Conseil relève que si les soins pour les personnes diabétiques dispensés dans des services publics de santé sont pris en charge par l'AMO, aucune précision n'est donnée quant aux « médicaments admis au remboursement », de sorte que la partie requérante reste dans l'impossibilité de savoir si « les trois médicaments prescrits au requérant sont [...] admis au remboursement par l'AMO ».

Partant, le Conseil constate que l'avis du médecin-conseil de la partie défenderesse n'est pas suffisamment motivé à cet égard ».

CCE arrêt 306875 du 21/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil observe qu'il n'est pas contesté que la demande de protection internationale du requérant a été introduite à la frontière, avant qu'il n'ait accès au territoire belge.

Il n'est pas non plus remis en cause que la partie défenderesse a statué sur cette demande, après l'écoulement du délai de quatre semaines prévu par l'article 57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980, lequel transpose l'article 43.2 de la directive 2013/32/UE, qui régleme la « procédure frontière ».

Sur cette question, dans sa note d'observations, la partie défenderesse se réfère aux sept arrêts rendus récemment en chambres réunies, relatifs à la procédure frontière (CCE, arrêts n° 330 346, 300 347, 300 348, 300 349, 300 350, 300 351 et 300 352 du 22 janvier 2024), dans lesquels le Conseil a posé plusieurs questions préjudicielles à la Cour de justice concernant le droit de l'Union et l'application de la procédure frontière en Belgique. Elle souligne que, puisque « votre Conseil, en chambres réunies, a jugé ne pas être en mesure de trancher les litiges qui lui étaient soumis sans qu'il soit répondu à ces questions préjudicielles, il y a lieu de suspendre le traitement du présent recours qui porte sur la même question litigieuse, à savoir le champ d'application de la procédure frontière ». Elle rappelle que la compétence d'annulation du Conseil se limite à la nécessité de mesures d'instruction complémentaires ou à la constatation d'une irrégularité substantielle affectant la décision de la Commissaire générale. Elle expose les raisons pour lesquelles elle considère que tel n'est pas le cas en l'espèce. Elle soutient en outre que « [...] dans l'attente des réponses de la Cour de justice sur les questions préjudicielles qui lui sont posées, une annulation de la décision ici attaquée ne saurait se justifier au regard de la position précédemment dégagée par les arrêts n° 294093 et 294112 du Conseil prononcés respectivement les 12 septembre et 13 septembre 2023 par une Chambre à trois juges » ; estimant que « Par la tenue ultérieure d'une audience en chambres réunies et par la nature des questions préjudicielles posées ultérieurement à la Cour de justice par le Conseil lui-même, cette position est devenue obsolète ».

Le Conseil ne partage pas cette analyse.

Il estime ne pas devoir faire droit à la demande de la partie défenderesse de surseoir à statuer dans l'attente des réponses que la Cour de Justice apportera à ces questions. En effet, le délai d'attente des réponses que la Cour de Justice apportera aux questions préjudicielles posées par le Conseil s'avère très incertain et sera vraisemblablement assez long. Ce délai risque de ne pas être raisonnable pour assurer en l'espèce le droit au recours effectif de la requérante, dans le respect des prescrits légaux.

Selon l'article 46.4 de la directive procédure, « les États membres prévoient des délais raisonnables et énoncent les autres règles nécessaires pour que le demandeur puisse exercer son droit à un recours effectif en application du paragraphe 1. Les délais prévus ne rendent pas cet exercice impossible ou excessivement difficile ».

Selon l'article 43.2 de la même directive, « les États membres veillent à ce que toute décision dans le cadre des procédures prévues au paragraphe 1 [à savoir les procédures frontière] soit prise dans un délai raisonnable. Si aucune décision n'a été prise dans un délai de quatre semaines, le demandeur se voit accorder le droit d'entrer sur le territoire de l'État membre afin que sa demande soit traitée conformément aux autres dispositions de la présente directive. »

Dès lors, à la lumière de ce qui vient d'être exposé, le Conseil considère que, dans l'attente des éclaircissements demandés à la Cour de justice, et afin d'assurer à la requérante le droit à un recours effectif dans le cadre particulier de la procédure frontière, il ne peut pas, en l'espèce, surseoir à statuer.

Par conséquent, le Conseil estime qu'il y a lieu de maintenir, en application des principes de prudence et de sécurité juridique, la conclusion qu'il a précédemment retenue dans ses arrêts n° 294 093 et 294 112, prononcés respectivement les 12 et 13 septembre 2023 par une chambre à trois juges.

Ainsi, dans l'attente des éclaircissements demandés à la Cour de justice, le Conseil considère qu'aussi longtemps que le demandeur est détenu dans un lieu, clairement assimilé à un lieu situé à la frontière, sa situation reste régie par l'article

57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980 qui limite, aussi bien temporellement que matériellement, la compétence du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

En l'espèce, dès lors que la décision attaquée a été prise le 23 avril 2024, soit en-dehors du délai de quatre semaines après l'introduction, le 11 mars 2024, de la demande de protection internationale de la requérante et alors que cette dernière était toujours maintenue dans un lieu déterminé assimilé à un lieu situé à la frontière, et qu'en outre qu'il s'agit d'une décision sur le fond, alors que la partie défenderesse ne démontre pas que la situation de la requérante relèverait de l'une des hypothèses visées à l'article 57/6/1, § 1er, alinéa 1er, a), b), c), d), e), f), g), i) ou j) de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse a commis une irrégularité substantielle que le Conseil ne saurait pas réparer.

Dès lors, la décision querellée doit être annulée."

CCE arrêt 306892 du 21/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Côte d'Ivoire

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En ce qui concerne les rapports médicaux déposés par la requérante, le Conseil constate que la partie défenderesse en fait une analyse partielle dès lors qu'elle estime que ces documents ne concernent que ses problèmes de hanche, qui ne sont pas ailleurs pas mis en cause. Au contraire, le Conseil constate qu'il ressort également d'un des documents que la requérante présente plusieurs cicatrices à différents endroits, à savoir la clavicule gauche, sous le mamelon gauche, la région « paralombaire » gauche ainsi que sur les jambes (...). Il ressort de ce rapport que deux de ces cicatrices sont spécifiques, l'une causée par une lame de rasoir et l'autre par une lame de couteau. Le Conseil constate également que la requérante dépose plusieurs photos pour attester de ces blessures, qui, visuellement, correspondent au constat posé ci-dessus (ibidem). De même, ce constat n'est pas incompatible avec ses propos dès lors qu'elle déclare « Il a pris un couteau et m'a blessé avec une lame... », avant d'être interrompue par l'officier de protection (...). En outre, la requérante dépose dans le cadre de son recours de nouveaux documents tendant encore à attester ce constat (...).

(...) Le Conseil estime que les persécutions subies par la requérante, à savoir son excision, son mariage forcé et les violences subies dans ce cadre, sont de nature à alimenter dans son chef de sérieuses craintes d'être soumise à d'autres formes renouvelées de persécutions liées à son statut de femme, en cas de retour dans son pays. Le Conseil considère donc qu'il y a lieu de s'en tenir aux stipulations de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, qui énonce que « Le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ».

Pour le surplus, au vu du profil de la requérante, le Conseil considère, d'une part, qu'il est établi à suffisance qu'elle n'aura pas accès à une protection effective des autorités guinéennes au sens de l'article 48/5, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 et, d'autre part, qu'il n'est pas raisonnable d'attendre qu'elle s'installe dans une autre région de Guinée afin d'échapper à ses persécuteurs.

Partant, le Conseil estime qu'il y a lieu de considérer que la requérante a des craintes fondées de persécution au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève. Cette crainte se rattache à l'appartenance de la requérante au groupe social des femmes ivoiriennes."

CCE arrêt 306931 du 21/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Mauritanie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Reconnaissance

"D'emblée, le Conseil constate que malgré l'absence au dossier administratif de tout document établissant l'absence de mutilation génitale féminine dans le chef de la fille de la requérante née en Belgique, la partie défenderesse ne remet pas en cause le fait que cette dernière n'est pas excisée comme l'allègue la requérante.

De même, le Conseil constate également que la partie défenderesse ne remet pas en cause le fait que la requérante est de nationalité mauritanienne, d'ethnie peule, peu instruite et qu'elle a subi une excision de type II attestée par un certificat médical déposé au dossier administratif.

S'agissant du contexte familial, le Conseil note que la requérante, interrogée à l'audience, conformément à l'article 14 alinéa 3 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil, sur la pratique des mutilations génitales féminines au sein de sa famille, déclare que toutes les femmes de sa famille y compris ses sœurs ont été également excisées.

Il n'est pas contesté que l'excision, quel qu'en soit le type, constitue une atteinte grave et irréversible à l'intégrité physique des femmes qui la subissent. De tels actes relèvent des « violences physiques ou mentales, y compris les violences sexuelles » ou encore des « actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants », au sens de l'article 48/3, § 2, alinéa 2, a et f, de la loi du 15 décembre 1980, et ils visent les femmes en tant que membres d'un groupe social au sens de l'article 48/3, § 4, d, de la même loi (voir l'arrêt du 17 avril 2014 rendu par une chambre à trois juges du Conseil portant le n° 122 669).

Le Conseil retient des informations figurant au dossier administratif et consignées dans un document rédigé par le service de documentation de la partie défenderesse qu'il ressort que le taux de prévalence de l'excision en milieu urbain peut être évalué à 51 %. Le Conseil estime à l'instar de la partie requérante, que ce taux reste élevé et il ne perçoit en outre pas les éléments sur lesquels la partie défenderesse se base pour considérer que ce taux de prévalence de 51% suffirait à prémunir la fille de la requérante d'un risque d'excision en cas de retour.

Le Conseil note par ailleurs que la partie requérante a déposé un document à l'annexe de sa requête, le rapport de l'OFPRA intitulé « Les mutilations génitales féminines (MGF) en Mauritanie » du 2 février 2017, lequel mentionnent une prévalence de 66% à l'échelle nationale ; que la plupart des fillettes sont excisées vers l'âge d'un mois.

(...) Partant, le Conseil constate à la lecture de l'ensemble de ces informations que le taux de prévalence des MGF en Mauritanie se situe encore à un niveau très élevé dans certaines catégories, ce qui implique, à tout le moins pour les jeunes filles mineures qui ne les ont pas encore subies, un risque objectif significatif d'y être soumises. Si certains facteurs peuvent certes contribuer à diminuer le niveau de risque de MGF - notamment l'âge, le niveau éducatif, l'appartenance ethnique, l'origine géographique, le statut socio-économique, ou encore l'environnement familial -, une telle situation concerne statistiquement un groupe limité de la population féminine, et relève dès lors d'une configuration exceptionnelle de circonstances.

Le Conseil estime dès lors qu'en l'état des informations statistiques actuellement disponibles, le taux de prévalence des MGF en Mauritanie traduit un risque objectif et significativement élevé de mutilation, à tout le moins pour les jeunes filles mineures de ce pays qui n'y ont pas encore été soumises. Ce risque, ainsi qualifié, suffit en lui-même à fonder, dans le chef des intéressées, une crainte de persécution en cas de retour en Mauritanie, sauf à établir qu'à raison de circonstances exceptionnelles qui leur sont propres, elles n'y seraient pas exposées ou seraient raisonnablement en mesure de s'y opposer.

Le Conseil estime qu'eu égard aux éléments non contestés du récit et au vu des pièces versées au dossier administratif, que de telles circonstances exceptionnelles sont, en l'espèce, manifestement absentes.

(...) le Conseil relève que la fille de la requérante est encore très jeune et assez vulnérable au regard des informations que la requérante a déposées lors de l'audience du 23 avril 2024, lesquelles renseignent le fait que cette dernière serait née prématurément et qu'elle est actuellement soumise à un suivi régulier d'une équipe médicale pluridisciplinaire

spécialisée afin de suivre son évolution dans une unité hospitalière de révalidation pédiatrique. Outre cette vulnérabilité manifeste de sa fille, le Conseil relève également que la requérante ne présente pas elle-même un profil socio-économique tel qu'elle serait en mesure d'assurer efficacement le respect de son intégrité physique jusqu'à sa majorité. En effet, la requérante n'a été que très peu scolarisée, provient d'une famille où les femmes de la famille sont toutes excisées, est d'appartenance ethnique peule.

De même, le Conseil constate que la requérante éprouve non seulement des craintes envers sa mère mais également à l'égard de toutes les autres femmes de sa famille qui pourraient exciser sa fille.

Partant, dans une telle perspective, le Conseil n'aperçoit pas comment la requérante pourrait assurer une protection effective à sa fille jusqu'à sa majorité en cas de retour dans son pays, compte tenu de son profil et de son environnement familial favorable à l'excision.

Dès lors, au vu de l'ensemble de ces éléments, le Conseil estime que la crainte exprimée par la requérante de voir sa fille excisée en cas de retour en Mauritanie est fondée, en dépit de la volonté exprimée à cet égard par la requérante elle-même de la protéger contre cette pratique. Il convient dès lors de conclure que la fille de la requérante n'est pas à même de s'opposer à sa propre excision et que la requérante, dans la situation qui est la sienne, n'a pas de possibilité réaliste d'y parvenir avec une perspective raisonnable de succès.

Concernant la protection des autorités mauritaniennes, le Conseil est d'avis, sur la base des éléments déjà exposés supra, que le taux de prévalence des MGF encore extrêmement élevé démontre de facto et a contrario que les efforts des autorités pour éradiquer de telles pratiques n'ont pas les effets escomptés jusqu'à présent.

Dans cette perspective, le Conseil estime que la requérante ne pourrait pas compter sur la protection des autorités mauritaniennes face à la menace d'excision de sa fille.

En conséquence, il est établi que la fille de la requérante reste éloignée de son pays d'origine par crainte de persécutions au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève, en raison de son appartenance au groupe social des jeunes filles mauritaniennes menacées d'excision."

CCE arrêt 306787 du 16/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA ETUDIANT

composition du siège

1 juge

Visa étudiant – Etablissement privé – Circulaire 1^{er} septembre 2005 – 1) PR critique que la lettre de motivation (LM) ne soit citée qu’une seule fois – Conseil relève que la PR n’indique aucune base légale, notamment dans la circulaire du 1^{er} septembre 2005 (qui prévoit la LM dans son titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, al. 2, 4^{ème} tiret), qui imposerait que la LM soit prioritaire par rapport au questionnaire Viabel – la circulaire est réglementaire et donc un moyen qui en invoque sa violation est irrecevable – 2) PR estime que l’obligation de répondre à un questionnaire et l’entretien oral Viabel qui s’ensuit ne repose sur aucune base légale – Conseil rappelle que dans le cadre de la mise en œuvre du pouvoir discrétionnaire, la circulaire ministérielle du 15 septembre 1998 modifiée par la circulaire du 1^{er} septembre 2005 indique que l’examen individualisé du dossier de l’étudiant se base sur plusieurs critères objectifs dont la continuité dans les études et l’intérêt du projet d’étude envisagé – Art. 9 et 13 de la Loi donne à la PD un pouvoir discrétionnaire – La pratique administrative de l’entretien Viabel et du questionnaire entre dans ce pouvoir discrétionnaire => art. 9 et 13 sont une base légale suffisante donc la prise en compte du questionnaire Viabel n’est pas illégale – 3) PR critique le fait que la PD puisse contrôler si l’étudiant a les compétences requises pour entreprendre les études – Conseil observe que la circulaire du 1^{er} septembre 2005 précise que l’examen individuel sous l’angle de l’art. 9 comporte un contrôle de la capacité à suivre un enseignement supérieur, de la continuité des études, de l’intérêt de son projet, de la maîtrise de la langue - Rejet.

« 3.2. S’agissant de la première branche et du reproche fait à la partie défenderesse de se référer « quasi totalement uniquement au “ questionnaire Viabel ” en ne citant qu’une seule fois (...) [...] la lettre de motivation », le Conseil relève tout d’abord que la partie requérante n’indique pas quelle base légale imposerait que la lettre de motivation soit prioritaire par rapport au questionnaire Viabel comme semble le penser la partie requérante. Ainsi, si cette dernière rappelle que la lettre de motivation est prévue au titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, al. 2, quatrième tiret de la circulaire du 1^{er} septembre 2005, la partie requérante reste par contre en défaut de préciser quelle disposition imposerait de tenir compte de la lettre de motivation de façon prépondérante par rapport au questionnaire écrit (l’absence de base légale, alléguée, de ce questionnaire ne pouvant être retenue au vu de ce qui sera exposé au point 3.3. ci-dessous). En tout état de cause, le Conseil, rappelle à l’instar de la partie défenderesse dans sa note d’observations, que la circulaire du 1^{er} septembre 2005 est dépourvue de caractère réglementaire et que dès lors, un moyen qui en invoque la violation, comme en l’espèce, est irrecevable.

[...]

3.3. S’agissant de la deuxième branche, et du grief selon lequel « l’obligation de répondre à un questionnaire et l’entretien oral qui s’ensuit, tel qu’il est pratiqué au sein de l’entreprise Viabel, ne repose sur aucune base légale », le Conseil rappelle que la partie requérante est soumise aux dispositions générales de la loi du 15 décembre 1980, et plus spécialement aux articles 9 et 13, dans la mesure où elle désire séjourner plus de trois mois en Belgique, pour faire des études dans un établissement non organisé, reconnu ni subsidié par les pouvoirs publics. En termes de recours, la partie requérante ne conteste pas le caractère « privé » de l’établissement dans lequel elle souhaite étudier ni l’application des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980.

L’article 9 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit : « [p]our pouvoir séjourner dans le Royaume au-delà du terme fixé à l’article 6 l’étranger qui ne se trouve pas dans un des cas prévus à l’article 10 doit y être autorisé par le Ministre ou son délégué ».

La circulaire du 1^{er} septembre 2005, précitée, indique que l’examen individualisé du dossier de l’étudiant demandeur, fondant la décision d’octroi ou de rejet de la demande d’autorisation de séjour, se base sur plusieurs critères objectifs, au nombre desquels figurent notamment la continuité dans les études et l’intérêt du projet d’études envisagé. Ainsi, cette circulaire mentionne que « toute demande d’autorisation de séjour introduite sur base d’une inscription aux cours délivrée par un établissement d’enseignement supérieur privé est examinée dans le cadre des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980. La décision d’accorder ou de refuser une autorisation de séjour provisoire en vue d’effectuer des études en Belgique se base dorénavant uniquement sur un examen individualisé du dossier de l’étudiant demandeur. Cet examen individualisé se base sur l’ensemble des critères objectifs suivants : - la capacité de l’étudiant à suivre un

enseignement de type supérieur; - la continuité dans ses études; - l'intérêt de son projet d'études; - la maîtrise de la langue dans laquelle les cours sont donnés; - les ressources financières; - l'absence de maladies; - l'absence de condamnations pour crimes et délits ».

Contrairement à ce qu'avance la partie requérante dans son recours, la partie défenderesse ne fait pas application de l'article 61/1/3, §2, 5° de la loi du 15 décembre 1980 mais bien une application des articles 9 et 13 de cette même loi, dans le cadre desquels, la partie défenderesse dispose d'une compétence discrétionnaire. La pratique administrative de l'entretien Viabel et du questionnaire écrit complété par l'étudiant entre dans le pouvoir discrétionnaire conféré à la partie défenderesse par les articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980. Ces dispositions constituent donc une base légale suffisante pour justifier la pratique de l'entretien Viabel et du questionnaire écrit. En l'espèce, la partie défenderesse fait mention du questionnaire écrit dans sa motivation. Au vu de ce qui précède, cette prise en compte ne peut être considérée comme illégale puisqu'elle s'inscrit dans le cadre de la compétence discrétionnaire de la partie défenderesse.

Par ailleurs, concernant la portée de « l'examen subi » par la partie requérante, et du grief selon lequel la partie requérante ne peut contrôler si un étudiant « a les compétences requises pour entreprendre les études qu'il se propose d'entreprendre », le Conseil observe que la circulaire du 1er septembre 2005 précise que l'examen sous l'angle de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 implique un examen individuel, lequel comporte notamment le contrôle de : « la capacité de l'étudiant à suivre un enseignement de type supérieur; - la continuité dans ses études; - l'intérêt de son projet d'études; - la maîtrise de la langue dans laquelle les cours sont donnés ». Partant, le grief de la partie requérante ne peut être suivi. Par ailleurs, en termes de recours, la partie requérante estime que l'examen auquel procède la partie défenderesse « requiert des connaissances de psychopédagogue et en l'occurrence d'informaticiens dont la partie adverse n'indique pas qu'elles seraient celles de la personne-non-identifiée qui a procédé à l'entretien avec la requérante chez Viabel ». Le Conseil s'interroge sur l'intérêt pour la partie requérante de soulever ce grief dès lors que la partie défenderesse ne motive pas l'acte attaqué sur la base de l'entretien Viabel ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA ETUDIANT

composition du siège

1 juge

Visa étudiant – Etablissement privé – 1) Moyen pris de la violation de la Directive UE 2016/801 – PR argue que l'Ecole-IT est visée par la directive car l'établissement dispense un enseignement de niveau supérieur – Conseil relève que si l'art. 3, 13° de la directive vise tout établissement qui dispense un enseignement de niveau supérieur, cette définition doit être lue au regard de l'art. 3, 3° de la Directive qui impose que le cycle d'étude doit mener à l'obtention d'un titre d'enseignement supérieur reconnu par cet Etat membre – Or, les articles 2, 14/1 et 14/4, §2 du « décret Paysage », lu conjointement indiquent que les établissements d'enseignement supérieur qui ne sont pas mentionnés aux art. 10 à 13 du décret, ne sont pas reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles – Donc les dispositions de la directive ne sont pas applicables en l'espèce => la PR est soumise aux art. 9 et 13 2) Reste du moyen : violation motivation formelle stéréotypé - Annulation.

« 4.1.3. En l'espèce, la partie requérante a produit à l'appui de sa demande de visa un « certificat de scolarité » du 24 mai 2023 attestant qu'elle est régulièrement inscrite à l'« Ecole Supérieure des Technologies de l'information / ECOLE-IT » pour « l'année universitaire 2023-2024 ». La partie requérante ne conteste pas qu'il s'agit bien d'un établissement privé.

4.1.4. S'agissant de l'argument selon lequel l'Ecole-IT serait visée par la Directive (UE) 2016/801 du 11 mai 2016, dès lors qu'elle dispense un enseignement de niveau supérieur, il s'impose de souligner que si, certes, l'article 3, 13° de la directive vise « tout Etablissement qui, conformément au droit national ou à la pratique de l'Etat membre concerné, dispense un enseignement ou une formation professionnels de niveau supérieur », cette définition doit être lue au regard de l'article 3, 3° de la Directive (UE) 2016/801 qui dispose comme suit :

« Aux fins de la présente directive, on entend par [...] « étudiant », un ressortissant de pays tiers qui a été admis dans un établissement d'enseignement supérieur et est admis sur le territoire d'un Etat membre pour suivre, à titre d'activité principale, un cycle d'études à plein temps menant à l'obtention d'un titre d'enseignement supérieur reconnu par cet Etat membre, y compris les diplômes, les certificats ou les doctorats délivrés par un établissement d'enseignement supérieur, qui peut comprendre un programme de préparation à ce type d'enseignement, conformément au droit national, ou une formation obligatoire ».

Il en résulte que si la Directive (UE) 2016/801 n'exclut pas les établissements privés de son champ d'application, elle impose toutefois que le cycle d'études mène à l'obtention d'un titre d'enseignement supérieur reconnu par cet Etat membre.

Or, ainsi qu'il a été précisé supra, les articles 2, 14/1 et 14/4, § 2 du « décret Paysage », lus conjointement, indiquent que les établissements d'enseignement supérieur qui ne sont pas mentionnés aux articles 10 à 13 dudit décret, ne sont pas reconnus, ainsi que leurs diplômes, par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La partie requérante ne soutient par ailleurs ni n'établit que l'enseignement, certes de niveau supérieur, qu'elle déclare vouloir suivre, mènerait à l'obtention d'un titre d'enseignement supérieur reconnu par la Belgique.

4.1.5. Partant, les dispositions de la directive 2016/801 ne sont pas applicables en l'occurrence, de sorte qu'il ne peut être reproché à la partie défenderesse d'avoir fait application des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 en l'espèce.

En effet, dans la mesure où elle ne peut pas bénéficier des dispositions complémentaires et dérogatoires relatives aux étudiants, au sens des articles 58 à 61 de la loi du 15 décembre 1980, et désire malgré tout séjourner plus de trois mois en Belgique pour faire des études dans un établissement d'enseignement dit « privé », c'est-à-dire un établissement qui n'est pas organisé, reconnu ou subsidié par les pouvoirs publics, la requérante est soumise aux dispositions générales de la loi du 15 décembre 1980, et plus spécialement aux articles 9 et 13 de ladite loi.

Dans cette hypothèse, pour accorder l'autorisation de séjour de plus de trois mois, le ministre ou son délégué n'est donc plus tenu par sa compétence « liée » des articles 58 et 59 de la loi du 15 décembre 1980, mais dispose au contraire d'un pouvoir discrétionnaire général ».

CCE arrêt 306777 du 16/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"La question qui se pose enfin est donc de savoir si la requérante est apte à démontrer qu'elle est affectée spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle par un risque réel résultant de la violence aveugle régnant dans leur province d'origine, tenant compte du degré de celle-ci (v. CJUE, Elgafaji, arrêt cité, § 39).

Autrement dit, peut-elle invoquer des circonstances personnelles ayant pour effet d'augmenter, dans son cas, la gravité de la menace résultant de la violence indiscriminée qui règne dans la province de Ninive, de sorte que bien que cette violence n'atteigne pas un degré tel que tout civil encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir une menace grave pour sa vie ou sa personne, il faille considérer qu'un tel risque réel existe néanmoins dans son chef ?

Sur ce point, la partie défenderesse estime que la requérante n'a pas apporté la preuve de l'existence de circonstances personnelles qui lui sont propres et qui sont susceptibles d'augmenter significativement dans son chef « la gravité de la menace issue de la violence aveugle dans la province de Ninive et dans le district de Dohuk situé dans la province de Dohuk au point qu'il faille admettre qu'en cas de retour dans ces provinces » la requérante encoure un risque réel de menace grave pour sa vie et sa personne (...).

Le Conseil, pour sa part, ne peut se rallier à ce constat. En effet, il constate que dans le cadre de sa cinquième demande, la requérante fait état du fait qu'elle a été abandonnée par son époux. Il ne remet d'ailleurs pas en cause les propos de la requérante à cet égard. Le Conseil constate également qu'il n'est pas contesté que M. A. A., l'un des fils de la requérante et pour lequel elle exerce désormais seule, l'autorité parentale, est atteint d'un trouble du spectre autistique comme en témoigne d'ailleurs la nombreuse documentation médicale et thérapeutique déposée au dossier administratif. A cet égard, le Conseil tient particulièrement en compte le fait que cette documentation médicale fait état du fait que M. A. A., présente un « retard mental et intellectuel » et fait montre d'un comportement « violent et agressif », d'auto-abus et gère difficilement ses frustrations ; cela pouvant l'amener à faire des crises et à se jeter par terre (...). De même, le Conseil constate que l'ensemble des documents médicaux font état d'une dépendance émotionnelle forte et exclusive de M. A. A. à la requérante et ce, depuis sa tendre enfance et n'écoutant presque exclusivement que les paroles de cette dernière (...). Ainsi, il appert à la lecture de l'ensemble de ses documents médicaux que le fils de la requérante a une autonomie et une communication très limitée de même qu'une pauvre compréhension de son environnement. Par ailleurs, au niveau de la motricité de M. A. A., il appert à la lecture des documents thérapeutiques que ce dernier n'aime pas courir car il est vite essoufflé sur des petites distances et qu'il a peur, ne parvient pas à marcher à reculons (...).

Aussi, le Conseil est de nature à considérer que, contrairement à l'analyse qui est faite par la partie défenderesse, l'ensemble de ces éléments personnels propres à la situation personnelle de la requérante et de son fils M. A. A. et le fait de son lien de dépendance forte à la requérante et aux risques qu'ils encourrent au quotidien du fait de sa déficience mentale profonde dans un environnement qui présente des conditions de sécurité complexe et problématique grave dans la province de Ninive, s'il ne permettent pas de modifier l'analyse faite par la partie défenderesse sous l'angle de l'article 48/3 de la loi (voir supra), accroissent néanmoins incontestablement la vulnérabilité de la requérante par rapport à d'autres personnes et l'exposent davantage que d'autres à la violence indiscriminée qui règne dans la province de Ninive.

Il s'ensuit que la requérante établit qu'il existe des circonstances personnelles ayant pour effet d'augmenter, dans son cas ainsi que tout particulièrement dans celui de son fils M. A. A., la gravité de la menace résultant de la violence indiscriminée qui règne dans la province de Ninive, de sorte que du fait de ces circonstances et bien que la violence n'atteigne pas un degré tel que tout civil encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir une menace grave pour sa vie ou sa personne, il faut néanmoins considérer qu'un tel risque réel existe dans leur chef.

Le moyen est donc fondé en ce qu'il invoque une violation de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 306630 du 16/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

Procédure – 26quater – PR transmet au Conseil une note complémentaire qu'elle indique fondée sur l'art. 39/76 al. 2 de la Loi et qui démontre un risque de traitements inhumains et dégradants à la frontière croate – le Conseil écarte cette note car pièce pas prévue par la procédure et basée sur un article qui est afférant au plein contentieux.

« 3.1. Le 7 mars 2024, la partie requérante a transmis au Conseil, via Jbox, une « note complémentaire » datée du 7 mars 2024 qu'elle indique être fondée sur l'article 39/76 al. 2 de la loi du 15 décembre 1980. A cette note est joint un article du journal Le Soir du 23 février 2024. A l'audience, à cet égard, la partie requérante fait valoir que ladite note complémentaire démontre le risque actuel de traitements inhumains et dégradants à la frontière croate pour les demandeurs de protection internationale.

3.2. Le Conseil estime que la note complémentaire qui lui a été déposée à l'audience doit être écartée des débats, s'agissant d'une pièce qui n'est pas prévue par la procédure et qui n'a pas été sollicitée par le Conseil. Il est à noter par ailleurs que l'article 39/76 al. 2 de la loi du 15 décembre 1980, qui selon la partie requérante fonde son droit à produire des éléments nouveaux, est afférent à la procédure de procédure en plein contentieux, dans le cadre des recours en matière de protection internationale, et non à la procédure en annulation qui est celle applicable à l'annexe 26quater ici en cause ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Italie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

Annexe 21 – En réponse au courrier « droit d’être entendu », la PR a envoyé des documents à l’adresse email mentionnée par l’OE en inversant 2 lettres – la PR produit une confirmation de lecture de son courriel – NO : cette preuve de lecture du courriel n’est pas probante puisque l’adresse email est erronée et, qu’elle mentionne comme heure 18h54, soit en dehors des heures de bureau + produit un échange avec un agent informatique du SPF Intérieur selon lequel « *ce mail n’est jamais passé par nos serveurs, ce qui n’explique pas leur confirmation de lecture* » - CCE : cet agent ne remet donc pas en question l’existence même de cette confirmation de lecture - Le fait que le mail aurait été lu « *en-dehors des heures de bureau* » ne présente aucune importance - la PR a pu croire avoir produit les documents – si l’attitude de la PD ne peut lui être reprochée, il ne peut être reproché à la PR de ne pas avoir produit en temps utile les documents - il convient, dans le souci d’une bonne administration de la justice de permettre à la PD de se prononcer sur l’ensemble des éléments du DA et d’annuler la décision attaquée - **Annulation.**

« 4.2 En l’espèce, le Conseil constate, à l’examen du dossier administratif, que le 30 mai 2023, la partie défenderesse a adressé un premier courrier recommandé à la partie requérante l’informant du fait qu’elle envisageait « de mettre fin à [son] séjour », conformément à « l’article 42 bis §1er » de la loi du 15 décembre 1980, car « à l’examen de [son] dossier, il appert [qu’elle] ne [semble] plus répondre aux conditions initiales mises à [son] séjour », et à prendre « le cas échéant, une mesure d’éloignement », et qu’elle disposait d’un délai de quinze jours à partir de la réception dudit courrier pour produire des documents justifiant le maintien de son droit de séjour et/ou relatifs à des éléments humanitaires qu’elle souhaiterait éventuellement faire valoir.

Le 26 septembre 2023, la partie requérante s’est vu notifier un second courrier recommandé de la partie défenderesse, au contenu identique.

L’adresse mail mentionnée dans ces deux courriers en vue de « transmettre toutes les preuves et une copie du présent courrier » est la suivante : ls.ue@ibz.fgov.be.

4.3 La décision attaquée est fondée sur la constatation que la partie requérante ne remplit plus les conditions mises au séjour d’un travailleur indépendant et qu’elle n’a pas porté à la connaissance de l’administration les éléments susceptibles de justifier le maintien de son droit au séjour, ni d’ « élément humanitaire » relevant de l’article 42bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

En termes de requête, la partie requérante argue avoir exercé son droit à être entendue et reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte des éléments y mentionnés. Elle produit, en annexe à la requête, la preuve d’envoi de deux courriels à l’adresse mail « ls.eu@ibz.be », en date des 12 juin et 10 octobre 2023.

4.4 Le Conseil constate, à l’instar de la partie défenderesse en termes de note d’observations, que la partie requérante a envoyé ses deux courriels à une adresse électronique erronée.

Néanmoins, la partie requérante dépose également, en annexe à son recours, une confirmation de lecture du courriel envoyé le 12 juin 2023 à l’adresse mail « ls.eu@ibz.be ».

La partie défenderesse argumente, en termes de note d’observations, que « [l]a preuve de lecture du courriel du 12 juin 2023 n’est pas probante, dès lors qu’elle indique que son courriel a été adressé à cet [sic] adresse email erroné [sic] et, en outre, lu à 18h54, soit en dehors des heures de bureau ».

Elle dépose à ce sujet une capture d’écran d’un canal de discussion sur « ict@ibz », dont l’interlocuteur de la partie défenderesse est Monsieur [C.G.]. Ainsi, la partie requérante ne saurait être suivie lorsqu’elle soutient que « [l]a partie adverse ne démontre pas en quoi l’avis de ce sieur [C.G.] serait pertinent ou utile », celui-ci étant manifestement un agent informatique du SPF Intérieur.

Monsieur [C.G.] mentionne, dans cette discussion, que : « Bonjour, J’ai également fais [sic] un test et regarder [sic] vos test [sic] sur le serveurs [sic] pour voir le cheminement du mail. Ils revienne [sic] bien avec un message d’erreur, je vois le mail essayer de sortir vers l’extérieurs [sic] puis revenir comme quoi l’adresse n’est pas trouvable. Malheureusement

étant donnée [sic] que le mail initial date de juin, je ne sais pas voir en détaille [sic] cote [sic] 0365, mais quand je fais une recherche dans notre filtre externe, ne trouve [sic] aucune trace de passage du mail pour tous [sic] le mois de juin. Pour l'adresse même je n'ai rien retrouvé également qu'elle ai [sic] un jour existée [sic]. [D]ans leurs [sic] print screen du mail de lectures [sic], ils ont en soulignée [sic] : « see full email tracking history » si on pouvait [sic] avoir cet historique, cela pourrait [sic] peut-être [sic] nous montrer le cheminement fait [sic] par le mail. A première vue de notre côté ce mails [sic] n'est jamais passé par nos serveurs, ce qui n'explique pas leurs [sic] confirmation de lecture ».

4.5 Le Conseil estime qu'il peut en conclure que la partie défenderesse n'a jamais reçu les deux mails envoyés à une adresse mail erronée par la partie requérante, laquelle semble au demeurant jamais n'avoir existé.

La partie requérante a néanmoins reçu une confirmation de lecture, d'un de ces mails, qui n'est pas contestée par l'agent informatique de la partie défenderesse. Celui-ci précise en effet qu'il ne s'explique pas le fait que la partie requérante ait obtenu une confirmation de lecture de son courriel du 12 juin 2023, mais ne remet pas en question l'existence même de cette confirmation de lecture. Le fait que le mail aurait été lu « en-dehors des heures de bureau » ne présente aucune importance en la présente cause.

Le Conseil estime qu'il peut être raisonnablement considéré, de ce qui précède, que la partie requérante a pu croire avoir produit, avant la prise de la décision attaquée, les documents qu'elle souhaitait transmettre à la partie défenderesse dans son courriel du 12 juin 2023, à savoir la preuve qu'elle est demandeuse d'emploi, qu'elle consulte des offres d'emploi, et qu'elle est affiliée à la mutualité chrétienne.

Dès lors, s'il ne peut être reproché à la partie défenderesse d'avoir statué sur la base des éléments qui étaient à sa disposition au moment de la prise de la décision attaquée et, partant, de ne pas avoir tenu compte d'éléments dont elle ignorait l'existence, il ne peut être reproché à la partie requérante de ne pas avoir produit en temps utile, c'est-à-dire avant que l'autorité administrative ne prenne sa décision, lesdits éléments.

Au vu des développements qui précèdent, il convient, dans le souci d'une bonne administration de la justice et de permettre à la partie défenderesse de se prononcer sur l'ensemble des éléments du dossier administratif, d'annuler la décision attaquée. »

CCE arrêt 306726 du 16/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

pays Dublin

Croatie

26quater – Tuteur de fait d'un MENA - Faits : PR et MENA (ils sont cousins) dans équipe de handball burundaise - Ils ont voyagé ensemble de la Croatie vers la Belgique -

1) Conseil constate que PR a renseigné, lors de son audition, son cousin MENA comme autre membre de la famille sans plus de précision mais le Conseil estime qu'aucune question ne lui a été posée à cet égard car c'est un « autre » membre de famille et pas un « membre de famille » + la PD a renseigné dans le rapport d'audition le numéro de sûreté publique et OE du MENA – Documents antérieurs à l'AA : fiche MENA renseigne que le MENA a voyagé avec son cousin la PR et décision du SPF Justice attestant de la minorité – Conseil conclut que la PD devait savoir que le MENA ne s'était pas vu désigner un tuteur par l'Etat (élément non contesté dans la NO) – La motivation de l'AA ne fait pas apparaître que la PD a procédé à un examen minutieux de la VF, VP et d'intérêt supérieur de l'enfant en tenant compte du lien existant entre la PR et le MENA dans un contexte particulier d'application de Règlement Dublin III alors même que le MENA ne bénéficiait pas de tuteur -

2) PR invoque avoir reçu une seconde convocation, le 7 novembre 2023, annulant la première et lui indiquant que s'il ne donne pas suite à ladite convocation il sera « présumé avoir renoncé à sa demande de protection internationale » - Conseil estime que la PR a pu légitimement penser que sa demande de protection internationale était donc toujours en cours le 7 novembre 2023 et donc disposer du temps nécessaire pour communiquer à la PD les informations utiles – La PR a pu croire que sa demande était encore en cours lorsqu'il a reçu un courrier relatif à l'intérêt supérieur de l'enfant le 31 octobre 2023 – Manque de coopération de la PR n'est pas établie car le libellé de la convocation du 7 novembre a pu gêner la PR dans son exercice de son droit à un recours effectif – Annulation.

3.1. Sur le premier moyen, branches réunies, le Conseil observe que la partie requérante reproche notamment à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à un examen suffisant des implications des décisions attaquées sur la situation de son cousin, [I.], mineur d'âge non accompagné au jour de ces actes, et ayant également introduit une demande de protection internationale en Belgique. Elle invoque assumer le rôle de tuteur de fait de [I.] depuis leur départ du pays d'origine. La partie requérante insiste sur la vulnérabilité particulière de [I.], en raison de son état de minorité, aggravée par l'absence de désignation d'un tuteur, malgré le prescrit légal et les garanties prévues par le Règlement Dublin III. Bien qu'elle invoque en outre un courrier adressé à la partie défenderesse après l'adoption des actes querellés, elle soutient également qu'un examen davantage approfondi des éléments de la cause au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant, et en fonction des éléments qui avaient déjà été portés à sa connaissance en temps utile, aurait vraisemblablement amené la partie défenderesse à considérer la Belgique compétente pour l'examen de la demande de protection internationale de la partie requérante sur la base de l'article 17.1 du Règlement Dublin III, précisant que le Conseil ne peut substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse à cet égard.

3.2. S'agissant de ces aspects de l'argumentation de la partie requérante, le Conseil observe que l'acte attaqué est fondé sur l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980, qui impose à la partie défenderesse, saisie d'une demande d'asile, de procéder à la détermination de l'Etat responsable de son examen et, dans l'hypothèse où la Belgique n'en serait pas responsable, de saisir l'Etat responsable aux fins de prise ou de reprise en charge du demandeur d'asile, dans les conditions prévues par le Règlement Dublin III.

Le Conseil rappelle également que l'article 17.1. Du Règlement Dublin III prévoit que « Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, chaque Etat membre peut décider d'examiner une demande de protection internationale qui lui est présentée par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères fixés dans le présent règlement ».

L'article 6 du Règlement Dublin III, relatif aux garanties en faveur des mineurs, est libellé comme suit :

« 1. L'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour les Etats membres dans toutes les procédures prévues par le présent règlement.

2. Les États membres veillent à ce qu'un représentant représente et/ou assiste un mineur non accompagné en ce qui concerne toutes les procédures prévues par le présent règlement. Le représentant possède les qualifications et les compétences nécessaires pour garantir que l'intérêt supérieur du mineur est pris en considération au cours des procédures menées au titre du présent règlement. Ce représentant a accès au contenu des documents pertinents figurant dans le dossier du demandeur y compris à la brochure spécifique pour les mineurs non accompagnés. Le présent paragraphe est sans préjudice des dispositions pertinentes de l'article 25 de la directive 2013/32/UE.

3. Lorsqu'ils évaluent l'intérêt supérieur de l'enfant, les États membres coopèrent étroitement entre eux et tiennent dûment compte, en particulier, des facteurs suivants: a) les possibilités de regroupement familial; b) le bien-être et le développement social du mineur; c) les considérations tenant à la sûreté et à la sécurité, en particulier lorsque le mineur est susceptible d'être une victime de la traite des êtres humains; d) l'avis du mineur, en fonction de son âge et de sa maturité.

4. Aux fins de l'application de l'article 8, l'État membre dans lequel le mineur non accompagné a introduit une demande de protection internationale prend dès que possible les mesures nécessaires pour identifier les membres de la famille, les frères ou sœurs ou les proches du mineur non accompagné sur le territoire des États membres, tout en protégeant l'intérêt supérieur de l'enfant. À cette fin, cet État membre peut faire appel à l'assistance d'une organisation internationale ou de toute autre organisation pertinente et peut faciliter l'accès du mineur aux services de recherche de personnes de ces organisations. Le personnel des autorités compétentes visées à l'article 35 qui traite les demandes concernant des mineurs non accompagnés a reçu et continue de recevoir une formation appropriée sur les besoins spécifiques des mineurs.

5. Afin de faciliter l'adoption des mesures nécessaires pour identifier les membres de la famille, les frères ou les sœurs ou les proches du mineur non accompagné résidant sur le territoire d'un autre État membre en vertu du paragraphe 4 du présent article, la Commission adopte des actes d'exécution, y compris un formulaire type pour l'échange des informations utiles entre les États membres. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 44, paragraphe 2 ».

Le considérant n° 14 du Règlement Dublin III indique que « Conformément à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, le respect de la vie familiale devrait être une considération primordiale pour les États membres lors de l'application du présent règlement ».

Le considérant n° 17 indique quant à lui qu'« Il importe que tout État membre puisse déroger aux critères de responsabilité, notamment pour des motifs humanitaires et de compassion, afin de permettre le rapprochement de membres de la famille, de proches ou de tout autre parent et examiner une demande de protection internationale introduite sur son territoire ou sur le territoire d'un autre État membre, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères obligatoires fixés dans le présent règlement ».

Le considérant n° 39 indique que « Le présent règlement respecte les droits fondamentaux et observe les principes qui sont reconnus, notamment, par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. En particulier, il vise à assurer le plein respect du droit d'asile garanti par l'article 18 de la charte ainsi que des droits reconnus par ses articles 1er, 4, 7, 24 et 47. Le présent règlement devrait donc être appliqué en conséquence ».

L'article 7 de la Charte des droits fondamentaux dispose que « Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications ».

L'article 24.2. de ladite charte dispose que « Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ».

Le Conseil observe que dans son arrêt M.A., e. a. du 23 janvier 2019 (C-661/17), la CJUE a dit pour droit que l'article 6, paragraphe 1, du Règlement Dublin III, selon lequel « [l']intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour les États membres dans toutes les procédures prévues par le présent règlement» doit être interprété en ce sens « qu'il n'impose pas à un État membre qui n'est pas responsable, en vertu des critères énoncés par ce règlement, de l'examen d'une demande de protection internationale de prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant et d'examiner lui-même cette demande, en application de l'article 17, paragraphe 1, dudit règlement » (le Conseil souligne).

La Cour a toutefois relevé dans son arrêt L.G. du 16 février 2023 (C-745/21) «qu'il résulte tout autant» de l'arrêt M.A., e. a. susmentionné « que rien n'empêche un État membre d'examiner une telle demande au motif qu'un tel examen est dans l'intérêt supérieur de l'enfant » (point 49), précisant à cet égard ce qui suit : « En effet, la Cour a également jugé dans ledit arrêt qu'il ressort clairement du libellé même de l'article 17, paragraphe 1, du règlement Dublin III que cette disposition, qui vise à préserver les prérogatives des États membres dans l'exercice du droit d'octroyer une protection internationale en permettant à chaque État membre de décider souverainement, en fonction de considérations politiques, humanitaires ou pratiques, d'accepter d'examiner une demande de protection internationale même s'il n'est pas responsable en application des critères définis par ce règlement, laisse à leur discrétion la décision de procéder à un

tel examen, l'exercice de la faculté prévue à cette disposition n'étant, par ailleurs, soumis à aucune condition particulière. Il appartient, dès lors, à l'État membre concerné, au regard de l'étendue du pouvoir d'appréciation ainsi accordé par ce règlement, de déterminer les circonstances dans lesquelles il souhaite faire usage de la faculté conférée par cet article 17, paragraphe 1, et de décider d'examiner lui-même une demande de protection internationale pour laquelle il n'est pas responsable en vertu des critères définis par ledit règlement (voir, en ce sens, arrêt du 23 janvier 2019, M.A. e.a., C-661/17, EU:C:2019:53, points 58 à 60 ainsi que 71) » (point 50) (le Conseil souligne).

Le Conseil rappelle également que l'article 8 de la CEDH, est libellé comme suit :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

Le Conseil rappelle qu'il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH que la vie familiale protégée par l'article 8 de la CEDH ne vise en principe que la famille restreinte aux conjoints ou aux parents et aux enfants mineurs et que la protection offerte par cette disposition ne s'étend qu'exceptionnellement à d'autres parents. Même en l'absence de vie familiale l'article 8 peut toutefois encore trouver à s'appliquer sous l'angle de la vie privée.

Il convient également de rappeler que l'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Le Conseil rappelle en outre que l'article 8 susmentionné, qui fixe le principe suivant lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, n'est pas absolu et que la jurisprudence de la Cour EDH a, à diverses occasions, jugé que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit pour une personne de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante.

Dès lors que la partie requérante ne peut se prévaloir de la qualité d'étranger établi, il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, il convient néanmoins d'examiner si l'État est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (voir à cet égard, notamment, Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'État est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

S'agissant de l'intérêt supérieur des enfants, la Cour EDH a rappelé notamment dans son arrêt Jeunesse/Pays-Bas du 3 octobre 2014, que dans les cas où des enfants sont concernés, il faut prendre en compte leur intérêt supérieur, que cet intérêt n'est certes pas déterminant à lui seul, mais qu'il faut assurément lui accorder un poids important.

S'agissant de l'article 13 de la CEDH, qui consacre le droit à un recours effectif, il convient de préciser qu'il concerne également les actes de l'administration (Voir arrêt Al-Nashif c. Bulgarie, 2002, § 137).

Il résulte notamment de ce qui précède que les critères de détermination de l'État responsable, prévus par le Règlement Dublin III, ne privent pas les États membres de la possibilité de faire usage de leur clause de souveraineté prévue à l'article 17.1 dudit règlement et que cette prérogative étatique doit être préservée.

Le Conseil observe que le Législateur belge n'a pas entendu restreindre le large pouvoir d'appréciation de la partie défenderesse dans ce cadre.

Enfin, dans le cadre de l'article 8 de la CEDH, la jurisprudence de la Cour EDH indique que bien que le droit à la vie privée et familiale, en ce compris l'intérêt de l'enfant, ne soient pas absolus, ils obligent néanmoins les autorités compétentes à un examen de proportionnalité dans le cadre d'une mise en balance des intérêts en présence. Il convient également de vérifier si l'individu concerné a pu disposer, conformément à l'article 13 de la CEDH, de la possibilité effective de faire valoir un grief défendable à cet égard.

3.3. En l'espèce, le Conseil observe qu'à la lecture des actes attaqués, la partie défenderesse a indiqué que la partie requérante n'avait déclaré « aucun membre de la famille en Belgique », ni mentionné la relation de cousinage invoquée par la partie requérante avec [I.].

Il ressort du dossier administratif que la partie requérante avait renseigné [I.] comme autre membre de famille qui l'accompagne, lors de son audition à l'Office des étrangers effectuée le 22 septembre 2023, et indiquait qu'il s'agissait d'un cousin éloigné. Le rapport d'audition mentionne à cet égard le numéro de sûreté publique de [I.], qui est également la référence du dossier de ce dernier à l'Office des étrangers. Il ne ressort pas de ce rapport que la partie requérante ait fourni d'autres indications à ce sujet, si ce n'est qu'ils appartenaient à l'équipe nationale burundaise de handball et qu'ils ont fui ensemble en Belgique. Cela étant, le Conseil observe que la mention « ne s'applique pas » a

été apposée dans la rubrique destinée à recueillir les précisions de la partie requérante au sujet de la présence de membres de famille en Belgique, en sorte qu'il est vraisemblable qu'aucune question ne lui a été posée à ce sujet parce que [I.] a seulement été renseigné comme « autre membre de famille » et non comme « membre de famille ».

La fiche MENA de [I.] établie par la partie défenderesse le 30 août 2023, produite par la partie requérante, renseigne qu'à cette occasion, [I.] a déclaré à l'Office des étrangers avoir voyagé avec son cousin.

La minorité de [I.] au jour des actes attaqués est attestée par la décision du SPF Justice du 4 octobre 2023 produite par la partie requérante avec sa requête. Cette circonstance, qui n'est au demeurant pas contestée par la partie défenderesse, était connue de cette dernière lorsqu'elle a statué dès lors qu'elle a établi la fiche MENA de [I.] le 30 août 2023, produite également par la partie requérante, et qu'elle suivait dès lors cette procédure de détermination du statut de [I.].

La partie défenderesse devait dès lors également savoir que [I.] ne s'était pas vu désigner de tuteur par l'Etat belge, malgré la promesse faite à [I.] le 4 octobre 2023 par le SPF Justice.

Le Conseil observe que, dans sa note d'observations, la partie défenderesse ne conteste pas cette circonstance selon laquelle [I.] ne s'est pas vu désigner de tuteur. Si la partie défenderesse indique que [I.] « se verra désigner un tuteur, comme le prévoit les dispositions relatives aux MENAs », elle n'a fourni aucun élément établissant s'y être conformée.

Ainsi qu'il a déjà été précisé, bien que l'intérêt supérieur de l'enfant, de même que la vie privée et familiale ne soient pas des droits absolus, il n'en demeure pas moins que la partie défenderesse devait procéder à un examen minutieux des éléments de la cause à cet égard, quod non en l'espèce.

En effet, la motivation des actes attaqués témoigne de ce que la partie défenderesse n'a pas eu égard aux éléments figurant au dossier administratif, tenant au lien existant entre la partie requérante et [I.] dans un contexte particulier d'application du Règlement Dublin III, et alors même que [I.], mineur d'âge, ne bénéficiait pas de la représentation à laquelle il avait pourtant droit. Ce faisant, la partie défenderesse n'a pas vérifié les implications concrètes que pouvaient avoir les actes litigieux sur la situation de [I.].

Il résulte de ce qui précède que le moyen est à tout le moins fondé en ce qu'il est pris de la violation de l'article 8 de la CEDH, lu en combinaison avec l'article 13 de la CEDH, qui oblige à un examen rigoureux des éléments de la cause.

3.4. Par ailleurs, le Conseil observe que l'argument de la partie requérante selon lequel elle a reçu une première convocation à se rendre dans les bureaux de l'Office des étrangers le 22 décembre 2023 et une seconde convocation - annulant la première - à une autre date, étant le 7 novembre 2023, est étayé tant par le dossier administratif que par le dossier de pièces de la partie requérante.

Le Conseil observe que cette seconde convocation, adressée par recommandé le 23 octobre 2023 et par courrier électronique le 24 octobre 2023, stipule que si la partie requérante ne donne pas suite à une convocation, elle sera « présumé [e] avoir renoncé à [sa] de Protection internationale (sic) ».

Au vu de ce libellé, la partie requérante pouvait légitimement penser, lorsqu'elle a reçu cette convocation, que sa demande de protection internationale serait en cours au moins jusqu'au 7 novembre 2023, le délai de convocation ne pouvant raisonnablement être davantage raccourci, et disposer dès lors du temps nécessaire afin de communiquer à la partie défenderesse les informations jugées utiles.

Il s'ensuit qu'en adressant le 31 octobre 2023 un courrier motivé au sujet notamment de l'intérêt supérieur de [I.] qu'il convenait de prendre en considération, la partie requérante a pu croire qu'à ce moment, les décisions attaquées n'avaient pas encore été prises.

Il résulte de ce qui précède qu'un manque de collaboration effective de la part de la partie requérante n'est pas établi en l'espèce.

Le Conseil estime enfin que le libellé de la convocation au 7 novembre 2023, ainsi qu'il a été précisé ci-dessus, a pu gêner la partie requérante dans l'exercice de son droit à un recours effectif ».

CCE arrêt 306626 du 16/05/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

9bis irrecevable

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 13

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Rejet

9bis irr. – Circonstance exceptionnelle – PR considère que l'article 9bis de la loi constitue une restriction à l'art. 13 de la décision n°1/80 du Conseil d'association du 19 septembre 1980 relative au développement entre la Communauté économique européenne et la Turquie et de l'art. 41, §1^{er} du Protocole additionnel – Conseil s'interroge sur l'intérêt de la PR sur son argumentation alors qu'elle invoque des circonstances exceptionnelles et l'application de l'art. 9bis – Conseil rappelle art. 41 du Protocole additionnel : la situation de la PR ne se rapporte pas à la liberté d'établissement ni à la libre prestation de service – Le chapitre II de la section I de la décision n°1/80 concerne les « questions relatives à l'emploi et à la libre circulation des travailleurs + l'art. 6.1 concerne la problématique de l'accès à l'emploi, or l'acte attaqué ne traite pas de cette problématique – Art. 13 de la décision n° 1/80 : interdiction de nouvelle restriction sur les conditions d'accès à l'emploi pour les travailleurs (et membres de leur famille) en situation régulière en ce qui concerne le séjour et l'emploi – Or, l'acte attaqué ne concerne pas l'accès à l'emploi + la PR n'est pas en situation régulière et ne démontre pas disposer d'une autorisation de travail – Permis de travail 2011 invoqué n'est pas valable + fiches de paies 2023 ne démontrent pas ipso facto que le travail est régulier – Art. 9bis n'est pas une restriction prohibée de l'art. 13 - Rejet.

« 3.2.1. Sur la première branche du premier moyen, en ce que la partie requérante estime que l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, en exigeant de devoir démontrer des circonstances exceptionnelles, constitue une « nouvelle restriction » au sens de l'article 13 de la décision n°1/80 et 41,§1^{er} du Protocole additionnel, le Conseil relève tout d'abord que la partie requérante n'a à aucun moment invoqué ces dispositions dans sa demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois. De plus, la partie requérante a elle-même entendu baser sa demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ce dont témoigne l'utilisation des termes suivants : « Que par la présente requête, le requérant sollicite sa régularisation sur base de l'article 9bis de la loi du 15-12-1980. (...) Qu'en application de l'article 9 bis § 1 de la loi du 15-12-1980, lors de circonstances exceptionnelles l'autorisation de séjour peut être demandée auprès du bourgmestre de la localité où l'étranger réside. Que la demande est recevable ». Partant, le Conseil s'interroge sur l'intérêt de la partie requérante à reprocher à la partie défenderesse de fonder sa décision sur l'examen des circonstances exceptionnelles et l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 alors qu'elle s'est elle-même prévalu de cette disposition pour solliciter l'octroi d'un titre de séjour en Belgique.

3.2.2. Par ailleurs, l'article 41 du Protocole additionnel signé le 23 novembre 1970 est ainsi libellé :

« 1. Les parties contractantes s'abstiennent d'introduire entre elles de nouvelles restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services. »

Or, en l'espèce, la situation de l'intéressé ne se rapporte pas à la liberté d'établissement ni à la libre prestation de services. La disposition précitée ne trouve donc pas à s'appliquer.

Le 19 septembre 1980, le conseil d'association, institué par l'accord d'association, a adopté la décision n° 1/80. Cette décision comporte un chapitre II dont la section 1 concerne les « questions relatives à l'emploi et à la libre circulation des travailleurs ».

L'article 6.1 de la décision n° 1/80 est ainsi libellé :

« 1. Sous réserve des dispositions de l'article 7 relatif au libre accès à l'emploi des membres de sa famille, le travailleur turc, appartenant au marché régulier de l'emploi d'un Etat membre :

- A droit, dans cet Etat membre, après un an d'emploi régulier, au renouvellement de son permis de travail auprès du même employeur, s'il dispose d'un emploi ;

- A le droit, dans cet Etat membre, après trois ans d'emploi régulier et sous réserve de la priorité à accorder aux travailleurs des Etats membres de la Communauté, de répondre dans la même profession auprès d'un employeur de son choix à une autre offre, faite à des conditions normales, enregistrée auprès des services de l'emploi de cet Etat membre ;

- Bénéficie, dans cet Etat membre, après quatre ans d'emploi régulier, du libre accès à toute activité salariée de son choix. »

Cette disposition concerne la problématique de l'accès à l'emploi. Or, la première décision attaquée n'est pas afférente à cette problématique.

L'article 13 de la décision n° 1/80, qui fait également partie de ladite section 1, est ainsi libellé :

« Les Etats membres de la Communauté et la Turquie ne peuvent introduire de nouvelles restrictions concernant les conditions d'accès à l'emploi des travailleurs et des membres de leur famille qui se trouvent sur leur territoire respectif en situation régulière en ce qui concerne le séjour et l'emploi. » (le Conseil souligne)

Or :

- la décision attaquée ne concerne pas « les conditions d'accès à l'emploi »,

- la partie requérante ne se trouve pas « en situation régulière en ce qui concerne le séjour et l'emploi ». La partie requérante ne dispose en effet pas d'une autorisation ou d'une admission au séjour (sa demande d'autorisation de séjour ici en cause résulte d'ailleurs de ce fait) et ne démontre pas disposer de l'autorisation requise pour travailler sur le territoire.

La première décision attaquée précise que la demande de protection internationale de la partie requérante « ayant été clôturée négativement en date du 30.05.2011 par un arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers, le requérant n'est plus autorisé à séjourner ni à travailler en Belgique depuis cette date » (première décision attaquée p. 2). Certes, la partie requérante indique, pour la première fois dans son mémoire de synthèse, que la partie défenderesse « ne peut ignorer que le requérant appartient au marché régulier de l'emploi de la Belgique au sens de l'article 6 de la décision 1/80, puisqu'avec la demande d'autorisation de séjour ont été envoyés le permis de travail et des fiches de paie. Cela était encore le cas au moment de la prise de la décision attaquée, comme il ressort des fiches de paie de septembre et octobre 2023. » A cet égard, le Conseil observe que la partie défenderesse dans la première décision attaquée précise que la partie défenderesse a notamment produit « une copie de son permis de travail valable du 14.09.2010 au 13.09.2011 ainsi que de nombreuses fiches de paie concernant ses prestations pour de nombreux voire tous les mois de certaines années parmi les suivantes: 2011, 2012, 2014, 2015, 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 » (le Conseil souligne). Le permis de travail évoqué - effectivement produit en son temps n'est donc plus valable. La production de fiches de paie, y compris pour septembre et octobre 2023 (fiches de paie jointes par la partie requérante à son mémoire de synthèse) ne signifie pas ipso facto que le travail accompli l'est régulièrement.

La partie requérante ne se trouve donc pas dans une situation où elle peut faire valoir que l'exigence de démonstration de circonstances exceptionnelles (au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980) constitue une « nouvelle restriction » prohibée par l'article 13 précité.

Partant, les dispositions précitées ne trouvent pas à s'appliquer en l'espèce.

CCE arrêt 306664 du 16/05/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

9bis irrecevable

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 13

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

Décision d'irrecevabilité d'une « demande de changement de titre de séjour et [de séjour illimité] » introduite sous permis unique – AA : 9bis, pas de circonstances exceptionnelles – CCE : lecture bienveillante de la demande : PR invoquait l'art 25/2 de l'AR (possibilité d'introduire la demande en Belgique) à titre principal dans sa demande et l'art 9bis à titre subsidiaire – l'art 9bis vise l'étranger en séjour irrégulier – l'OE devait se prononcer, à titre principal, sur la demande fondée sur l'article 25/2 de l'AR donc le motif selon lequel « l'OE doit se prononcer sur l'existence de circonstances exceptionnelles au moment où il statue et non au moment de l'introduction de la demande » n'est pas pertinent – à supposer que l'OE ait voulu reprocher à la PR d'être non autorisé au séjour et au travail au moment de la prise des AA, cette situation est exclusivement imputable à la PD, qui a tardé plus de deux ans et demi à prendre une décision, *in casu*, l'écoulement du temps peut être qualifié de retard et ce retard semble être constitutif d'une faute dans le chef de la PD – Motivation insuffisante - Arg NO : la PR formulait une demande de séjour illimité ce que l'art 25/2 ne peut lui permettre d'obtenir => CCE : motivation quand même insuffisante + en dépit de la formulation maladroite de la demande la PD ne pouvait raisonnablement ignorer le séjour légal de la PR et que donc l'art 25/2, clairement invoqué dans la demande, pouvait s'appliquer + que la requérante ne relevait pas du champ d'application de 9bis – annulation.

« 3.2. En l'occurrence, le Conseil observe, à la lecture du premier acte attaqué, qu'il n'est pas contesté qu'au moment de l'introduction, le 19 avril 2021, de la demande visée au point 1.4., la requérante était en séjour légal en Belgique, dans la mesure où elle était titulaire d'un permis unique valable jusqu'au 29 septembre 2021, comportant à la fois une autorisation de séjour et une autorisation de travail.

Il relève ensuite, à la lecture de la demande visée au point 1.4., que celle-ci, en dépit d'une formulation certes maladroite, vise à obtenir un changement de statut (à savoir passer d'un séjour limité à un séjour illimité), et que la requérante y a clairement invoqué le fait qu'elle estimait répondre aux conditions visées à l'article 25/2, §1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, à savoir notamment « qu'elle est déjà admise au séjour en tant que travailleur salarié à durée limitée ».

Le Conseil reste dès lors sans comprendre pourquoi la partie défenderesse a considéré que la demande précitée était introduite en application de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et a exclusivement analysé les éléments invoqués sous l'angle de cette disposition. En effet, cette disposition vise à permettre à un étranger en séjour irrégulier sur le territoire d'obtenir une autorisation de séjour de plus de trois mois.

En particulier, la partie défenderesse s'est bornée à indiquer, dans la motivation du premier acte attaqué, que « *Madame invoque l'Article 25/2 de de l'AR de 1980, étant, lors de l'introduction de la présente demande, en séjour légal, disposant d'un permis de travail, d'un certificat médical ad hoc, et n'ayant pas commis de faits contraires à l'ordre public.*

Rappelons que l'Office des Etrangers doit se prononcer sur l'existence de circonstances exceptionnelles au moment où il statue et non au moment de l'introduction de la demande (CCE, arrêt de rejet 285 071 du 20 février 2023) ».

Ce faisant, la partie défenderesse semble avoir considéré que la requérante avait invoqué le prescrit de l'article 25/2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 à titre de circonstance exceptionnelle susceptible de justifier l'introduction de sa demande à partir de la Belgique au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Un tel raisonnement procède cependant d'une lecture partielle, et partant erronée, de la demande précitée. En effet, il ressort de la structure de celle-ci que, sous le titre « *Base légale* », l'article 25/2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 y est reproduit avant l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. De la même manière, le titre « *IV. Recevabilité de la demande* » est subdivisé en un premier sous-titre (IV.1) consacré à un argumentaire relatif à l'article 25/2 précité, et en second sous-titre (IV.2), consacré à l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, dans lequel les circonstances exceptionnelles invoquées sont clairement exposées. Dès lors, le Conseil estime, aux termes d'une lecture bienveillante de la demande précitée, pouvoir suivre la partie requérante lorsqu'elle affirme dans son recours que l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 était invoqué à titre subsidiaire.

Partant, il appartenait à la partie défenderesse de se prononcer, à titre principal, sur la demande de la requérante sur la base de l'article 25/2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ou, en toute hypothèse, d'explicitier les raisons pour lesquelles elle estimait que cette disposition ne pouvait constituer un fondement légal valable pour celle-ci, et ensuite, le cas échéant, d'analyser la demande sous l'angle de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

En pareille perspective, le motif selon lequel « *l'Office des Etrangers doit se prononcer sur l'existence de circonstances exceptionnelles au moment où il statue et non au moment de l'introduction de la demande* » apparaît dénué de la moindre pertinence.

Par ailleurs, à supposer que la partie défenderesse ait entendu reprocher à la requérante d'être, au moment de la prise des actes attaqués, en séjour irrégulier et de ne plus disposer à ce moment d'une autorisation de travail, un tel motif ne serait cependant pas admissible, dès lors que cette situation est exclusivement imputable à la partie défenderesse, qui a tardé plus de deux ans et demi à prendre une décision.

Sur ce point, bien que l'écoulement d'un délai, même déraisonnable, dans le traitement d'un dossier, n'ait pas pour effet d'entraîner la naissance d'un quelconque droit au séjour et qu'en toute hypothèse, il n'entre pas dans la compétence du juge de l'excès de pouvoir de décider de quelle façon le préjudice causé par cette faute devrait être prévenu ou réparé, le Conseil considère qu'il semble évident qu'*in casu*, et en particulier au vu des développements du premier moyen de la requête et des pièces y annexées, l'écoulement du temps décrit par la partie requérante peut être qualifié de retard et que ce retard semble être constitutif d'une faute dans le chef de la partie défenderesse.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, le Conseil estime que la motivation du premier acte attaqué n'est ni suffisante, ni adéquate.

3.3.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait valoir que « Quant à l'absence de traitement de la demande de séjour en référence en l'article 25/2 de l'Arrêté royal, un telle critique appelle plusieurs observations. Tout d'abord, il y a lieu de souligner que si la partie requérante invoque cette disposition dans le cadre de sa demande de séjour, elle ne formule toutefois aucune demande quant à ce à l'égard de la partie défenderesse. La requérante semble en réalité considérer que sur base de cette disposition, elle aurait introduit une demande de séjour à durée illimitée (voy. par exemple l'intitulé de la demande « *Demande de changement de titre de séjour et d'inscription au registre des étrangers à titre illimitée (carte B)* » ou encore dans l'exposé des faits de sa demande « *La requérante initie la présente procédure en vue de se voir reconnaître le droit de vivre en Belgique de façon illimitée et sans condition* ». Ce faisant, la partie requérante se méprend manifestement quant à la portée de l'article 25/2 de l'Arrêté royal qui ne saurait lui conférer un tel statut. La partie requérante tente, à l'appui de son recours, de se prévaloir de la confusion qu'elle a elle-même entretenu quant à la terminologie usitée dans le cadre de sa demande de séjour. Ce faisant, il ne peut être reproché à la partie défenderesse d'avoir traité sa demande comme étant fondée sur base de l'article 9bis de la Loi, base légale explicitement invoquée par elle en outre, et d'avoir répondu aux circonstances exceptionnelles « *justifiant de l'introduction de la demande en Belgique* » (points IV.2.1. et suivants de la demande) ».

Cette argumentation n'est cependant pas de nature à renverser le constat de l'insuffisance de la motivation relevée dans les lignes qui précèdent.

En outre, le Conseil considère que, en dépit de la formulation maladroite de la demande visée au point 1.4., la partie défenderesse ne pouvait raisonnablement ignorer qu'au moment de l'introduction de cette demande, la requérante se trouvait en séjour légal en Belgique, en telle sorte qu'elle pouvait éventuellement se prévaloir de la dérogation prévue à l'article 25/2, §1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, laquelle disposition était clairement invoquée dans ladite demande, et qu'en toute hypothèse, la requérante ne relevait pas du champ d'application de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. »

CCE arrêt 306722 du 16/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"[L]’identité et la nationalité burundaise du requérant sont établies à suffisance. Ces éléments ne sont par ailleurs pas contestés par la partie défenderesse. Comme le mentionne la décision querellée, les observateurs de la situation au Burundi « *font état de la persistance d’attaques systématiques contre les membres de l’opposition – ou ceux considérés comme tels-en application d’une politique d’Etat.* ».

On peut encore lire dans ladite décision que « *les autorités (hauts responsables de l’Etat, armée, force de l’ordre, autorités administratives locales et Imbonerakure) ciblent principalement des personnes qui ne montrent pas leur soutien au CNDD-FDD ou au président (notamment en refusant d’adhérer au parti ou de donner des contributions financières), des membres du CNL et parfois des membres d’autres partis d’opposition, des membres de familles d’opposants réels ou présumés, des personnes soupçonnées d’implication dans les attaques armées ou de collaboration avec des groupes armés.* ».

Partant, le Conseil estime que ce contexte particulier doit inciter les autorités compétentes à faire preuve d’une grande prudence dans l’examen des demandes de protection internationale des personnes originaires du Burundi.

(...)

Contrairement à la décision querellée, le Conseil estime que la requérante a produit un récit cohérent et relativement précis des événements l’ayant poussée à fuir son pays. Elle a bien remis les événements dans le contexte burundais en expliquant pourquoi sa famille était dans le collimateur du chef de quartier en raison du fait que son cousin avait précédemment occupé le même poste. Par ailleurs, à l’audience, elle a aussi exposé que cette perquisition de son domicile était intervenue après une attaque menée contre une maison du CNDD-FDD.

(...)

Au vu de l’ensemble de ces éléments, le Conseil considère que les faits allégués par la requérante à l’appui de sa demande de protection internationale sont établis à suffisance. Il estime que lesdits faits sont de nature à établir l’existence d’une crainte de persécution au sens de l’article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 dans le chef de la requérante.

(...)

Au vu de ces éléments, la requérante établit qu’elle a quitté son pays et en demeure éloignée par crainte d’être persécutée au sens de l’article 1^{er}, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève. Le Conseil considère que la requérante a des craintes liées à ses opinions politiques imputées au sens de l’article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève."

CCE arrêt 306567 du 15/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Abrogation Genève

composition du siège

1 juge

"[L]e requérant est arrivé sur le territoire du Royaume en compagnie de ses parents alors qu'il était âgé de dix ans (...) Le 10 septembre 1990, ces derniers ont introduit une demande de protection internationale en invoquant en substance (...) le fait que le père du requérant avait une crainte de persécution à l'encontre des autorités zairoises de l'époque.

(...) il apparaît que le 6 mai 1993, l'ensemble des membres de la famille, en ce inclus le requérant, s'est vu reconnaître le statut de réfugié.

(...)

La décision entreprise abroge le « statut » de réfugié du requérant au motif, en substance, que les raisons et les circonstances ayant conduit à l'obtention de ce statut ont cessé d'exister, au sens de l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 1^{er}, section C, (5) et (6) de la Convention de Genève. Elle estime que le requérant ne développe aucun élément permettant de considérer que ces raisons et ces circonstances n'ont pas cessé d'exister.

(...)

Le Conseil observe que (...) la partie défenderesse a fait application de l'article 57/6, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980 aux termes duquel la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides est compétente pour abroger le « statut » de réfugié sur la base de l'article 55/3 de la loi précitée.

(...)

(...) [A]près un examen attentif du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil considère qu'il ne détient pas, au stade actuel de la procédure, tous les éléments nécessaires afin de statuer en toute connaissance de cause.

En effet, force est de relever, à la suite de la requête introductive d'instance, que la situation particulière du requérant n'a pas été prise en compte à suffisance par la partie défenderesse.

Ainsi, s'il ressort incontestablement des informations présentes au dossier que, depuis la reconnaissance de la qualité de réfugié au requérant et aux autres membres de sa famille en 1993, la situation en République Démocratique du Congo a considérablement évoluée, il y a néanmoins lieu de relever que la partie défenderesse, alors que la charge de la preuve repose en l'espèce sur elle, n'a versé au dossier aucun élément permettant d'identifier avec précision la ou les craintes invoquées initialement par le père du requérant. Le Conseil relève en particulier que ne figurent au dossier administratif, ni les auditions des membres de la famille du requérant lors de leur procédure de protection internationale, ni, et plus encore, les décisions de reconnaissance de la qualité de réfugié des parents du requérant et de lui-même, alors que la partie défenderesse procède à l'abrogation même de la qualité de réfugié dans le chef du requérant. Ce faisant, le Conseil est placé dans l'impossibilité d'appréhender avec un minimum de précision les éléments qui ont justifié la reconnaissance comme réfugié de tous les membres de la famille – en ce inclus le requérant –, de même que le ou les acteurs de persécution que les intéressés mentionnaient alors.

Le Conseil est certes en possession d'éléments objectifs permettant de tenir pour établi que, depuis les années nonantes, la situation en République Démocratique du Congo a considérablement évoluée. Cependant, ni la motivation de l'acte attaqué ni les éléments du dossier administratif et du dossier de procédure ne permettent d'identifier si cette même évolution est de nature, dans le cas spécifique du requérant, à justifier l'abrogation de son statut de réfugié.

En effet, compte tenu de l'absence au dossier de tout élément permettant de déterminer avec précision les raisons qui ont initialement présidé à la reconnaissance de la qualité de réfugié à l'intéressé en raison de la situation de son père, il apparaît réciproquement impossible de déterminer si l'évolution de la situation dans son pays d'origine – dont la partie défenderesse se prévaut principalement dans l'acte attaqué – a une quelconque pertinence en l'espèce.

Le Conseil note tout particulièrement qu'en définitive, aucun examen concret des faits ayant justifié la reconnaissance de la qualité de réfugié au requérant en 1993, alors qu'il n'était âgé que de dix ans, soit les faits invoqués par son père n'a été réalisé en l'espèce par la partie défenderesse, de sorte que le Conseil reste dans l'incapacité d'apprécier le bien-fondé (et en particulier le caractère actuel) de la crainte invoquée par le requérant dans le cadre de sa demande de protection internationale et qui avait, à l'époque, conduit la partie défenderesse à lui reconnaître cette qualité de réfugié en 1993 (voir en ce sens l'arrêt rendu par une chambre à trois juges : CCE, arrêt n° 234 977 du 8 avril 2020,

points 6.7.2 et suivants).

Au surplus, il y a lieu d'ajouter à cet égard qu'au regard du très jeune âge du requérant au moment de son arrivée en Belgique et au moment de l'octroi de son statut de réfugié par les instances d'asile belges, il ne peut pas raisonnablement lui être reproché de ne pas être à même d'apporter des informations précises et circonstanciées au sujet des faits principalement invoqués par son père ou encore au sujet de l'actualité de la crainte correspondante.

Au vu de ce qui précède, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur des éléments essentiels du présent litige. Toutefois, le Conseil n'a pas la compétence pour procéder lui-même à ces mesures d'instruction (voir l'exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'Etat et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers -,exposé des motifs, *doc.parl.*, ch.repr., sess.ord.2005-2006, n°2479/001, pp.95 et 96).

Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les éléments exposés dans le présent arrêt, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre en œuvre tous les moyens utiles afin de contribuer à l'établissement des faits et à la bonne instruction du dossier.

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire à la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides."

CCE arrêt 306563 du 15/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"[L]’identité et la nationalité burundaise de la requérante ne sont pas contestées par la partie défenderesse.

(...)

Au vu de ces éléments, le Conseil considère qu’en l’espèce la requérante reste en défaut d’établir l’existence d’une crainte de persécution au sens de l’article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, en lien avec les faits allégués.

Par contre, le Conseil ne peut suivre la motivation de la décision querellée en ce qu’elle considère que le seul séjour ou passage en Belgique pour un ressortissant burundais, et spécifiquement en qualité de demandeur de protection internationale, n’est pas de nature à faire naître une crainte fondée de persécution dans son chef en cas de retour au Burundi.

(...)

[Le Conseil analyse les COI Focus "Burundi - Le traitement réservé par les autorités nationales à leurs ressortissant de retour de le pays" du 28 février 2022 et du 15 mai 2023.]

(...)

Au vu de ces observations, le Conseil considère que le *COI Focus* du 15 mai 2023 ne contient pas d’informations de nature à justifier une appréciation différente de celle posée par lui dans son arrêt n° 282 473 du 22 décembre 2022 rendu à 3 juges.

Toutefois, ledit arrêt poursuivait en constatant qu’il « [...] ne ressort, par ailleurs, ni de la décision attaquée ni d’aucun élément du dossier, qu’il existerait des raisons de penser que la requérante pourrait échapper pour un motif quelconque au climat de suspicion évoqué plus haut et au risque qui en découle ».

Le Conseil estime qu’en l’espèce, la question qu’il reste à trancher est d’examiner s’il existe des éléments permettant de penser que la requérante échappe au climat de suspicion évoqué dans cet arrêt et au risque qui en découle.

A cet égard, le Conseil considère, au vu des développements qui précèdent que le fait que, tel que soutenu dans la décision litigieuse, la requérante « [...] continu[e] à représenter une fédération reconnue par un ministère », ou que son profil politique allégué ne puisse être tenu pour établi, ou encore que les autorités burundaises se sont montrées bienveillantes à son égard en lui délivrant un passeport en 2017 et en la laissant quitter son pays légalement en 2018 ne peut permettre d’arriver à cette conclusion. En effet, il n’en demeure pas moins que la requérante a introduit par la suite une demande de protection internationale en Belgique. Rien n’indique donc à ce stade qu’elle pourrait échapper au climat de suspicion évoqué ci-dessus et au risque qui en découle.

(...)

Partant, le Conseil estime que la requérante a des craintes fondées de persécution au sens de l’article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève ; cette crainte se rattache en l’espèce au critère des opinions politiques imputées par les autorités, au sens de l’article 48/3, § 5, de la loi du 15 décembre 1980.

Enfin, le Conseil n’aperçoit, au vu du dossier, aucune raison sérieuse de penser que la requérante se serait rendue coupable de crimes ou d’agissements visés par l’article 1^{er}, section F, de la Convention de Genève, qui seraient de nature à l’exclure du bénéfice de la protection internationale prévue par ladite Convention.

En conséquence, il y a lieu de réformer la décision attaquée et de reconnaître à la requérante la qualité de réfugié."

CCE arrêt 306545 du 15/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

États-Unis

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - vernietiging - gezinshereniging met Oostenrijkse dochter - bestreden beslissing weigert op grond van artikel 40bis VW - ambtenaar gemeente heeft in bijlage 19ter gekwalificeerd als gezinsherenigingaanvraag in hoedanigheid van "bloedverwant in opgaande lijn" zoals bedoeld in artikel 40bis VW - VP heeft echter medische attesten voorgelegd en een brief van zijn advocaat waarin artikel 47/1 VW wordt vermeld en het gegeven dat de Unieburger voor VP dient te zorgen gelet op zijn ernstige gezondheidsproblemen - hoewel aanvraag op gemeentelijk niveau werd gekwalificeerd als "ascendent ten laste" zoals bedoeld in artikel 40bis VW, houdt dit verweerder niet tegen om te herkwalificeren - verweerder had desnoods aan VP verduidelijking moeten vragen - schending artikel 47/1 VW

2.3. Blijkens het administratief dossier diende verzoeker op 4 juli 2023 een aanvraag in van een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie (bijlage 19ter) in functie van zijn Oostenrijkse dochter. Deze aanvraag werd door de ambtenaar van de gemeente Ternat gekwalificeerd als een aanvraag in de hoedanigheid van "bloedverwant in opgaande lijn" op grond van artikel 40bis van de vreemdelingenwet. Op 6 juli 2023 maakte de medewerker van de Dienst Burgerzaken van de gemeente Ternat de bewijsstukken over aan de Dienst Vreemdelingenzaken die verzoeker had bijgebracht, waaronder medische attesten en een brief van de advocaat waarin uitdrukkelijk het volgende wordt vermeld: *"Dit rechtvaardigt dat de Heer J.(...) een aanvraag indient voor een verblijfsvergunning van meer dan drie maanden in België in toepassing van artikel 47/1 van de vreemdelingenwet van 15 december 1980, namelijk in de hoedanigheid van "ander familielid" van een burger van de Unie voor wie deze laatste moet zorgen wegens ernstige gezondheidsproblemen."*

[...]

2.5. Samen met verzoeker stelt de Raad vast dat de aanvraag van verzoeker behandeld werd op basis van een juridische grondslag die niet spoort met de neergelegde stukken. Het gegeven dat de aanvraag op gemeentelijk niveau als een gezinsherenigingsaanvraag als ascendent 'ten laste' (artikel 40bis van de vreemdelingenwet) werd gekwalificeerd, en niet als een aanvraag als 'ander' familielid dat wegens ernstige gezondheidsredenen een persoonlijke verzorging behoeft (artikel 47/1, 3°, van de vreemdelingenwet), verhindert de gemachtigde van de staatssecretaris niet om de aanvraag te herkwalificeren. De gemachtigde van de staatssecretaris had desnoods aan verzoeker verduidelijking moeten vragen (cf. RvS nr. 27 februari 2013, nr. 222.653). Uit de beslissing kan niet worden opgemaakt dat de gemachtigde van de staatssecretaris rekening heeft gehouden met het geheel van de aangebrachte stukken, zoals de brief van de advocaat, waaruit nochtans uitdrukkelijk blijkt dat de aanvraag werd ingediend als 'ander' familielid van een burger van de Unie, zoals bedoeld in artikel 47/1 van de vreemdelingenwet. Bovendien wordt in de bestreden beslissing het medisch attest vermeld, zonder dat hieruit de logische gevolgtrekking wordt gemaakt dat initieel op de aanvraag (bijlage 19ter) op gemeentelijk niveau verkeerdelijk "bloedverwant in opgaande lijn" werd aangekruist, terwijl het eigenlijk een aanvraag in de hoedanigheid van "ander familielid – ziek" betrof.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Weigering visum – vernietiging – gezinshereniging met erkende vluchteling – bewijs gezinsband – cascaderегeling – DNA test – bij positieve DNA-test kan “*nieuwe beslissing*” genomen worden – 8 EVRM – samenhangende visumaanvragen – minderjarige broer van erkende vluchteling

1: bewijs gezinsband

Wat betreft de bewijsregeling inzake gezinsbanden in de situatie van gezinshereniging met een vreemdeling die internationale bescherming geniet en waarbij de ingeroepen gezinsbanden reeds bestaan van voor deze vreemdeling naar België is gekomen, blijkt uit een lezing van art. 12bis, §§5 en 6 Vw. dat is voorzien in een cascadesysteem. In beginsel dient de gezinsband met officiële documenten te worden aangetoond. Indien dergelijke documenten niet kunnen worden voorgelegd, moet rekening worden gehouden met “*andere geldige bewijzen*”.

Indien ook dit niet mogelijk is, kan verweerder “*overgaan of laten overgaan tot een onderhoud met de vreemdeling en de vreemdeling die vervoegd wordt, of tot elk onderzoek dat noodzakelijk wordt geacht en in voorkomend geval voorstellen om een aanvullende analyse te laten uitvoeren*”.

Overeenkomstig art. 11, §1, tweede lid Vw. mag in deze situatie de beslissing niet uitsluitend worden gebaseerd op het ontbreken van de officiële documenten die de bloed- of aanverwantschapsbanden aantonen.

[...]

In de eerste en de tweede bestreden beslissing heeft de gemachtigde het volgende vastgesteld:

“Immers wordt er geen enkel document voorgelegd teneinde de verwantschap met de te vervoegen persoon, I. B. (...), aan te tonen.”

De gemachtigde motiveert verder als volgt:

“Het bewijs van afstamming kan echter worden geleverd door een DNA-test, uitgevoerd in het kader van een bij de FOD Buitenlandse Zaken aangespannen procedure. Indien de resultaten van deze test positief zijn, kunnen deze worden ingeroepen als bewijs van afstamming ter staving van een nieuwe beslissing”.

Uit de eerste en de tweede bestreden beslissingen komt naar voor dat de gemachtigde de afgifte van de gevraagde visa gezinshereniging weigert, omdat het bewijs van de afstammingsband niet werd geleverd.

De verweerder laat het vervolgens aan de tweede en derde verzoekers over om een nieuwe procedure aan te spannen bij de FOD Buitenlandse Zaken teneinde een DNA-test uit te voeren om op die manier alsnog het bewijs van afstamming te kunnen leveren. De verweerder geeft vervolgens aan dat, indien de resultaten van de DNA-tests positief zijn, deze tests alsnog kunnen worden aanvaard als bewijs van de gezinsbanden ter staving van “*een nieuwe beslissing*”. De Raad leest echter nergens in de eerste en de tweede bestreden beslissing dat de verweerder heeft onderzocht of de afstammingsband kan worden aangenomen op grond van ‘andere geldige bewijzen’, dit door de documenten die bij de aanvraag werden gevoegd *in concreto* af te toetsten aan de cascaderегeling voorzien in art. 12bis, §§5 en 6 Vw.

Hoewel de gemachtigde blijkens art. 12bis, § 6, van de Vreemdelingenwet bij het ontbreken van officiële of ‘andere geldige bewijzen’ niet verplicht is om over te gaan tot een onderhoud of bijkomend onderzoek, blijkt bovendien uit de vermelding in de eerste en tweede bestreden beslissing dat de gemachtigde zelf aanstuurt op het uitvoeren van de DNA-test in het kader van een bij de FOD Buitenlandse zaken aan te spannen procedure, dat de gemachtigde het bestaan van de bloedverwantschap ten aanzien van de gezinshereniger niet uitsluit en dat hij bijkomend onderzoek, meer bepaald een DNA-test, noodzakelijk acht.

Bijgevolg heeft de verweerder aanvaard dat de tweede verzoeker en de derde verzoekster de mogelijkheid dienen te krijgen om hun verwantschapsband met de referentiepersoon aan te tonen door middel van een aanvullende analyse, in casu een DNA-onderzoek. Uit de bewoordingen van de eerste en tweede bestreden beslissing blijkt echter dat deze

definitieve eindbeslissingen betreffen waarbij de aanvragen van de eerste verzoeker en de tweede verzoekster negatief worden afgesloten.

De Raad treedt de verzoekers bij waar zij betogen dat er geen rechtsgrond bestaat om de visumaanvragen te weigeren omdat de verwantschapsband tussen de tweede verzoeker en de derde verzoekster enerzijds en de referentiepersoon (eerste verzoeker) anderzijds niet met de nodige documenten wordt aangetoond, wanneer tegelijkertijd de mogelijkheid opengelaten wordt om deze band aan te tonen door middel van een DNA-onderzoek en dit nog voordat een dergelijk onderzoek gevoerd werd. Deze handelswijze getuigt van een onzorgvuldige feitenvinding en een onaanvaardbare motivering in het licht van de artikelen 10, 11, §1, tweede lid, en 12bis, §§ 5-6, van de Vreemdelingenwet.

Een schending van de materiële motiveringsplicht en het zorgvuldigheidsbeginsel iuncto de artikelen 10, 11 en 12bis van de Vreemdelingenwet wordt aannemelijk gemaakt.

2: 8 EVRM

Uit de gegevens van de zaak blijkt dat de tweede verzoeker en de derde verzoekster zich beroepen op art. 10, § 1, lid, 1, 7° Vw. om het recht op gezinshereniging te verkrijgen met hun minderjarige zoon in België (de eerste verzoeker). Daarnaast diende ook de vierde verzoeker een visumaanvraag in, hij houdt voor de zoon te zijn van de tweede verzoeker en de derde verzoekster en de broer te zijn van de eerste verzoeker.

Art. 10 Vw. voorziet echter geen recht op gezinshereniging in de zijlijn (tussen de eerste verzoeker en de vierde verzoeker), zodat de visumaanvraag van de vierde verzoeker op humanitaire gronden werd behandeld conform de artikelen 9 en 13 Vw.

De verzoekers beroepen zich evenwel tevens op een schending van art. 8 van het EVRM.

Overeenkomstig de rechtspraak van het EHRM kunnen handelingen van Staten die worden gesteld buiten hun grondgebied of die gevolgen teweeg brengen buiten hun grondgebied, enkel in uitzonderlijke omstandigheden als een uitoefening van rechtsmacht, in de zin van art. 1 van het EVRM, worden beschouwd (extraterritoriale rechtsmacht) [...].

In de huidige zaak beperken de rechtsgevolgen zich echter niet tot een extraterritoriaal effect. De referentiepersoon (dit is de eerste verzoeker) is in casu een erkende vluchteling die bij het indienen van het VIB alsook op het moment van de voormelde visumaanvragen én op de datum van de bestreden beslissingen een niet-begeleide minderjarige was. De tweede verzoeker en de derde verzoekster hebben - mits voldaan aan de wettelijke voorwaarden - op grond van art. 10, § 1, 7°, Vw. dan ook een recht op hereniging met hun zoon I.B. (eerste verzoeker) in België. Hun aanvraag houdt aldus verband met het uitoefenen van het recht op gezinsleven tussen de gezinshereniger en zijn vader en moeder op het Belgische grondgebied. De vierde verzoeker heeft eveneens verklaard minderjarig te zijn, en het kind te zijn van de tweede verzoeker en de derde verzoekster. De visumaanvragen werden simultaan door de verzoekers ingediend en uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat de diensten van de verweerder deze aanvragen ook tezamen hebben onderzocht, zij het voor de vierde verzoeker vanuit een andere rechtsgrond. Alle betrokkenen hebben uitdrukkelijk aangegeven dat zij met hun visumaanvragen beogen de referentiepersoon, I. B., in België te vervoegen.

Hoewel de band tussen de eerste verzoeker en de vierde verzoeker geen situatie betreft die valt onder art. 10 Vw., dienen de drie visumaanvragen in het licht van art. 8 van het EVRM als samenhangend met die van de tweede verzoeker en de derde verzoekster te worden beschouwd. Tussen kind en ouder ontstaat immers vanaf de geboorte een band die gelijkstaat met een beschermenswaardig gezinsleven in de zin van art. 8 van het EVRM en dit enkel en alleen door het feit van de geboorte [...]. De discretionaire bevoegdheid waarover het bestuur beschikt bij het beoordelen van een humanitaire visumaanvraag, moet worden ingevuld op een wijze die verenigbaar is met art. 8 van het EVRM. In de huidige zaak betekent dit dat de aanvraag ingediend voor de vierde verzoeker tezamen wordt onderzocht met de aanvraag van de [tweede] verzoeker en de [derde] verzoekster en dat wordt nagegaan of er, gelet op de specifieke omstandigheden die het geval van de vierde verzoeker kenmerken, een positieve verplichting bestaat om ook hem toe te laten om, samen met zijn ouders, de referentiepersoon in België te vervoegen. Uit de motieven van de derde bestreden beslissing blijkt dat de verweerder zich hiervan bewust is, nu ook in deze beslissing wordt gesteld dat *"Het bewijs van afstamming ten aanzien van de vermoedelijke ouders echter (kan) worden geleverd door een DNA-test, uitgevoerd in het kader van een bij de FOD Buitenlandse Zaken aangespannen procedure. Indien de resultaten van deze test positief zijn EN op voorwaarde dat ook de DNA-test tussen de vermoedelijke ouders en de te vervoegen persoon in België positief is, kunnen deze worden ingeroepen als bewijs van afstamming ter staving van een nieuwe beslissing."* De weigeringsbeslissingen die werden getroffen ten aanzien van de tweede en derde verzoekers zijn evenwel kaduuk en dienen te worden vernietigd om de redenen zoals hierboven aangegeven.

Ook in het geval van de vierde verzoeker is het derhalve kennelijk onredelijk, dit in het licht van art. 8 van het EVRM, om de aanvraag voor een humanitair visum (met het oog op het vervoegen van de eerste verzoeker in België) te weigeren omdat er geen zekerheid is over de identiteit van de vierde verzoeker, terwijl er tegelijkertijd wordt aangenomen dat het bewijs van afstamming kan worden geleverd door DNA-testen van de verzoeker, zijn ouders en zijn (vermoedelijke) broer.

In dit opzicht wordt een schending van de materiële motiveringsplicht, in het licht van art. 8 van het EVRM, aannemelijk gemaakt.

CCE arrêt 306457 du 14/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Érythrée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

Het is inderdaad zo dat de verzoekende partij bij het invullen van de vragenlijst op de Dienst Vreemdelingenzaken enerzijds verklaard heeft met een visumgezinshereniging naar Nederland te zijn gereisd, en anderzijds heeft ze verklaard dat ze er de vluchtelingenstatus verkregen heeft. Tijdens het persoonlijk onderhoud verklaart de verzoekende partij dat ze een verblijfsdocument had in Nederland. Daarbij heeft de verzoekende partij niet bevestigd dat ze de vluchtelingenstatus had verkregen in Nederland. Ze geeft enkel aan tot wanneer ze in Nederland gebleven is. (...) Op basis van het persoonlijk onderhoud kan **hoogstens aangenomen** worden dat de verzoekende partij **over verblijfsdocumenten in Nederland beschikte, maar blijkt niet afdoende op basis van welke grondslag ze deze documenten heeft verkregen.**

In het verzoekschrift geeft de verzoekende partij aan dat zij nooit zelf in Nederland een verzoek om internationale bescherming ingediend heeft. (...)

Samen met de verzoekende partij dient de Raad vast te stellen dat het administratief dossier **geen enkel document bevat** waaruit blijkt dat de verzoekende partij daadwerkelijk heden internationale bescherming geniet in Nederland. *In casu* zijn de verklaringen van de verzoekende partij bij het invullen van de vragenlijst op de Dienst Vreemdelingenzaken niet afdoende om vast te stellen dat zij over internationale bescherming beschikt in Nederland daar deze niet uitdrukkelijk bevestigd worden tijdens het persoonlijk onderhoud of met objectieve gegevens onderbouwd wordt. De verwerende partij maakt geenszins aannemelijk dat zij in de onmogelijkheid was om deze informatie te bekomen via opzoekingen in de Eurodac database of via contactopname met de Nederlandse autoriteiten. Bovendien betwist de verzoekende partij in het verzoekschrift dat zij over internationale bescherming beschikt in Nederland. Bijgevolg kan **niet** worden aangenomen dat de **conditio sine qua non voor het niet-ontvankelijk verklaren van het verzoek om internationale bescherming** van de verzoekende partij vervuld is.

Gelet op hetgeen voorafgaat, is de Raad van oordeel dat de commissaris-generaal onvoldoende onderzocht heeft of de verzoekende partij daadwerkelijk en actueel in Nederland internationale bescherming geniet.

Een schending van de **zorgvuldigheidsplicht**, in het licht van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet, is dan ook aangetoond.

De Raad is dan ook van oordeel dat het aangewezen is om de bestreden beslissing te vernietigen, aangezien er thans **niet voldoende gegevens** voorliggen waaruit met voldoende zekerheid kan blijken dat is voldaan aan de in artikel 57/6, § 3, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet voorziene voorwaarde dat de verzoeker in Nederland de internationale bescherming geniet.

Bij gebrek aan eigen onderzoeksbevoegdheid is de Raad niet in de mogelijkheid om zelf de nodige opzoekingen te doen teneinde er zich van te vergewissen of de verzoekende partij in Nederland internationale bescherming geniet. Het is aan de commissaris-generaal om dit verder uit te zoeken.

De bestreden beslissing wordt derhalve vernietigd met toepassing van artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2° van de Vreemdelingenwet.

CCE arrêt 306445 du 14/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

nationalité

Côte d'Ivoire

dictum arrêt

Annulation

" (...) le Conseil observe que la décision attaquée la concernant n'a pas été prise dans le délai de 15 jours requis par l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 6°, de la loi du 15 décembre 1980 et que sa motivation révèle un examen du fond de la demande incompatible avec une décision d'irrecevabilité. La première requérante soutient en outre qu'une telle carence concerne l'ordre public dès lors qu'elle porte atteinte aux droits de la défense, compte tenu notamment de la réduction du délai de recours prévu pour une telle procédure. Elle soutient que la partie défenderesse a commis une irrégularité substantielle que le Conseil ne peut pas réparer et qu'il convient par conséquent d'annuler l'acte attaqué. Pour sa part, le Conseil observe que la loi ne prévoit pas de sanction claire en cas de violation de la disposition précitée. Toutefois, lors de l'audience du 18 avril 2024, la partie défenderesse déclare s'en référer à l'appréciation du Conseil et ne fait valoir aucune critique à l'encontre des arguments sur lesquels s'appuie la première requérante pour solliciter l'annulation de l'acte attaqué. Le Conseil se rallie dès lors à cette argumentation et constate qu'il a lieu d'annuler la première décision attaquée.

S'agissant de la décision prise à l'égard de la seconde requérante, le Conseil estime que, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, il y a lieu d'examiner conjointement la demande de cette dernière et celle introduite par sa sœur, première requérante. Lors de l'audience du 18 avril 2024, la partie défenderesse s'en réfère à l'appréciation du Conseil. 5.6

En conséquence, conformément à l'article 39/2, § 1er, alinéa 2, 2° et 3° de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler les décisions prises à l'égard des première et deuxième requérantes et de renvoyer les affaires au Commissariat général."

CCE arrêt 306482 du 14/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

" (...) Les informations reprises dans la requête au sujet de la situation des homosexuels en Mauritanie décrivent un environnement légal répressif et un climat social extrêmement hostile à l'égard de ces personnes.

Partant, le Conseil estime que ce contexte particulier doit inciter les autorités compétentes à faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes de protection internationale basées sur l'orientation sexuelle établie d'un demandeur originaire de Mauritanie.

Dès lors que devant le Commissaire adjoint, la partie requérante n'a pas étayé par des preuves documentaires fiables des passages déterminants du récit des événements qui l'auraient amenée à quitter son pays et à en rester éloigné, cette autorité pouvait valablement statuer sur la seule base d'une évaluation du récit, nécessairement empreinte d'une part de subjectivité, pour autant qu'elle reste cohérente, raisonnable et admissible et qu'elle prend dûment en compte les informations pertinentes disponibles concernant le pays d'origine du demandeur ainsi que son statut individuel et sa situation personnelle.

Le Conseil considère que tel n'a pas été le cas en l'espèce.

Dès lors, le Conseil estime qu'il ne peut se rallier aux motifs de la décision attaquée, soit qu'ils ne sont pas établis à la lecture du dossier administratif et des pièces de procédure, soit qu'ils sont valablement rencontrés dans la requête introductive d'instance, soit qu'ils ne permettent pas d'ôter toute crédibilité au récit présenté par la requérante à l'appui de la présente demande de protection internationale.

A la lecture du dossier administratif, et plus précisément du rapport psychologique daté du 8 mai 2023, le Conseil relève qu'il y est fait état d'une détresse psychologique du requérant marquée par des problèmes de sommeil, de la rumination mentale, du stress et des rêves en lien avec l'événement stressant. Ces éléments sont à prendre en compte lors de l'évaluation des propos du requérant.

Le Conseil estime, à l'inverse de la décision querellée, que les déclarations du requérant, concernant la découverte et la prise de conscience de son orientation sexuelle ainsi que la relation sentimentale et sexuelle qu'il a connue en Mauritanie sont crédibles et reflètent un sentiment de vécu.

(...) Le Conseil observe encore que le requérant a livré un récit relativement précis et détaillé de son arrestation, de sa détention et des circonstances de son évasion.

Par ailleurs, le certificat médical et l'attestation de suivi émanant du *Rainbow refugee committee* sont des éléments venant corroborer les propos du requérant.

Partant, au vu de ces différentes constatations, le Conseil considère que les persécutions alléguées et l'orientation sexuelle du requérant sont établies à suffisance.

(...) Le Conseil constate que les informations citées dans la requête, au sujet de la situation prévalant en Mauritanie décrivent un environnement légal répressif et un climat social extrêmement hostile à l'égard des homosexuels, constats qui ne sont pas contestés par la partie défenderesse et qui, d'une part, corroborent le bien-fondé des craintes invoquées et, d'autre part, doivent inciter à une extrême prudence dans l'évaluation des demandes de protection internationale émanant des membres de la communauté homosexuelle en Mauritanie, et enfin, rendent illusoire toute protection effective des autorités mauritaniennes. Le Conseil conclut donc qu'il n'existe aucune bonne raison de croire que les persécutions que le requérant a déjà endurés ne se reproduiront pas.

Les développements qui précèdent suffisent pour parvenir à la conclusion que le requérant nourrit effectivement une crainte avec raison d'être persécuté en cas de retour en Mauritanie, crainte qui se rattache à l'appartenance de la requérante au groupe social des homosexuels en Mauritanie."

CCE arrê 306517 du 14/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrê

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad stelt vast dat in het neurologisch verslag van 28 april 2023, aanwezig in het administratief dossier sprake is van waarschijnlijke psychogene niet-epileptische aanvallen in de context van psychologisch trauma en ontworteling en dat voor de zekerheid een EEG en cerebrale MRI wordt uitgevoerd om pro-epileptogene laesies uit te sluiten en dat een follow-up in overleg achteraf zal gebeuren.

Uit het psychologisch verslag van 8 mei 2023, aanwezig in het administratief dossier, blijkt dat verzoeker op regelmatige basis op gesprek kwam en er een grote psychologische onrust werd geconstateerd. Hij bleek in staat te zijn symptomen van traumatische en posttraumatische aard uiteenzetten en sprak over angstsymptomen met aanhoudende paniekaanvallen en duizeligheid. Hij kloeg ook over angst in verband met sociale relaties, omdat zijn angst voor anderen een zelfbeschermingsreflex was die hij had moeten invoeren toen de taliban de macht overnamen. Zijn symptomen waren onder andere slaapstoornissen, spanningshoofdpijn, teruggetrokkenheid en diepe droefheid. In ditzelfde attest werd aangegeven dat zij verzoeker zullen blijven steunen en hem de tijd geven om zijn fysieke en psychologische wonden te helen, die al tot op zekere hoogte zijn onderzocht en nog verder moeten worden onderzocht.

De Raad stelt echter vast dat uit de motivering van de bestreden beslissing **niet kan blijken dat de voorgelegde psychologische problemen, in rekening** werden gebracht bij de beoordeling van verzoekers verklaringen inzake zijn vrees voor de taliban, noch bij de beoordeling van de door verzoeker ingeroepen verwestering waardoor hij niet zou kunnen terugkeren.

Waar in de bestreden beslissing ook nog gesteld wordt dat het niet volstaat om op algemene wijze te verwijzen naar het feit dat men omwille van zijn verblijf in Europa als verwesterd gepercipieerd zal worden en bij terugkeer vervolgd zal worden, omdat dit niet werd geconcretiseerd noch geïndividualiseerd, stelt de Raad vast dat **verzoeker met de verwijzing naar zijn psychologische problemen, individuele en concrete elementen bijbrengt**. Uit de bestreden beslissing kan niet blijken op welke wijze hiermee rekening werd gehouden.

In de door verwerende partij neergelegde verweernota wordt in antwoord op het verzoekschrift louter aangevoerd dat verzoeker geen attesten neerlegt waarin een arts of psychiater een diagnose van posttraumatische stressstoornis maakt, dat in de bestreden beslissing reeds gemotiveerd werd dat verzoeker in staat was om deel te nemen aan het persoonlijk onderhoud, dat louter psychologische problemen niet volstaan om een nood aan internationale bescherming aan te tonen en dat verzoeker zich dienaangaande dient te wenden tot de geëigende procedure op grond van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet.

Verwerende partij gaat hiermee voorbij aan het gegeven dat verzoeker een attest neerlegde van een neuroloog waarin sprake is van psychologisch trauma in zijn hoofde, dat ondersteund wordt door een verslag van een psycholoog. Met de motivering dat verzoeker **in staat was om deel te nemen** aan het persoonlijk onderhoud, blijkt **niet dat rekening** werd gehouden met verzoekers **psychologische gesteldheid** bij de **beoordeling** van het **verzoek** om internationale bescherming en bij de beoordeling van zijn **verklaringen**. Het is de Raad **niet duidelijk** waar met de **verwijzing** naar de geëigende procedure in toepassing van artikel **9ter** van de Vreemdelingenwet kan blijken dat verwerende partij rekening hield met de medische/psychologische problemen bij de beoordeling van het verzoek om internationale bescherming. Een dergelijke motivering kan geenszins volstaan.

Het verweer dat hiermee rekening werd gehouden bij de beoordeling van verzoekers persoonlijke omstandigheden bij terugkeer naar Afghanistan in die zin dat onder meer gesteld werd dat verzoeker kan rekenen op zijn familiale netwerk, kan evenmin overtuigen. Dit wordt niet nader toegelicht en het is de Raad **niet duidelijk op welke wijze het bestaan van een familiaal netwerk van invloed is op verzoekers psychologische problemen en de nood aan internationale bescherming** omwille van deze psychologische problemen.

De Raad verwijst naar de EUAA "Country Guidance Afghanistan" waarin personen met ernstige medische problemen, waaronder mentale gezondheidsproblemen, worden omschreven als een risicoprofiel. Verzoekers psychologische

problemen wijzen op een zekere mate van **kwetsbaarheid** in hoofde van verzoeker en kunnen mogelijk bijdragen tot een verhoogde zichtbaarheid in geval van terugkeer naar zijn regio van herkomst. In het kader van het onderzoek naar de nood aan internationale bescherming moet verzoekers vervolgingsvrees worden beoordeeld vanuit de nieuwe (machts)dynamiek die in Afghanistan is ontstaan na de machtsovername.

Bijgevolg kan niet worden uitgesloten dat zelfs indien verzoeker niet aannemelijk maakt in het verleden te zijn vervolgd door de taliban, er **heden** in het licht van de nieuwe situatie in Afghanistan **mogelijk** wel een **gegronde vrees** voor vervolging in hoofde van verzoeker kan worden aangenomen.

De Raad stelt vast dat, op basis van de concrete en individuele elementen die door verzoeker werden aangereikt, voor hem **een aantal risicobepalende factoren lijken te bestaan**, waarvan moet worden nagegaan of zij, cumulatief beschouwd voldoende zijn om te besluiten dat voor verzoeker in geval van terugkeer naar Afghanistan een gegronde vrees voor vervolging kan worden aangenomen onder meer omwille van (toegeschreven) verwestering of religieuze, morele of sociale normoverschrijding in het buitenland, samen gezien met de elementen die verzoeker in het kader van de beweerde verwestering bijbrengt in het verzoekschrift en aanvullende nota's.

(...)

Een verder onderzoek naar verzoekers specifieke profiel, en de mogelijke risico's voor verzoeker bij terugkeer naar Afghanistan omwille van de bovenstaande elementen eigen aan zijn zaak, dringt zich op.

Essentiële elementen ontbreken => de Raad vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 306460 du 14/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Indéfini

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 20

nationalité

Italie

dictum arrêt

Annulation

Annexe 20 – Mineur Italien - Faits et AA : demande attestation enregistrement enfant mineur UE – condition « ressources suffisantes » pas valablement étayée – déclaration de prise en charge beau-père ne peut être prise en considération – ne fait plus partie du ménage des PR – CCE : 1) DA ne contient pas la copie de l’annexe 19 délivrée à l’enfant mineur – ne permet pas de déterminer sur quel fondement cette demande a été introduite (lui-même titulaire de moyens de subsistance suffisants en tant que ressortissant UE italien ou descendant de sa mère UE) – art. 39/59 L1980 – en l’absence de DA complet il ne peut être clairement déterminé sur quelle base la demande de séjour a été introduite pour l’enfant mineur des PR – semble avoir été sollicité en tant que citoyen UE titulaire de moyens de subsistance (au vu du RN) – 2) dépôt attestation prise en charge par le beau-père de l’enfant mineur + fiches de paie – CJUE C-302/18 du 03/10/2019 – PD écarte les revenus provenant du beau-père car ne fait plus partie du ménage -> motivation inadéquate et illégale – ajoute une condition à la provenance des revenus (qu’ils émanent d’un cohabitant) – ANNULATION

« 3.2.2.2. En l’occurrence, il ressort tout d’abord de l’examen du dossier administratif et des pièces de procédure que les parties requérantes ont introduit une demande d’attestation d’enregistrement pour leur fils mineur, le 14 mars 2023, par le biais d’un courrier de leur conseil adressé à l’administration communale de Wavre en tant que « citoyen européen mineur ». Cette demande apparaît avoir été enregistrée le 20 mars 2023, ainsi que cela figure sur l’acte attaqué. Toutefois, le dossier administratif ne contient pas de copie de l’annexe 19 délivrée à l’enfant mineur des parties requérantes à cette occasion permettant de déterminer sur quel fondement cette demande a été introduite (titulaire de moyens de subsistance suffisants ou descendant de sa mère). L’ « historique des données RN » révèle toutefois :

« 20/03/2023 R.A. -Citoyen UE, ayant introduit une demande d’attestation d’enregistrement ».

A cet égard, le Conseil rappelle, d’une part, que l’article 39/59, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, dispose que « *Lorsque la partie défenderesse ne transmet pas le dossier administratif dans le délai fixé, les faits cités par la partie requérante sont réputés prouvés, à moins que ces faits soient manifestement inexacts* » et, d’autre part, qu’il ressort de la jurisprudence du Conseil d’Etat à laquelle il se rallie que cette disposition est également applicable lorsque le dossier déposé est incomplet (dans le même sens : C.E., arrêt n° 181.149 du 17 mars 2008).

Il s’en déduit, qu’en l’absence d’un dossier administratif complet, il ne peut être clairement déterminé sur quelle base la demande de séjour a été introduite pour l’enfant mineur des parties requérantes qui semble toutefois avoir été sollicitée en tant que citoyen de l’Union européenne titulaire de moyens de subsistance suffisants tel que prévu à l’article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 2^o de la loi du 15 décembre 1980 sans que la partie défenderesse ne se soit prononcée sur cette demande.

3.2.2.3.1. En tout état de cause, l’analyse du dossier administratif révèle ensuite que les parties requérantes avaient transmis, à l’appui de leur demande visée au point 1.3. du présent arrêt, une attestation de prise en charge rédigée par le beau-père du fils des parties requérantes, datée du 20 mai 2023, par laquelle il déclare prendre la première partie requérante et le fils de cette dernière en charge, y joignant différentes fiches de paie et un document intitulé « compte individuel de l’année 2022 » ayant trait aux revenus celui-ci.

L’acte attaqué est fondé sur le constat selon lequel « *la condition de « ressources suffisantes » exigée par l’article 40bis de la loi du 15/12/1980, n’a pas été valablement étayée* », la partie défenderesse précisant notamment à cet égard que les parties requérantes « [ont] *produit une déclaration de prise en charge rédigée le 20/05/2023 par Monsieur [R.A.] dont les bénéficiaires [sic] sont l’intéressé et son ouvrant droit au séjour. Cette déclaration de Monsieur [R.A.] est accompagné par deux fiches de paie (02/2023 et 04/2023) et de son compte individuel [sic] pour l’année 2022. Selon le Registre national,*

Monsieur [R.A.] ne fait plus partie du ménage (depuis le 18/07/2023) du [fils des parties requérantes] donc cette déclaration de prise en charge et les documents qui l'accompagnent ne peuvent être pris en considération comme ressources suffisantes dont dispose le ménage de l'ouvrant droit au séjour ».

A cet égard, le Conseil rappelle que la provenance des ressources visées tant à l'article 40bis, alinéa 4, alinéa 2 qu'à l'article 40, § 4, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980, n'est pas décisive, ainsi qu'énoncé par la CJUE dans l'arrêt X. c. *Etat belge* (C-302/18) de la CJUE du 3 octobre 2019 dans laquelle la Cour a une nouvelle fois rappelé qu'« il convient de relever qu'une exigence comparable de disposer de « ressources » figure également à l'article 7, paragraphe 1, sous b), de la directive 2004/38, aux termes duquel tout citoyen de l'Union a le droit de séjourner sur le territoire d'un autre État membre pour une durée de plus de trois mois, notamment, s'il dispose, pour lui et pour les membres de sa famille, de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'État membre d'accueil au cours de son séjour. La Cour a jugé qu'une interprétation de la condition relative au caractère suffisant des ressources prévue à l'article 7, paragraphe 1, sous b), de la directive 2004/38 en ce sens que l'intéressé devrait disposer lui-même de telles ressources, sans qu'il puisse se prévaloir, à cet égard, des ressources d'un membre de la famille qui l'accompagne, ajouterait à cette condition, telle qu'elle est formulée dans la directive 2004/38, une exigence relative à la provenance des ressources, qui constituerait une ingérence disproportionnée dans l'exercice du droit fondamental de libre circulation et de séjour garanti à l'article 21 TFUE, en ce qu'elle n'est pas nécessaire à la réalisation de l'objectif poursuivi par l'article 7, paragraphe 1, sous b), de la directive 2004/38, à savoir la protection des finances publiques des États membres (voir, en ce sens, arrêt du 16 juillet 2015, *Singh e.a.*, C-218/14, EU:C:2015:476, point 75 ainsi que jurisprudence citée). La notion de « ressources », visée à l'article 5, paragraphe 1, sous a), de la directive 2003/109, peut être interprétée de manière analogue à celle visée à l'article 7, paragraphe 1, sous b), de la directive 2004/38 comme n'excluant pas que l'intéressé puisse se prévaloir de ressources provenant d'un tiers, membre de sa famille » (le Conseil souligne).

En ce que la partie défenderesse a écarté les revenus provenant du beau-père du fils des parties requérantes car celui-ci ne fait plus partie du ménage de ce dernier depuis le 18 juillet 2023, le Conseil observe avec les parties requérantes que cette motivation est inadéquate et illégale puisqu'elle ajoute une condition à la provenance des revenus, « à savoir qu'ils émanent d'un cohabitant », condition qui ne trouve aucun fondement dans la législation belge et européenne et contredit la jurisprudence européenne.

3.2.2.3.2. A titre surabondant, le Conseil observe que les parties requérantes ont transmis, à l'appui de leur recours, une confirmation de la prise en charge financière et actuelle du beau-père du fils des parties requérantes, datée du 8 novembre 2023, dans laquelle il déclare que ce dernier reste à sa charge, qu'il prendra à sa charge tous les frais médicaux, sportifs et divers jusqu'à l'âge de 18 ans et que, s'il rentre à l'université, il sera à sa charge jusqu'à la fin de ses études.

3.2.2.4. Il ressort de ce qui précède que la partie défenderesse a méconnu les articles 40 et 40bis de la loi du 15 décembre 1980. Le moyen unique est dès lors, dans les limites exposées ci-dessus, fondé. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrêt 305677 du 14/05/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

AUTRE

nationalité

Angola

dictum arrêt

Rejet

9ter non fondé – Discrimination VIH – PR invoquait dans sa demande d'autorisation de séjour les discrimination subie par les personnes porteuses du VIH en Angola – Le fonctionnaire médecin estime que les informations citées décrivent une situation générale d'une certaine catégorie de personnes et que la PR ne démontre pas que sa situation personnelle est comparable – Conseil considère que dès qu'une personne appartient à la catégorie en question, ce qui n'est pas contesté par la PD, il ne peut être soutenu qu'il s'agit une situation générale vécue par les autres personnes de cette catégorie – Même s'il existe des exceptions, il ne peut être imposé à la PR qu'elle se trouve bien dans la même situation que la plupart des gens appartenant à la même catégorie qu'elle – Le fait qu'elle soit porteuse du VIH = présomption suffisante – PD doit donc renverser la présomption en démontrant que la PD est une exception – Une preuve « personnalisée » difficile voire impossible à obtenir ne peut être exigée – Violation motivation formelle - Annulation.

« 2.2.2. Dans un avis, rendu le 9 novembre 2021, dans le cadre de l'examen de la demande d'autorisation de séjour, visée au point 1.1., un fonctionnaire médecin a - constaté l'indisponibilité du traitement « biktarvy », en Angola, - et conclu que la requérante « souffre d'une affection telle qu'elle présente un risque réel pour la vie ou son intégrité physique étant donné qu'il n'existe pas de traitement adéquat dans le pays d'origine ou le pays de résidence [traduction libre du néerlandais]».

2.2.3. Le premier acte attaqué est fondé sur un avis d'un fonctionnaire médecin, daté du 27 mai 2023, et joint à cette décision.

a) Dans cet avis, ce fonctionnaire médecin a constaté ce qui suit, quant aux « Pathologies actives actuelles avec le traitement »: « Infection par le VIH (virus d'immunodéficience humaine). Fibromatose. Le traitement médicamenteux se compose de : Biktarvy (bictégravir/emtricitabine/tenofovir- inhibiteur d'intégrase/inhibiteur nucléosidique de la transcriptase inverse/inhibiteur nucléotidique de la transcriptase inverse - antirétroviraux) : 1/j Ferrodyn (fer - minéral - anémie) : 1/j non enregistré comme médicament. Suivi infectiologique, biologie clinique : CD4 et charge virale - suivi gynécologique ».

Il a ensuite examiné la disponibilité et l'accessibilité des soins et des suivis nécessaires, dans le pays d'origine et a, notamment, indiqué ce qui suit, s'agissant de cette accessibilité: « Le conseil de la requérante fait référence à des articles sur la situation humanitaire en Angola pour prouver l'inaccessibilité des soins au pays d'origine, notamment, les discriminations liées à la maladie. Notons que ces différents éléments ont un caractère général et ne visent pas personnellement le requérant (CCE n°23.040 du 16.02.2009). En l'espèce, le requérant ne démontre pas que sa situation individuelle est comparable à la situation générale décrite et n'étaye en rien son allégation de sorte que cet argument ne peut être retenu (CCE n°23.771 du 26.02.2009). En effet il ne suffit pas de se référer à des rapports internationaux pour établir discriminations des soins [sic]. Il faut au contraire démontrer en quoi la situation décrite de manière générale dans ces rapports est applicable à la requérante. [...] ».

b) Dans la demande d'autorisation de séjour, visée au point 1.1., la requérante invoquait à cet égard ce qui suit: « Verder blijkt dat : "Discrimination against those with HIV/AIDS is illegal, but lack of enforcement allowed employers to discriminate against persons with the condition or disease. There were no news reports of violence against persons with HIV/AIDS. Reports from local and international health NGOs suggested discrimination against individuals with HIV/AIDS was common. The government's National Institute to Fight HIV/AIDS includes sensitivity and antidiscrimination training for its employees when they are testing and counseling HIV patients." x (available at : United States Department of State, 2016 Country Reports on Human Rights Practices - Angola, 3 March 2017, available at: <https://www.refworld.org/docid/58ec8a7b4.html>) ».

c) Dans l'avis reproduit au point a), le fonctionnaire médecin ne rencontre pas l'argument invoqué par la requérante, selon lequel les personnes porteuses de VIH seraient discriminées.

Selon le fonctionnaire médecin, les informations citées par la requérante, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, décrivent la situation générale d'une certaine catégorie de personnes dans un pays donné. Cette situation serait celle selon laquelle les personnes porteuses du VIH n'ont pas accès à des soins suffisants pour vivre dans la dignité, en

raison de l'existence en Angola, de « discriminations liées à la maladie».

Or, dès lors qu'une personne appartient à la catégorie en question, ce qui n'est nullement contesté en l'espèce, il ne peut être soutenu qu'elle ne se trouverait pas, a priori, dans la situation générale vécue par les autres personnes de ladite catégorie.

Il est évident que des exceptions doivent exister: certaines personnes de la catégorie en question sont sans doute capables d'avoir accès à des soins suffisants.

Il ne peut toutefois s'agir de rien de plus que d'exceptions, sans quoi ces cas constitueraient la situation générale. Il ne peut toutefois être imposé à la requérante de prouver qu'elle se trouverait bien, en cas de retour au pays d'origine, dans la même situation que la plupart des gens appartenant à la même catégorie qu'elle. Le simple fait d'être ce qu'elle est, une personne infectée par le VIH, constitue une présomption suffisante.

Au contraire, c'est à la partie défenderesse qu'il appartient, le cas échéant, de démontrer que la situation de la requérante ne correspondrait pas à la situation générale exposée, et constituerait donc une exception à celle-ci.

S'il est de jurisprudence constante que « c'est au demandeur qui se prévaut d'une situation susceptible d'avoir une influence sur l'examen ou l'issue de sa demande qu'il incombe d'en aviser l'administration compétente, tandis que l'administration n'est, pour sa part, pas tenue d'engager avec l'étranger un débat sur la preuve des éléments allégués, ni de l'interpeller préalablement à sa décision, ce sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie », il ne saurait toutefois être exigé d'un demandeur qui a démontré, d'une part, que telle catégorie de personnes se trouve dans une situation générale donnée et, d'autre part, qu'il appartient à cette catégorie de personnes, de produire une preuve « personnalisée », difficile voire impossible à obtenir.

Dès lors, sans que le Conseil se prononce sur la pertinence ou l'actualité des informations produites par la requérante, la partie défenderesse ne pouvait éluder l'analyse de cet aspect de la demande. Il lui incombait, au contraire, de tenir compte des informations sur l'accessibilité de la prise en charge médicale requise, au pays d'origine, transmises à l'appui de la demande d'autorisation de séjour.

Le fonctionnaire médecin et, par voie de conséquence, la partie défenderesse, n'ont pas suffisamment ni valablement motivé l'acte attaqué et l'avis sur lequel il est fondé, à cet égard. En effet, ils ont uniquement examiné la demande sous l'angle des informations recueillies à leur initiative, sans analyser le contenu des informations communiquées par la requérante ».

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9bis irrecevable

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

9bis irr + OQT – suite demande d’être entendu – Arg. demande : présence frères en Belgique + soutient qu’ils apportent / en Belgique depuis plus de 17 ans / difficulté particulière de rentrer au Maroc – CCE : la PD procède à une appréciation manifestement déraisonnable de la situation particulière de la PR en considérant que le retour de la PR ne constitue qu’une « formalité nécessitant une séparation temporaire » - prise en compte non adéquate des éléments du dossier – un retour au PO ne constitue pas qu’une « formalité » - considérations hypothétiques quant à la possibilité pour ses frères de l’accompagner au PO, la PD s’abstient d’avoir égard à toute VF / VP / professionnelle développée par ces derniers en séjour légal sur le territoire - ANNULATION

« 3.2.1. En l’espèce, le Conseil observe que, dans sa demande d’autorisation de séjour, la partie requérante faisait valoir la présence de ses frères en Belgique, ainsi que le soutient que ces derniers lui apportent, sa présence sur le territoire depuis plus de 17 ans et la difficulté particulière pour se rendre au Maroc en vue d’introduire une demande depuis sont pays d’origine.

Sur ces éléments, il appert que le premier acte attaqué mentionne que « le requérant n’explique pas pourquoi les membres de sa famille ne pourraient pas, si besoin en est, l’accompagner dans son pays d’origine afin d’y lever l’autorisation de séjour requise. S’il n’est pas évident pour ceux-ci d’accompagner l’intéressé dans son pays d’origine le temps nécessaire à la levée de l’autorisation de séjour, ils peuvent par contre lui rendre visite de temps en temps. Mentionnons aussi que la loi n’interdit pas de courts séjours en Belgique durant l’instruction de la demande (C.E., 22 août 2001, n° 98.462). L’accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n’oblige pas l’étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé mais implique seulement qu’il doit s’y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises, au besoin en effectuant entre-temps des courts séjours en Belgique. Il en découle qu’en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l’article 8 de la Convention européenne des droits de l’homme, une ingérence dans la vie familiale de l’étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu’il n’est imposé à l’étranger qu’une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d’être autorisé au séjour de plus de trois mois. (CE n° 165.939 du 14 décembre 2006 ; C.C.E – Arrêt N° 1589 du 07/09/2007 ; CCE, arrêt de rejet n°201473 du 22 mars 2018). Notons encore que le requérant peut utiliser les moyens de communication modernes afin de garder un contact étroit avec les membres de sa famille et ses amis présents en Belgique. La circonstance exceptionnelle n’est pas établie. Le requérant souligne avoir perdu tout lien avec son pays d’origine. Notons cependant qu’il n’avance aucun élément pour démontrer son allégation qui permettrait de penser qu’il serait dans l’impossibilité ou la difficulté de regagner temporairement son pays d’origine. Or, rappelons « qu’il ressort de la jurisprudence administrative constante que c’est à l’étranger lui-même qui revendique l’existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la preuve, puisqu’il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d’autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire (...) » (C.E., n°109.684 du 7 août 2002 et C.C.E., n°10.156 du 18 avril 2008 et n°27 888 du 27 mai 2009 et C.C.E., arrêt n°183 231 du 28 février 2017). Ajoutons que l’intéressé s’est délibérément mis dans une situation dont il est le seul responsable. Il a lui-même choisi de rompre ses liens avec le Maroc alors qu’il savait son séjour irrégulier en Belgique, s’exposant ainsi volontairement à des mesures d’expulsion. Notons que le requérant n’est pas dispensé d’introduire sa demande comme tous les ressortissants marocains et de se conformer à la législation en vigueur en matière d’accès au territoire belge, d’autant plus qu’il ne démontre pas en quoi sa situation l’empêcherait de procéder comme ses concitoyens. La circonstance exceptionnelle n’est pas établie ».

En termes de requête, la partie requérante soutient, notamment, que « le requérant se trouve en Belgique depuis plus de 19 ans, que l’ensemble de sa famille y habite légalement – la grande majorité étant en en ordre de séjour ou possédant la nationalité belge -, et qu’il y a développé des relations sociales, affectives et professionnelles qui tombent sous le champ d’application de la notion de vie privée et familiale ; Que les différents éléments touchant à la vie privée et familiale du requérant en Belgique étaient exposés dans la demande et étayés par des pièces et ne sont en toute hypothèse pas remise en cause par la partie adverse dans sa décision ; Que, concernant sa vie familiale, le requérant indiquait plusieurs

éléments, dont notamment le fait d'avoir rejoint en Belgique ses frères [K.], [T.] et [F.], lesquels se trouvaient en Belgique depuis déjà plusieurs années ; Que le requérant avait insisté sur le fait qu'il « est une grande aide à sa famille » et « un soutien important pour eux » ; Que le requérant avait également souligné le fait qu'il possède aussi des cousins vivant en Belgique ; Que le requérant avait enfin expliqué ne plus avoir de soutien au Maroc ; Qu'il est donc évident que le requérant possède une vie familiale poussée en Belgique et n'a plus d'attache dans son pays d'origine [...] Que la motivation de la partie adverse dans la décision attaquée est en outre générale et stéréotypée ; Qu'il ne ressort en effet pas des motifs de la décision attaquée que la partie adverse ait pris soin d'examiner la situation particulière du requérant lors de la prise de décision ; Que la partie adverse se contente de déclarer de manière générale et sur base d'un raisonnement abstrait que les décisions d'irrecevabilité d'une demande 9bis sont nécessairement proportionnées puisqu'elles ne font qu'imposer un retour temporaire au pays d'origine [...] Qu'enfin, rien ne garantit que le retour du requérant au Maroc ne sera que temporaire et limité, comme celui-ci l'avait déjà spécifié dans sa demande de séjour ; Qu'en effet, tout d'abord, l'on sait que le traitement d'une demande d'autorisation au séjour fondée sur l'article 9 de la loi du 15 décembre peut prendre de nombreux mois voire plus d'une année [...] Que compte tenu de tous ces éléments, il n'est pas possible de garantir au requérant que son retour au Maroc ne sera effectivement que « temporaire et limité » et n'emportera qu'une séparation temporaire et limitée avec ses attaches en Belgique [...] ».

3.2.2. Or, le Conseil observe qu'en indiquant qu' « *il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois* » (le Conseil souligne), la partie défenderesse procède à une appréciation manifestement déraisonnable de la situation particulière de la partie requérante, laquelle est présente sur le territoire depuis plus de 17 ans.

En ce sens, le Conseil constate que, si la partie défenderesse considère que le retour de la partie requérante dans son pays d'origine ne constitue qu'une « *formalité nécessitant une séparation temporaire* », et ne constitue pas *de facto* une circonstance exceptionnelle, elle reste en défaut de prendre adéquatement en considération l'ensemble des éléments du dossier, soit le séjour particulièrement long de la partie requérante sur le territoire, la présence de ses frères établis en Belgique, ainsi que la difficulté alléguée de retourner, même temporairement, dans son pays d'origine. Il ne saurait dès lors, au vu des éléments susmentionnés, ainsi que de la demande d'autorisation de séjour de la partie requérante, être considéré qu'un retour, bien que temporaire, ne constituerait qu'une « *formalité* », autrement dit, selon le dictionnaire Larousse, une « *Opération prescrite dans certains cas par la loi pour la validité d'un acte administratif, juridique ou judiciaire* » et une « *Démarche, action sans importance véritable ou qui ne présente aucune difficulté* ».

Par ailleurs, la circonstance selon laquelle « *le requérant n'explique pas pourquoi les membres de sa famille ne pourraient pas, si besoin en est, l'accompagner dans son pays d'origine afin d'y lever l'autorisation de séjour requise. S'il n'est pas évident pour ceux-ci d'accompagner l'intéressé dans son pays d'origine le temps nécessaire à la levée de l'autorisation de séjour, ils peuvent par contre lui rendre visite de temps en temps* », ne saurait suffire à motiver adéquatement la première décision attaquée. Un tel motif ne saurait en effet être considéré comme raisonnable et adéquat en l'espèce, dès lors qu'il s'agit de considérations pour le moins hypothétiques de la partie défenderesse, qui, en indiquant que les membres de sa famille pourraient l'accompagner au pays d'origine, s'abstient manifestement d'avoir égard à toute vie familiale, privée, ou même professionnelle, développée par ces derniers, en séjour légal, voire même belge, sur le territoire.

3.2.3. Il s'ensuit que la partie défenderesse a violé son obligation de motivation formelle et commis une erreur manifeste d'appréciation en ne répondant pas adéquatement aux arguments de la partie requérante avancés à titre de circonstances exceptionnelles ».

CCE arrêt 306524 du 14/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Mentale gezondheid - EUAA Country Guidance Note juni 2022 - risicoprofiel.

In casu: paranoïde gedragingen die **zichtbaarheid** geven aan mentale problemen, gesteund op verklaringen advocaat, maatschappelijk werkster en sociaal begeleider van het opvangcentrum. De waarachtigheid van deze verklaringen wordt bevestigd door overplaatsing naar ander centrum op grond van verzoekers gedrag.

Het rechtsplegingsdossier bevat evenwel geen verdere informatie die de Raad toelaat het door verzoeker aangehaalde risico op vervolging in Irak omwille van zijn mentale gezondheidstoestand te beoordelen.

CCE arrêt 306230 du 07/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoeker stelt dat hij een vrees voor vervolging loopt bij terugkeer naar Afghanistan, onder meer omwille van het seksueel misbruik dat hij onderging tijdens zijn reisweg in Servië. Verzoeker verklaart seksueel te zijn misbruikt door leden van de Dam Gam Tesam bende, die het misbruik hebben gefilmd en dreigden het beeldmateriaal te verspreiden via sociale media.

De commissaris-generaal overweegt dat, als de feiten al waarachtig zouden zijn, zij onvoldoende ernstig zijn om te getuigen van een daad van vervolging in de zin van het Vluchtelingenverdrag. De commissaris-generaal merkt nog op dat verzoeker de feiten nooit eerder heeft vermeld/besproken terwijl dit volgens hem wel kan worden verwacht. Tevens wijst de commissaris-generaal op tegenstrijdigheden in verzoekers verklaringen doorheen zijn opeenvolgende persoonlijke onderhouds. Ook meent de commissaris-generaal dat het feit dat de daders nog steeds niets hebben ondernomen, twijfels doet rijzen bij het bestaan van dergelijke beelden.

De Raad meent dat deze overtuigingen **niet kunnen overtuigen**. De Raad wijst in deze op verzoekers **jonge leeftijd**, de **bepaalde vraagstelling** tijdens het eerste persoonlijk onderhoud, op de duidelijke **indicaties van emotionele moeilijkheid** van verzoeker om het thema aan te snijden de vaststelling dat er een **compatibiliteit** lijkt te zijn tussen verzoekers relaas en de informatie zoals deze blijkt uit de **COI Focus "Afghaanse bendes en sociale media"** van 11 september 2023. Omtrent dit laatste merkt de Raad nog op dat de commissaris-generaal dit rapport zelf niet heeft bijgevoegd, noch lijkt te hebben betrokken in zijn besluitvorming.

Evenmin acht de Raad volgende overwegingen voldoende draagkrachtig: *"Echter gezien de feiten zouden dateren van tijdens uw reisweg, ongeveer twee jaar voor uw persoonlijk onderhoud, en de daders wat dat betreft nog steeds niks hebben ondernomen om u met de videobeelden te confronteren, maakt dat er twijfels rijzen bij het bestaan van dergelijke beelden. Indien het de bedoeling was van de daders om u met deze beelden te confronteren of af te persen, hadden zij ondertussen ruim de tijd om dat te doen. Het CGVS oordeelt daarom dat u ook wat dat betreft geen vrees bij terugkeer aannemelijk maakt."* De Raad wijst er in deze vooreerst op dat verzoeker tijdens zijn persoonlijk onderhoud heeft aangegeven dat hij kennis had van videobeelden van seksueel misbruik van een andere jongen, die hier zelf geen weet van had (zie NPO II, p. 13). De enkele omstandigheid dat verzoeker zelf geen weet heeft van het verspreiden van de beelden, houdt niet noodzakelijk in dat deze niet reeds zijn verspreid. De Raad benadrukt verder dat uit de door verzoeker voorgelegde COI Focus alleszins blijkt dat er wel degelijk sprake is van bedreigingen om de videobeelden openbaar te maken. Wanneer er landeninformatie voorhanden is waaruit blijkt dat er wel degelijk sprake is van het verspreiden van de beelden van het seksueel misbruik mag verwacht worden dat de commissaris-generaal deze informatie bij zijn beoordeling betreft, *quod non in casu*.

De Raad acht een verder en grondig onderzoek van de door verzoeker aangehaalde feiten van seksueel geweld in Servië en de vrees van een verspreiding van de hiervan gemaakte videobeelden noodzakelijk.

De Raad vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 306135 du 06/05/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Inde

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 – art. 40bis - ascendant à charge de ress. UE – Décision fondée uniquement sur le défaut de preuve de la capacité à prendre en charge en raison du caractère déclaratif des fiches de paie de dirigeant d'entreprise – CCE : motivation insuffisante puisque le regroupant a été admis au séjour en tant que travailleur indépendant – annulation.

« 3.2. En l'occurrence, le Conseil observe, qu'à l'appui de sa demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne (annexe 19ter), la partie requérante a notamment déposé au dossier administratif des fiches de paie de Monsieur [S.K.] en tant que dirigeant d'entreprise.

À cet égard, le Conseil constate que la décision attaquée est fondée sur le constat que « *bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la condition de ressources suffisantes, exigée par l'article 40bis de la loi du 15/12/1980, n'a pas été valablement établie* », dès lors que « *l'intéressée reste en défaut de démontrer de manière probante que la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial dispose d'une capacité financière suffisante pour la prendre en charge. La personne concernée a produit, comme preuve des revenus de la personne qui lui ouvre le droit au séjour, des fiches de paie de chef d'entreprise. Les revenus, avantages et cotisations sociales indiqués sur ces documents sont communiqués au secrétariat social par le dirigeant d'entreprise ou son comptable. Dès lors, les fiches de paie éditées par un secrétariat social n'établissent pas avec certitude le revenu du dirigeant d'entreprise ni le montant réel des cotisations sociales payé par ce dernier. L'Office des étrangers est donc dans l'impossibilité de vérifier les montants indiqués à défaut de production de documents officiels comme, par exemples une fiche fiscale 281.20 et le relevé récapitulatif 325.20, ou tout document officiel permettant le calcul du montant net des revenus de l'ouvrant droit* ».

Or, le Conseil observe, à la lecture d'une note de synthèse reprise au dossier administratif, que Monsieur [S.K.], de nationalité portugaise, est en possession, depuis le 10 janvier 2022, d'une « carte EU », valable jusqu'au 24 décembre 2026, lui délivrée par la partie défenderesse en raison de sa qualité de travailleur indépendant.

Au regard de ce qui précède, le Conseil constate que la partie défenderesse ne permet pas à la partie requérante de comprendre les raisons pour lesquelles elle estime que « *l'intéressée reste en défaut de démontrer de manière probante que la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial dispose d'une capacité financière suffisante pour la prendre en charge* », sans plus ample explication, alors qu'elle a précisément accordé à Monsieur [S.K.] un titre de séjour en raison de son statut de travailleur indépendant.

Partant, en considérant que les revenus du fils de la partie requérante ne peuvent valablement être pris en considération, « *à défaut de production de documents officiels comme, par exemples une fiche fiscale 281.20 et le relevé récapitulatif 325.20, ou tout document officiel permettant le calcul du montant net des revenus de l'ouvrant droit* », la partie défenderesse ne motive pas adéquatement la décision attaquée."

CCE arrêt 306173 du 06/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Vluchtrelaas ongeloofwaardig.

De Raad overweegt tevens dat verzoeker niet *in concreto* aantoont dat hij bij een eventuele terugkeer naar Afghanistan een vrees loopt wegens (gepercipieerde) **verwestering**. De Raad considereert in dit verband als volgt:

- verzoeker verliet Afghanistan op **15-jarige** leeftijd, waar hij naar de madrassa ging, tot de achtste klas naar school ging en werkte in tankstation van zijn vader => verzoeker had in Afghanistan al een zekere **maturiteit** en was **gevormd** naar de Afghaanse waarden en normen;
- verzoeker schetst **geen concreet en diepgaand beeld van de impact van zijn verblijf** en **activiteiten** in België door te verwijzen naar en stukken bij te brengen m.b.t.:
 - scholing
 - werkzaamheden (in een gemengde omgeving)
 - zomerschool om Nederlands te verbeteren
 - actief zijn op sociale media, waarop zou zijn afgebeeld dat hij cannabis gebruikt in België en met de voormalige Afghaanse vlag ; dermate kritisch t.a.v. taliban dat hij dreigt te worden gevisieerd + toont niet aan dat het onoverkomelijk is om sociale media uit te wissen of volledig te verwijderen
 - het spreken van Nederlands
- waar verzoeker aanvoert dat hij zijn **religie** niet meer serieus praktiseert, merkt de Raad op dat verzoeker de islam (soenniet) als zijn religie aanduidt;
- verzoeker toont niet aan dat hij bij terugkeer niet meer kan rekenen op enig **familiaal en sociaal netwerk** in Afghanistan;
- verzoeker spreekt thans nog **Pashtou**.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 13septies

composition du siège

1 juge

B13septies - verwerping - beroepstermijn - tien dagen - welbepaalde plaats zoals bedoeld in artikel 74/8 Vw. - gevangenis - regime 74/8, §1, vierde lid Vw. - verdere vasthouding in gevangenis met oog op effectieve verwijdering

Om te bepalen over welke beroepstermijn de verzoeker precies beschikt, dient te worden nagegaan of de verzoeker zich op het ogenblik van de kennisgeving van de bestreden beslissing bevond in een welbepaalde plaats, zoals bedoeld in artikel 74/8 Vw. (cf. art. 39/57, §1, eerste lid, 1°, Vw.).

[...]

De wetgever heeft uitdrukkelijk voorzien dat de vreemdeling zich op het ogenblik van de kennisgeving reeds dient te bevinden in een welbepaalde plaats, zoals bedoeld in artikel 74/8 Vw.. In deze laatste wetsbepaling heeft de wetgever evenwel niet *nominatum* bepaald welke plaatsen precies vallen onder een 'welbepaalde plaats' in de zin van artikel 39/57, §1, tweede lid, 1°, Vw.. Artikel 74/8, §1 Vw. verwijst dienaangaande op algemene wijze naar de plaats waar de vreemdeling ofwel wordt "opgesloten", ofwel wordt "ter beschikking gesteld van de Regering" ofwel wordt "vastgehouden", dit "overeenkomstig de artikelen 7, 8bis, § 4, 27, 29, tweede lid, 44septies, § 1, 51/5, § 1, tweede lid, of § 4, derde lid, 51/5/1, § 1, tweede lid, of § 2, derde lid, 57/32, § 2, tweede lid, 74/5 of 74/6". **Het kan ook om een strafinrichting gaan.** In dit kader verduidelijkt artikel **74/8, § 1, vierde lid, van de Vreemdelingenwet** het volgende: "(...) kan degene die het voorwerp uitmaakt van een opheffing van een bevel tot aanhouding, krachtens een beslissing van een bevoegde overheid en voor zover hij het voorwerp uitmaakt ofwel van een uitvoerbaar koninklijk besluit tot uitzetting ofwel van een uitvoerbaar ministerieel besluit tot terugwijzing ofwel van een uitvoerbaar bevel tot verlaten van het grondgebied met bewijs van effectieve verwijdering, voor maximum zeven dagen vastgehouden worden met het oog op zijn effectieve verwijdering, of bij gebreke daaraan, zijn overbrenging naar een plaats die valt onder de bevoegdheid van de minister met het oog op zijn effectieve verwijdering." Ook in dat geval en met het oog op de effectieve verwijdering kunnen derhalve maatregelen worden getroffen "opdat de betrokkene de plaats waar hij wordt opgesloten (...) niet zonder de vereiste toestemming verlaat".

[...]

Op 10 oktober 2023 beslist de gemachtigde ten aanzien van de verzoeker tot de afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten met vasthouding met het oog op verwijdering (bijlage 13septies). Deze akte bevat drie onderscheiden beslissingen: een beslissing tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten, een beslissing om de verzoeker zonder verwijl te doen terugleiden naar de grens en een beslissing om de verzoeker met toepassing van artikel 7, derde lid, en 74/8, §1, vierde lid Vw. op te sluiten aangezien zijn terugleiding naar de grens niet onmiddellijk kan uitgevoerd worden. In de beslissing om de verzoeker op te sluiten, vervat in de bestreden akte, staat het volgende: "Met de toepassing van artikel 7, derde lid en van artikel 74/8 §1, vierde lid (aanhoudingsmandaat) van de wet van 15 december 1980, dient de betrokkene te dien einde opgesloten te worden, aangezien zijn/haar terugleiding naar de grens niet onmiddellijk kan uitgevoerd worden en op basis van volgende feiten: (...) Het is noodzakelijk om betrokkene ter beschikking van Dienst Vreemdelingenzaken te weerhouden om hem aan boord te laten gaan van de eerst volgende vlucht met bestemming Albanië" en "gelasten wij, K. V. (...), attaché, de gemachtigde van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, de Directeur van de gevangenis te Antwerpen, om betrokkene vanaf 10.10.2023 te doen opsluiten, in de gevangenis te Antwerpen".

Uit hetgeen voorafgaat en uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat de verzoeker **op het moment waarop hij in de gevangenis van Antwerpen kennis nam van de bestreden verwijderingsmaatregel** (dit is op 10 oktober 2023 om 18u00) **in deze strafinrichting was opgesloten onder het specifieke regime, zoals voorzien in artikel 74/8, §1, vierde lid, van de Vreemdelingenwet.** De verzoeker was immers **niet meer strafrechtelijk vastgehouden**, maar maakte voorheen het voorwerp uit van een opheffing van het bevel tot aanhouding onder voorwaarden. De verzoeker werd bij het betalen van de borgsom niet in vrijheid gesteld, maar hij werd met ingang van 10 oktober 2023 **verder vastgehouden in de gevangenis van Antwerpen specifiek met het oog op zijn effectieve verwijdering naar Albanië.**

Het staat dan ook vast en het wordt ter terechtzitting op zich niet betwist dat de verzoeker zich op het ogenblik van de kennisgeving van de bestreden verwijderingsmaatregel bevond in een welbepaalde plaats, zoals bedoeld in artikel 74/8 Vw.

Overeenkomstig artikel 39/57, §1, tweede lid, Vw. beschikte de verzoeker bijgevolg over een beroepstermijn van tien dagen om de onderhavige vordering in te stellen.

CCE arrêt 306191 du 06/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Het verzoekschrift van 11 januari 2024 is **niet ondertekend door verzoeker, noch door een advocaat**. Uit het verzoekschrift, dat de vernietiging vraagt "*tegen de onontvankelijkheidsbeslissing van een verzoek*" blijkt dat het werd ingediend en ondertekend namens verzoeker door T.V.H. voor de juridische dienst van Planète Réfugiés. Er wordt niet gesteld dat deze persoon optreedt als advocaat van verzoeker.

Verder bevat het verzoekschrift **geen uiteenzetting van de feiten en wordt er geen middel in aangeduid of ontwikkeld**. Bijgevolg is het verzoekschrift in strijd met **artikel 39/69, § 1, tweede lid, 4° en 7° van de Vreemdelingenwet**, dat bepaalt dat het verzoekschrift op straffe van nietigheid een uiteenzetting van de feiten en de middelen bevatten die ter ondersteuning van het beroep worden ingeroepen en moet ondertekend zijn door de verzoeker of zijn advocaat. Aangezien daardoor het verzoekschrift nietig is, is het beroep onontvankelijk. De door een intussen aangestelde advocaat namens verzoeker ingediende aanvullende nota's van 16 april 2024 en 23 april 2024 in toepassing van artikel 39/76 van de Vreemdelingenwet kunnen de nietigheid van het verzoekschrift niet opheffen en de onontvankelijkheid van het beroep niet ongedaan maken aangezien deze buiten de beroepstermijn zijn ingediend.

Het betoog van verzoekers advocaat ter terechtzitting dat uit het indienen van het verzoekschrift blijkt dat verzoeker niet akkoord gaat met de bestreden beslissing, dat hij slecht werd geadviseerd en dat hij recht heeft op toegang tot de rechter in volle rechtsmacht, doet hieraan geen afbreuk. Het voormelde artikel 39/69 van de Vreemdelingenwet is opgenomen in Afdeling II. - Specifieke bepalingen die gelden voor de beroepen met volle rechtsmacht tegen beslissingen van de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen van deze wet en de er in opgenomen vormvoorschriften gelden dus ook voor de beroepen waarover de Raad in volle rechtsmacht moet oordelen. Uit het administratief dossier blijkt bovendien dat verzoeker tijdens het persoonlijk onderhoud werd bijgestaan door een advocaat met ervaring in het Vreemdelingenrecht. Voorts heeft het **Hof van Justitie** reeds geoordeeld dat artikel 46, lid 4, van de Richtlijn 2013/32 het **aan de lidstaten overlaat om de vereiste voorschriften vast te stellen** opdat personen die om internationale bescherming verzoeken hun recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel kunnen uitoefenen. Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie is het, bij het ontbreken van Unievoorschriften ter zake, krachtens het beginsel van procedurele autonomie een zaak van de interne rechtsorde van de lidstaten om de procedureregels vast te stellen voor vorderingen in rechte die worden ingediend ter bescherming van de rechten van de justitiabelen, op voorwaarde evenwel dat die regels niet ongunstiger zijn dan die welke voor soortgelijke situaties naar nationaal recht gelden (gelijkwaardigheidsbeginsel) en de uitoefening van de door het Unierecht verleende rechten in de praktijk niet onmogelijk of uiterst moeilijk maken (doeltreffendheidsbeginsel) (Hof van Justitie, 9 september 2020, C-651/19, *JP tegen Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen*, pt. 33-34). Er blijkt **in casu niet** en verzoekers advocate ter terechtzitting toont ook niet aan, dat de voorgeschreven **vormvereisten ongunstiger** zouden zijn dan die welke in **soortgelijke situaties** naar nationaal recht gelden noch dat deze vormvereisten voor verzoeker de **toegang** tot een **daadwerkelijk rechtsmiddel** in de praktijk **onmogelijk** of **uiterst** moeilijk maken.

CCE arrê^t 306186 du 06/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrê^t

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad stelt, in navolging van de commissaris-generaal, vast dat verzoekster geen zicht biedt op haar reële herkomst en reële verblijfplaats voor haar komst naar België.

Waar verzoekster aanvoert dat zij moet leven met de dreiging van vrouwelijke genitale verminking voor haar dochter, wordt benadrukt dat verzoeksters dochter door de commissaris-generaal als vluchteling is erkend omdat zij een gegronde vrees voor vervolging loopt bij terugkeer naar haar land van herkomst.

In dit verband wijst de Raad erop dat **artikel 23 van richtlijn 2011/95/EU** stelt dat de lidstaten ervoor zorgen dat het **gezin in stand** kan gehouden worden, maar dat deze richtlijn geenszins bepaalt dat de familieleden van een erkend vluchteling of van de persoon die subsidiaire bescherming heeft toegekend gekregen, eveneens recht hebben op deze beschermingsstatus enkel omdat zij familie zijn van de betrokken vluchteling of subsidiair beschermde. Dit blijkt tevens uit het arrest Ahmedbekov(a) van het Hof van Justitie, wat ook vermeld wordt in de bestreden beslissing en waarin werd geoordeeld dat de Kwalificatierichtlijn niet voorziet in verlening van de vluchtelingenstatus of van de subsidiaire beschermingsstatus aan andere derdelanders dan diegenen die vallen onder de definitie van "vluchteling" en van "persoon die voor subsidiaire bescherming in aanmerking komt" (HvJ, 4 oktober 2018, N. R. K. Ahmedbekova, en R. E. O. Ahmedbekov, nr. C-652/16, punt 48) en dat elke beslissing over de verlening van een van beide statussen moet worden gebaseerd op een **individuele beoordeling**, om na te gaan of de verzoeker op basis van zijn persoonlijke situatie aan de voorwaarden voor de verlening van de status voldoet. Het doel van de richtlijn is immers om te bepalen of de verzoeker een gegronde vrees heeft dat hij persoonlijk wordt vervolgd of een risico op ernstige schade heeft. Hieruit volgt dat de nood aan internationale bescherming niet zonder meer kan worden vastgesteld of een internationale beschermingsstatus worden toegekend op grond dat een gezinslid van de verzoeker een gegronde vrees voor vervolging heeft of een reëel risico op ernstige schade loopt. Het Hof van Justitie oordeelde in zijn **arresten X. t. Commissaris-generaal voor de vluchtelingen de staatlozen**, C-374/22 en XXX t. Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-614/22, beiden van 23 november 2023, tevens uitdrukkelijk dat de artikelen 20 en 23 van de Kwalificatierichtlijn, aldus moeten worden uitgelegd dat zij de lidstaten niet verplichten om aan de ouder die „gezinslid" in de zin van artikel 2, onder j), van deze richtlijn is van een kind met de vluchtelingenstatus in een lidstaat, het recht op internationale bescherming in die lidstaat toe te kennen. Het Hof van Justitie gaf aan dat de derdelander-ouder hoe dan ook geen internationale bescherming kan genieten, als hij zelf niet voldoet aan de voorwaarden die het Unierecht aan de toekenning van een dergelijke bescherming verbindt. Zoals ook reeds in de bestreden beslissing werd aangegeven, staat het **verzoekster vrij gebruik te maken van de geëigende procedures die kunnen leiden tot een verblijfsrecht in België op basis van haar gezinssituatie**. Ter terechtzitting gevraagd of verzoekster dienaangaande reeds de nodige stappen heeft ondernomen om dergelijke procedure op te starten, stelt de aanwezige raadvrouw dat zij hierover geen informatie heeft, doch wel dat verzoekster inmiddels een aanvraag om machtiging tot verblijf heeft ingediend op grond van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet. Ook werd er in de beslissing op goede gronden op gewezen dat **verzoekster doorheen haar relaas niet aannemelijk heeft gemaakt dat zij omwille van een verzet tegen de besnijdenis van haar dochter een vrees** voor vervolging zou hebben. Verzoekster laat overigens de motieven dienaangaande in de bestreden beslissing onbesproken. Ten overvloede kan er nog op worden gewezen dat **in het licht van de vluchtelingenstatus die aan haar minderjarige dochter werd toegekend, een terugkeer van verzoekster naar haar land van herkomst overigens in zeer grote mate een loutere hypothese is**, aangezien zij zich in dit verband kan beroepen op **artikel 7 van het EU-Handvest** dat het recht op eerbiediging van het privé-, familie- en gezinsleven erkent. Vervolgens moet deze bepaling van het Handvest worden gelezen in samenhang met de verplichting om rekening te houden met de in artikel 24, tweede lid, van het EU-Handvest erkende belangen van het kind, waarbij deze bepaling ook geldt voor besluiten die niet noodzakelijkerwijs gericht zijn tegen de minderjarige, maar wel aanzienlijke gevolgen voor hem met zich meebrengen. Bovenal moet er rekening mee worden gehouden dat een kind, overeenkomstig artikel 24, derde lid, van het EU-Handvest, regelmatig persoonlijke betrekkingen met zijn beide ouders moet kunnen onderhouden.

De Raad weigert de vluchtelingenstatus en de subsidiaire beschermingsstatus.

CCE arrêt 306045 du 03/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

El Salvador

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Artikel 14 RL 2013/32/EU - artikel 57/5ter - verplichting om verzoeker **persoonlijk te horen** + uitzonderingen.

Niettegenstaande deze ingevulde CGVS-vragenlijst op de DVZ, was het CGVS klaarblijkelijk initieel zelf van oordeel dat het noodzakelijk was om verzoekster te horen aangezien verzoekster tweemaal werd opgeroepen. Medische attesten overgemaakt om afwezigheid te rechtvaardigen. Uit de motieven van de bestreden beslissing kan niet blijken dat deze medische attesten door de verwerende partij niet werden aanvaard als een geldige reden om haar afwezigheid op de vastgelegde persoonlijk onderhouden te wettigen. De verwerende partij is evenwel van mening dat verzoekster niet aantoonbaar dat zij niet op een normale wijze zou kunnen deelnemen aan de asielpprocedure, met name dat haar psychische toestand van die aard is dat zij niet zou kunnen worden geïnterviewd.

Bestreden beslissing genomen zonder verzoekster verder te horen, noch mondeling, noch schriftelijk. CGVS motiveert dat het niet mogelijk bleek om verzoekster te horen en dat haar vluchtrelaas in het verlengde ligt van dat van haar partner, dat reeds werd beoordeeld. Geen reden om opnieuw op te roepen.

Verzoekster verklaarde bij de DVZ dat na het vertrek van haar **partner** uit El Salvador zij **problemen kreeg met de bendes**, die haar afpersten en na verloop van tijd zouden hebben gedwongen tot seksuele betrekkingen.

Verzoekster wijst er in haar verzoekschrift evenwel terecht op dat zij tijdens haar verklaringen bij de DVZ duidelijk aangaf het moeilijk te hebben met datums en verschillende keren benadrukte een gebeurtenis niet in de tijd te kunnen duiden (...), hetgeen een verklaring kan bieden voor eventuele tegenstrijdigheden tussen haar verklaringen en die van haar partner. Gelet op dit gegeven alsook haar verklaringen dat zij herhaaldelijk slachtoffer zou zijn geweest van seksueel geweld (verkrachting) door bendeleden, komt het niet passend voor om zich voor het nemen van de bestreden beslissing enkel te baseren op verzoeksters verklaringen bij de DVZ en de verklaringen van haar partner tijdens zijn eerste asielpprocedure, zelfs al zouden haar verklaringen in het verlengde liggen van het reeds ongeloofwaardig geachte relaas van haar partner, gelet op de noodzaak van een **individuele beoordeling**.

Er kan overigens niet blijken dat verzoekster een volwaardig alternatief werd geboden om de nodige en verdere informatie in verband met haar beschermingsverzoek te verstrekken, zoals het toesturen van een **verzoek om inlichtingen** (zie artikel 51/2 van de Vreemdelingenwet *juncto* artikel 10 van het KB CGVS), hetgeen verzoekster terecht in haar verzoekschrift opwerpt. Het interview bij de DVZ waarbij verzoekster heeft geantwoord op de CGVS-vragenlijst kan immers niet worden beschouwd als een volwaardig alternatief voor het persoonlijk onderhoud bij het CGVS. In de CGVS-vragenlijst wordt uitdrukkelijk gesteld dat deze "is bedoeld als een instrument ter voorbereiding van het gehoor en het onderzoek" op het CGVS, dat op het CGVS de mogelijkheid zal worden geboden om uitvoerig alle elementen en feiten weer te geven en dat het invullen van de vragenlijst is beperkt tot het nauwkeurig, maar in het kort, weergeven waarom een verzoeker bij terugkeer problemen vreest of riskeert. De verzoeker moet daarbij kort de voornaamste feiten of elementen weergeven; een uitvoerig gedetailleerd overzicht wordt niet verwacht.

De Raad wijst erop dat de verwerende partij haar beslissingen op een **zorgvuldige** wijze moet voorbereiden en moet steunen op een correcte en volledige feitenvinding.

Gelet op het gegeven dat verzoekster verklaarde dat zij herhaaldelijk slachtoffer is geweest van seksueel geweld, dat zij moeilijkheden heeft om gebeurtenissen te dateren, de omstandigheid dat zij niet persoonlijk werd gehoord over de inhoud van haar beschermingsverzoek tijdens een persoonlijk onderhoud dan wel via een verzoek om inlichtingen en het fundamenteel belang van een persoonlijk onderhoud in de asielpprocedure, meent de Raad dat de bestreden beslissing niet op zorgvuldige wijze is tot stand gekomen, hetgeen niet door de Raad kan worden hersteld.

De **beroepsprocedure bij de Raad** laat weliswaar toe dat iedere verzoeker wordt gehoord, en in casu was verzoekster ter terechtzitting aanwezig, maar er kan hierbij niet worden gewaarborgd dat alle voorwaarden die door artikel 15 van de richtlijn 2013/32/EU worden gesteld aan het persoonlijk onderhoud, worden geëerbiedigd.

Gelet op de openbaarheid van de zittingen en het schriftelijke karakter van de beroepsprocedure, zijn de omstandigheden bij de Raad niet van die aard dat een **passende geheimhouding** wordt gewaarborgd en de verzoeker de gronden voor zijn verzoek uitvoerig kan uiteenzetten.

Het ontbreekt de Raad bovendien aan verdere onderzoeksbevoegdheid.

De verwerende partij, die geen nota met opmerkingen heeft ingediend en ter terechtzitting slechts volhardt in de bestreden beslissing, brengt geen elementen aan die hierover anders doen denken. Het weze hierbij nog benadrukt dat ook verzoekster gehouden is aan haar **medewerkingsplicht**, te meer zij tijdens de terechtzitting verklaart dat zij

psychologische opvolging geniet, het nu beter met haar gaat en zij zich in staat acht om gehoor te geven aan een mogelijke volgende oproeping voor een persoonlijk onderhoud.

CCE arrêt 306075 du 03/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Ongeloofwaardig vluchtrelaas.

De Raad merkt op dat, hoewel in de bestreden beslissing dienstig wordt vastgesteld dat verzoeker over een eventueel intern vluchtalternatief beschikt jegens Mogadishu, deze motivering **overbodig** is gelet op de huidige veiligheidssituatie in Lower Shabelle, waaruit verzoeker afkomstig is. De Raad neemt in deze de motivering van de commissaris-generaal uit zijn aanvullende nota over die is gestoeld op volgende landeninformatie:

“UNHCR International Protection Considerations with regard to people fleeing Southern and Central Somalia van september 2022, beschikbaar op [https://www.refworld.org/type,COUNTRYPOS,UNHCR,SOM,6308b1844,0.html](https://www.refworld.org/type/COUNTRYPOS,UNHCR,SOM,6308b1844,0.html) of op <https://www.refworld.org>; EUAA Country Guidance: Somalia van augustus 2023, beschikbaar op <https://euaa.europa.eu/countryguidance-somalia-2023> of op <https://euaa.europa.eu/>; EUAA Country of Origin Information Report: Somalia Security Situation van februari 2023, beschikbaar op https://www.cgrs.be/sites/default/files/rapporten/euaa_coi_report_somalia_security_situation_20230222.pdf; EUAA Country of Origin Information Query: Somalia – Security situation update van 17 mei 2023, beschikbaar op https://coi.euaa.europa.eu/administration/easo/PLib/2023_04_EUAA_COI_Query_Response_Q13_Somalia_Security_Situation.pdf; COI Focus Somalië: Veiligheidssituatie in Mogadishu van 23 oktober 2023 (update), https://www.cgvs.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_somalie_veiligheidssituatie_in_mogadishu_202310... of; COI Focus Somalië: Overzicht Veiligheidsincidenten van 21 december 2023, beschikbaar op https://www.cgvs.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_somalie_overzicht_veiligheidsincidenten_2023122... of op <https://www.cgvs.be/nl>.”

CCE arrêt 306027 du 02/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Storing **J-box**. Screenshot technisch probleem bijgebracht.

De Raad stelt in een **tussenarrest** dat dit echter niet kan volstaan om vast te stellen dat er effectief sprake was van een storing op het netwerk van J-box op het moment van de indiening van het beroep.

De document betreft geen '**certificaat van verzending van een bericht per DPAJ-box**'.

Heropening van de debatten.

Tijdens de terechtzitting legt de verzoekende partij een aanvullende nota neer waarmee ze kritiek wil geven op de gebruikte landeninformatie door de commissaris-generaal en ze bijkomende informatie neerlegt over de humanitaire en veiligheidssituatie in Afghanistan.

De loco advocaat van de verzoekende partij stelt niet op de hoogte te zijn van het uitgesproken tussenarrest en bijgevolg **geen bewijs** te hebben van een storing op het netwerk van J-BOX teneinde met zekerheid te kunnen stellen of het verzoekschrift al dan niet binnen de wettelijke termijn van dertig dagen als bedoeld in artikel 39/57, § 1, eerste lid van de Vreemdelingenwet. Ze toont tevens geenszins aan dat er sprake is van overmacht. Hierop wordt tijdens de terechtzitting besloten dat de behandeling van haar beroep wordt **uitgesteld** naar de zitting van (...).

Tijdens de terechtzitting van (...) stelt de verzoekende partij geen bewijs te hebben van een storing op het netwerk van J-BOX of een ander bewijs van overmacht te hebben waardoor ze haar verzoekschrift niet tijdig zou kunnen ingediend hebben.

In acht genomen hetgeen voorafgaat, dient te worden vastgesteld dat het door de verzoekende partij op (...) ingediende beroep werd ingediend buiten de beroepstermijn. Aldus is het beroep laattijdig en bijgevolg niet-ontvankelijk.

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

VRM - Afghanistan - vernietiging - VP werkte als humanitair werker bij internationale ngo DACAAR - verweerder stelt dat, gelet op de landeninformatie, er "in het algemeen geen sprake is van een situatie waarin alle humanitair personeel te maken krijgt met vervolging" - toekomstgerichte beoordeling van de vrees voor vervolging - machtsovername door taliban is een nieuw feit - verklaringen aangaande geboortebepanking en voorbehoedsmiddelen - in strijd met religieuze en culturele tradities en beleid van taliban - niet uitgesloten dat er een aantal specifieke elementen bestaan opdat er sprake is van een nood aan IB voor VP met zijn profiel van humanitair werker - gebrek aan onderzoeksmogelijkheden - vernietiging beslissing CGVS

Verweerder stelt in de bestreden beslissing op basis van de door hem aangehaalde landeninformatie dat er "in het algemeen geen sprake is van een situatie waarin alle humanitair personeel te maken krijgt met vervolging". Hij oordeelt dat het bijgevolg aan verzoeker is om specifieke redenen aan te brengen waarom hij een nood aan bescherming heeft. Verweerder specificeert hierbij dat vervolging van personen met verzoekers profiel afhangt van specifieke elementen "zoals onder andere gender, (gepercipieerde) links met bepaalde partijen in het conflict en betrokkenheid bij activiteiten die ingaan tegen de normen en waarden van de taliban of die gepercipieerd worden als ingaand tegen de belangen van de taliban." [...]

Evenwel ontslaat de vaststelling dat geen geloof kan worden gehecht aan het oorspronkelijk vlucht-relaas, de bevoegde overheid niet van haar opdracht om het risico op vervolging te beoordelen dat voortvloeit uit de elementen waarover geen twijfel bestaat en vervolgens een toekomstgerichte beoordeling te maken van de vrees voor vervolging bij terugkeer naar Afghanistan. Het gegeven dat verzoeker niet aannemelijk maakt dat hij in het verleden werd bedreigd door de taliban omwille van zijn werkzaamheden, neemt immers niet weg dat hij in mei 2021 uit Afghanistan vertrok en dat in augustus 2021 de machtsovername door de taliban plaatsvond, hetgeen onmiskenbaar een nieuw feit is. Er kan redelijkerwijze worden aangenomen dat de machtsovername door de taliban leidt tot een nieuwe (machts)dynamiek, niet alleen op nationaal niveau maar ook op lokaal niveau.

[...]

De Raad merkt hierbij in het bijzonder aan de hand van het gehoorverslag op dat verzoeker verklaringen heeft afgelegd over geboortebepanking en voorbehoedsmiddelen. Dit zijn activiteiten die door het huidige talibanregime ontegensprekelijk als deviant en in strijd met religieuze en culturele tradities worden beschouwd.

[...]

Het komt aan verweerder toe om deze verklaringen over geboortebepanking en condoomgebruik verder uit te diepen en verzoeker hierover verder te bevragen. Eenmaal hij dit heeft uitgediept, komt het verweerder toe om dan te beoordelen of dit gecombineerd met verzoekers profiel van humanitaire werker voor een buitenlandse ngo, gecombineerd met zijn deelname aan poliovaccinaties in het verleden, gecombineerd met zijn studies van twee jaar farmacie in een instituut in Nangarhar na het doorlopen van de middelbare school, gecombineerd met verzoekers vertrek uit Afghanistan voor de machtsovername door de taliban, waar hij leefde in een regio onder controle van de overheid, gecombineerd met zijn verblijf in het Westen sedert een drietal jaar, gecombineerd met zijn afkomst (dorp Shamsherabad, district Qarghayi, provincie Laghman), een vrees voor vervolging bij terugkeer naar Afghanistan aannemelijk maakt.

3.7. Conclusie

Het lijkt dus niet uitgesloten dat er een aantal specifieke elementen bestaan opdat er sprake is van een nood aan internationale bescherming voor verzoeker met zijn profiel van humanitair werker. Het komt aan verweerder toe om alle door verzoeker aangehaalde elementen juridisch te kwalificeren en een toekomstgerichte beoordeling te maken van de nood aan bescherming op basis van het geheel van verzoekers individuele omstandigheden in het licht van actuele landeninformatie.

Een verder onderzoek naar de mogelijke risico's voor verzoeker bij terugkeer naar Afghanistan omwille van de bovenstaande elementen eigen aan zijn zaak, dringt zich op. Het gebrek aan zorgvuldig onderzoek naar deze elementen verhindert de Raad om deze beoordeling alsnog zelf grondig te kunnen maken.

CCE arrêt 306014 du 02/05/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

VRM - Afghanistan - vernietiging - vrees voor vervolging omwille van de tewerkstelling van zijn broer bij het Afghaanse Nationale Leger - broer zou verdwenen zijn sedert machtsovername door de taliban - in VZS stelt VP dat zijn broer teruggevonden is en een VIB heeft ingediend in Duitsland - aanvullende nota: broer zou erkend zijn in Duitsland als vluchteling + stavingsstukken - het is van belang te onderzoeken of verzoekers broer in Duitsland werd erkend op grond van zijn werkzaamheden en om na te gaan welke verklaringen hij mogelijk heeft afgelegd over de problemen die zijn familie hierdoor heeft ondervonden - gebrek aan onderzoeksmogelijkheden - vernietiging beslissing

Verzoeker verklaart dat hij Afghanistan ontvluchtte omdat hij werd bedreigd door de taliban en vreest door hen te worden gedood, dit onder meer omdat zijn broer H. werkzaam was voor het Afghaanse nationale leger (ANA). Verzoeker verklaarde onder meer dat zijn broer H. is verdwenen sinds de machtsovername door de taliban.

[...]

In het verzoekschrift leest de Raad dat verzoeker ondertussen zijn broer H. heeft teruggevonden en dat deze in Duitsland verblijft. In een eerste aanvullende nota van 14 januari 2024 geeft verzoeker onder andere aan dat zijn broer H. een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend in Duitsland en maakt hij in dit verband volgende stukken over: [...]

In een tweede aanvullende nota van 13 maart 2024 deelt verzoeker mee dat zijn broer H. erkend is als vluchteling in Duitsland. Verzoeker maakt de onderstaande documenten over die zijn broer H. zouden betreffen: [...]

Op de terechtzitting van 21 maart 2024 waarop verweerder, die geen nota heeft ingediend, ook niet verschijnt, legt verzoeker de originele documenten neer die hij via zijn broer H. in Duitsland zou hebben verkregen. Het zou onder meer betreffen: [...]

[...]

Het is dus van belang te onderzoeken of verzoekers broer in Duitsland werd erkend als vluchteling op grond van deze werkzaamheden en om na te gaan welke verklaringen hij mogelijk heeft afgelegd over de problemen die zijn familie, waaronder verzoeker, hierdoor heeft ondervonden. Hierbij dient tevens rekening te worden gehouden met de originele documenten die verzoeker heeft neergelegd tijdens de terechtzitting en die zijn broer H. zou betreffen.

De Raad benadrukt in dit verband nog dat het onderzoek naar verzoekers vrees voor vervolging een toekomstgerichte beoordeling impliceert. Zelfs indien een afwezigheid van vervolging vóór het vertrek zou worden vastgesteld, sluit dit het bestaan van een gegronde vrees voor vervolging in geval van terugkeer van verzoeker naar Afghanistan geenszins uit, te meer gelet op de machtsovername door de taliban in 2021 en de actuele beschikbare landeninformatie. De Raad merkt hierbij op dat in de context van deze nieuwe machtsdynamiek tevens dient te worden nagegaan in welke mate verzoeker, afkomstig uit Paktika, een risico loopt om via het lokale talibannetwerk te worden geïdentificeerd als terugkeerder wiens broer erkend vluchteling is in Duitsland.

Gezien de grenzen van de ondervraging tijdens de terechtzitting en gelet op ontbreken van verdere mogelijkheden tot onderzoek, kan de Raad het beschermingsverzoek van verzoeker niet op nuttige wijze evalueren in het kader van een devolutief beroep.